

**Ecole Nationale  
Supérieure de  
Bibliothécaires**

**Université des Sciences  
Sociales Grenoble II  
Institut d'Etudes  
Politiques**

**DESS Direction de  
Projets Culturels**



## **Mémoire**

Titre : A LA RECHERCHE D'UNE MEMOIRE INDUSTRIELLE

A VILLEURBANNE

Auteur : Catherine Barnier

Sous la direction de : Alain Massuard

Ecole Nationale Supérieure de Bibliothécaires

1990

M

1

1990

Titre : A la recherche d'une mémoire industrielle  
à Villeurbanne

Auteur : Catherine Barnier

### **RESUME**

Présentation d'un projet de reorganisation des archives municipales de Villeurbanne, dans une perspective d'élargissement de ses fonctions administratives à un rôle de témoin de la mémoire industrielle.

### **MOTS-CLES**

patrimoine industriel - archives municipales - archive d'entreprise - action culturelle - mémoire collective\* - mémoire industrielle\* - Villeurbanne\* - usine - archéologie industrielle - identité régionale\* - industrie - conservation du patrimoine - écomusée - muséologie - politique culturelle - valorisation du patrimoine -

### **ABSTRACT**

Presentation of a project for the reorganization of the municipal archives of Villeurbanne, in an enlarged perspective of the administration function as a witness to industrial records.

### **KEY-WORDS**

industrial and cultural heritage - municipal archives - cultural activity - collective records\* - industrial records\* - Villeurbanne\* - factory - industrial archeology - regional identity - industry - preservation of cultural heritage - ecomuseums - museology - enhancement of cultural heritage -

Nos remerciements vont à Martin  
Barnier, Danielle Blangille, Nadine  
Besse, Chantale Butheau, Monsieur  
Carosso, Claudine Cartier, Jean-Paul  
Chairon, Raymond Chirat, Anne-Sophie  
Clémenson, Janine Cloud, Jean-Luc De  
Lépinay, Danielle Devinaz, Hélène  
Diaby, Claude Durand, Gérard Emptoz,  
Mademoiselle Faisant, la famille  
Goujon, Dominique Grard, Monsieur  
Guérin, Françoise Hildesheimer, Raymond  
Jacquet, Brigitte Jouve-Villard,  
Françoise Leboulanger, Bernard Meuret  
Yvette Lebrigand, Monique Loeillet,  
Maurice Moissonnier, Michel Rautenberg  
François Robert, Monsieur Salagnat  
Denise Shoendorf, Francine Thomas  
Hélène Viallet, Madame Weber...

1125



Villeurbanne — Vue d'ensemble des Usines Gilet et Fils

*Baisers affectueux à tous  
Alexandrine*



Aux Villeurbannais de coeur

## INTRODUCTION

L'étude suivante est au croisement de deux mouvements qui touchent la société française en cette fin de siècle. Le premier est un regard nostalgique posé sur le passé, qui se manifeste en cet été 1990 par la diffusion d'une émission sur le souvenir des images télévisuelles : *La Belle Mémoire*. Le retour en arrière n'a plus ici de sens péjoratif. Au contraire, la mémoire devient belle. Le deuxième indice d'un changement dans les mentalités c'est le développement et l'appropriation d'une culture scientifique, technique et industrielle. L'ère du tertiaire succède à une période industrielle qui elle-même avait relayé au XIXème siècle une longue phase agricole. Le passage d'un type d'activité à un autre et la transformation des modes de vie sociale qu'il entraîne donne le sentiment qu'un chapitre de notre histoire se termine. Avant de tourner la page, l'instinct humain de préservation conduit à la collecte des dernières traces de cette période révolue. Alors, les fonds d'archives des hommes de l'industrie, l'histoire des entreprises, les images du travail en usine et les plans d'architecture et d'urbanisme des villes industrielles. Parce que le paysage des villes change vite, parce que le citoyen est attaché au mur contre lequel il s'appuie, l'homme craint de perdre ses repères. L'archive est son refuge.

De la rencontre entre *La Belle Mémoire* et les friches industrielles est née une nouvelle culture. Elle se développe principalement dans les régions anciennement industrialisées. Il était naturel que la ville de Villeurbanne se sente un jour concernée par ce mouvement.

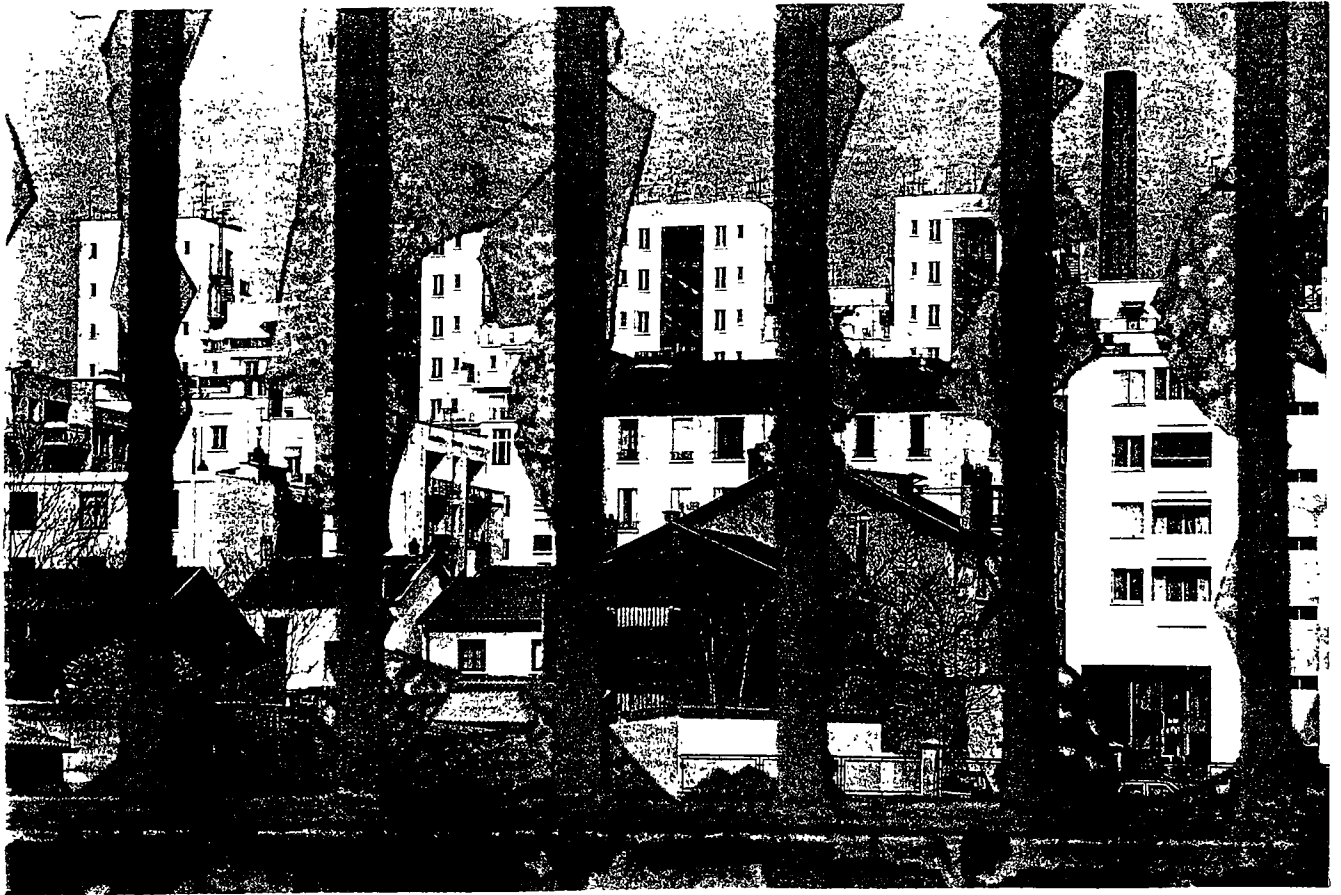
Lorsque Madame Francine Thomas, directrice de la Maison du Livre de l'Image et du Son a soulevé le problème des Archives municipales de Villeurbanne, nous avons pensé qu'élargir leur fonction administrative à un rôle de témoin de la mémoire industrielle serait une solution. Dans cette perspective, en essayant d'éclaircir dans une première partie la notion de *mémoire industrielle*, nous voulons prouver que cette notion existe.

*le n° 100 une notion*

C'est pour diffuser la culture scientifique, technique et industrielle que les musées techniques, les écomusées, les archives, les usines réappropriées se sont multipliés depuis quelques années. Essayer de comprendre l'origine de ce foisonnement d'initiatives en France comme à l'étranger est l'objet d'une seconde partie. Elle va de l'histoire de l'archéologie industrielle à la présentation d'expériences ayant pour objet la valorisation du patrimoine industriel.

Le troisième chapitre forme un tout. Il consiste en un avant-projet de réorganisation des Archives qui sera proposé à la ville de Villeurbanne. Nous mettrons en valeur la situation privilégiée de la ville, au coeur d'un réseau régional, économique, culturel et intellectuel. Un bilan des services archives /documentation précèdera toute une série de propositions pour que Villeurbanne retrouve un jour sa mémoire.

Cette étude ne prétend pas livrer des réponses. Elle est plutôt conçue comme un travail de sensibilisation à la question du patrimoine industriel. C'est là sa seule ambition.



## SOMMAIRE

<u>I. QU'EST-CE QU'UNE MEMOIRE INDUSTRIELLE ?</u>	p.1
<b>I.1 VERS UN ART DE LA MEMOIRE</b>	
<u>I.1.1 LA MEMOIRE LONGUE</u>	p.1
<u>I.1.2 "UN ART D'OUBLIER N'EST PAS CONCEVABLE" (Umberto Eco)</u>	p.2
<u>I.1.3 LES LIEUX DE MEMOIRE ET LA MEMOIRE DES LIEUX</u>	p.3
<u>I.1.4 BATIR LA MEMOIRE</u>	p.4
<u>I.1.5 CONSTRUIRE L'ARCHIVE</u>	p.5
<i>I.1.5.1 les extensions de la mémoire écrite</i>	p.6
<i>I.1.5.2 la mémoire visuelle en noir et blanc et en couleur</i>	p.7
<i>I.1.5.3 la mémoire audiovisuelle, une mémoire endormie?</i>	p.7
<i>I.1.5.4 "ce que l'on recherche, c'est une mémoire vivante".</i>	p.9
<b>I.2 DEFINIR LA MEMOIRE INDUSTRIELLE</b>	p.12
<u>I.2.1 ARCHITECTURE ET URBANISME</u>	p.13
<u>I.2.2 OUTILS, MACHINES ET PRODUCTION</u>	p.14
<u>I.2.3 LES HOMMES DE L'INDUSTRIE</u>	p.15



**II. DE L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE A LA CULTURE SCIENTIFIQUE,  
TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE** p.17

**II.1 HISTOIRE D'UNE DISCIPLINE : DES DEBUTS DIFFICILES** p.18

**II.1.1 "TU NE DETRUIRAS PAS DELIBEREMENT ET PAR  
IGNORANCE LES MONUMENTS DU PASSE"** (Kenneth Hudson) p.18

**II.1.2 "...FAIRE NAITRE UN MOUVEMENT D'OPINION  
PUBLIQUE"**. (Maurice Daumas) p.19

*II.1.2.1 les pionniers* p.20

*II.1.2.2 l'action des pouvoirs publics* p.21

**II.2 LES FORMES DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL** p.25

**II.2 1 LA MEMOIRE PAR LES MURS** p.25

**II.2.2 LA MEMOIRE PAR LES TRACES** p.29

**II.2.3 LA MEMOIRE PAR LES TEXTES** p.35

**II.2.4 LA MEMOIRE PAR LES IMAGES** p.38

**II.2.5 LA MEMOIRE PAR LES VOIX** p.41

**III. LE CAS DES ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE** p.43

**III.1 PROBLEMATIQUE**

**III.1.1 BREVE HISTOIRE DE VILLEURBANNE** p.44

*III.1.1.1 industrialisation* p.44

*III.1.1.2 désindustrialisation* p.45

*III.1.1.3 politique culturelle* p.46

**III.1.2 LES AXES DE L'AVANT-PROJET** p.48

<b>III.2 AVANT-PROJET DE REORGANISATION DES ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE</b>	<b>p.50</b>
--	-------------

<u>III.2.1 POTENTIALITES REGIONALES EN MATIERE DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL</u>	<b>p.52</b>
---	-------------

<i>III.2.1.1 fonds et activités régionales</i>	<b>p.52</b>
--	-------------

- \* la DRAC
- \* écoles supérieures et universités
- \* archives et bibliothèques
- \* musées, écomusées et fondations

<i>III.2.1.2 fonds et activités locales</i>	<b>p.56</b>
---	-------------

- \* l'URDLA
- \* l'OVPAR
- \* la Société d'Histoire de Villeurbanne
- \* la MLIS

<u>III.2.2 BILAN DU SERVICE ARCHIVES/DOCUMENTATION</u>	<b>p.60</b>
--	-------------

<i>III.1.2.1 les archives</i>	<b>p.60</b>
-------------------------------	-------------

<i>III.1.2.2 le centre de documentation</i>	<b>p.63</b>
---	-------------

<i>III.1.2.3 les préarchives</i>	<b>p.65</b>
----------------------------------	-------------

<i>III.1.2.4 l'exemple grenoblois</i>	<b>p.66</b>
---------------------------------------	-------------

<u>III.2.3 PROPOSITIONS POUR LA REVALORISATION DES ARCHIVES MUNICIPALES</u>	<b>p.69</b>
---	-------------

<i>III.2.3.1 le public visé</i>	<b>p.69</b>
---------------------------------	-------------

<i>III.2.3.2 les propositions</i>	<b>p.71</b>
-----------------------------------	-------------

- \* réorganisation des fonds et des services
- \* qualification du personnel
- \* conservation du fonds
- \* exploitation du fonds
- \* développement du fonds

<b>CONCLUSION</b>	<b>p.78</b>
-------------------	-------------

**BIBLIOGRAPHIE**

**ANNEXES**



A nous la liberté, René Clair, 1931

# I. QU'EST-CE QU'UNE MEMOIRE INDUSTRIELLE ?

*"La mémoire, c'est la capacité  
de nous rassembler et de nous perdre,  
de se dépayser en notre souvenir"*

André Breton

*L'industrie est l'"ensemble des activités  
économiques ayant pour objet l'exploitation  
de richesses minérales et des diverses  
sources d'énergie ainsi que la transformation  
des matières premières(...)en produits fabriqués"*

Petit Robert

## I. QU'EST-CE QU'UNE MEMOIRE INDUSTRIELLE?

### I.1 VERS UN ART DE LA MEMOIRE

"Le débat sur la mémoire est de toute évidence au coeur des préoccupations contemporaines. Chaque semaine voit apparaître une ou plusieurs initiatives (musée, centre d'archives ou de conservation, articles de presse, émissions de radio ou de télévision) ayant trait à ce thème, englobant souvent de manière confuse et indéterminée, à la fois, le passé, l'histoire, les traditions, le patrimoine, la mémoire individuelle, la mémoire collective. De toute évidence, la mémoire est d'actualité, elle serait même de mode"(1).

L'appréhension du troisième millénaire, la nostalgie d'une forme de société, la nouvelle relation de l'homme à l'espace et au temps, les hypothèses ne manquent pas pour tenter d'expliquer l'émergence de cette volonté de conserver. La prise de conscience de l'usure du temps, "du fait que l'on vit de plus en plus en temps réel" provoque en nous un mouvement inverse, une résistance, on pourrait même dire un coup de frein par rapport à l'ère de la vitesse, qui se concrétise par un goût accru pour les musées, les généalogies, les biographies...

La mémoire se reconstruit à un moment charnière, sous l'effet de deux forces contradictoires : la perte de la notion de temps (instantanéité de l'information) et la peur de l'absence de cette même notion (ni passé, ni avenir). La réaction est d'autant plus vive en Occident que la philosophie et la pensée religieuse y sont intimement liées au temps, différemment des civilisations orientales.

#### I.1.1 LA MEMOIRE LONGUE

Ces dernières années, plusieurs scénaristes ont trouvé bon de faire éprouver des sentiments humains aux ordinateurs qu'ils choisissaient pour vedette de leurs films. Par bonheur, l'analogie entre l'homme et la machine s'arrête au premier battement de coeur. Si la fiction, parfois dépasse la réalité, c'est finalement pour mieux apprécier la définition de la mémoire, donnée dans l'Encyclopédie Universalis :

"(..)propriété de conserver et de restituer des informations. Cette propriété n'est pas exclusivement propre à l'homme. Celui-ci la partage avec les organismes vivants et certaines machines, de sorte qu'il est nécessaire de préciser de quel type de mémoire on parle".

Mais encore:

*"L'analogie entre l'homme et l'ordinateur a été fructueuse dans plusieurs directions, notamment dans l'étude des codes, des structures, des mécanismes de stockage et de récupération. Néanmoins, sa valeur reste limitée car la mémoire humaine a ses caractéristiques propres, qui se manifestent dans ses aspects affectifs et sociaux".*

On peut parler d'adresses, d'indices ou de traces, les connaissances et les souvenirs des hommes ont très fréquemment une dimension sociale. Ainsi, *"le rôle de la mémoire est de favoriser l'adaptation des êtres vivants à leur milieu"*.

Pour cette raison, historique, individuelle, mémoire du temps ou de l'espace, la mémoire est collective et indispensable à la société qui, sans elle est condamnée à disparaître. Rappelons-nous la phrase de Léon Blum : *"Un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir"*(2). Car la mémoire est un défi au temps et à la mort. Relai essentiel dans la chaîne des générations, support des symboles, de la pensée et des croyances humaines, la mémoire collective constitue un patrimoine d'avant-garde. Pour Maurice Halbwachs, la mémoire individuelle est une partie de la mémoire collective, caractéristique de chaque groupe social. Elle est créatrice car elle ne conserve pas le passé mais reconstruit avec les traces matérielles, rites et traditions qu'il a laissés, avec l'aide des données psychologiques et sociales récentes, c'est à dire avec le présent.

Conserver et restituer des informations, voilà une définition de la mémoire qui peut aussi bien être celle de l'archive, de la bibliothèque, du musée, du centre de documentation ou de la base de données. Le but n'étant pas, en premier lieu, d'analyser les méthodes de conservation et de restitution des informations mais plutôt de comprendre pourquoi l'on conserve et ce que l'on conserve, nous nous pencherons sur les aspects affectifs et sociaux qui conduisent à la création d'une mémoire collective.

### I.1.2 UN ART D'OUBLIER N'EST PAS CONCEVABLE (UMBERTO ECO)

Pour trouver un équilibre par la recherche de son identité, l'homme éprouve le besoin de connaître ses racines. Les quelques éléments retenus de son passé comme des marques de sa propre vie et celle de ses ancêtres constituent les traits de caractère propres au groupe dont il fait partie. Comme le souligne Marc Guillaume, *"Ce ne sont pas seulement des expériences communes vécues dans le passé qui fondent la collectivité comme entité, mais aussi, réciproquement, la collectivité qui s'efforce de produire un passé commun"*(3). De la plus petite cellule sociale, la famille, à la plus importante : le monde, le quartier, la ville ou le pays

2. cité par P.H. Jeudy dans L'archive : la mémoire pétrifiante. Traverses, n 36, 1986, p.92.

3. Guillaume, Marc. Mémoires de la ville. Traverses, n 36, p.134.

participent d'un même élan. En d'autres termes, refouler son passé (au sens psychanalytique du terme) à l'échelle individuelle (l'homme) ou communautaire (la ville), c'est se forcer à oublier des repères, des traces garantes d'un équilibre ; c'est aussi perdre son identité et les raisons de son existence ; enfin, c'est refuser l'explication de la permanence et de la continuité du temps et tomber en crise. La recherche éperdue de bonheur, but ultime de l'être humain, passe par la connaissance et l'acceptation de ses origines et de son histoire, supports indispensables à la création d'un monde meilleur. En conséquence, la trace doit être considérée comme un relai du progrès, la mémoire comme un arbre à entretenir pour qu'il porte ses fruits. Partout où il y a eu volonté d'effacer la mémoire, livres brûlés, quartiers rasés, symboles abattus...un mal de vivre s'est fait sentir, dans un milieu devenu hostile à l'homme. L'enfant parvient-il à s'épanouir lorsqu'on lui cache une partie du passé familial (cf. *Allemagne année zéro*, R. Rosselini, 1946-47)? Les crises d'existentialisme, les temps de latence que ces attitudes engendrent ne font d'ailleurs que souligner l'évidence de la mémoire.

Tenir compte de la nécessité vitale d'une mémoire collective, c'est multiplier les repères dans le temps et l'espace de nos vies.

### I.1.3 LES LIEUX DE MEMOIRE ET LA MEMOIRE DES LIEUX

Les lieux de mémoire dont parle Pierre Nora "(...)ne sont pas ce dont on se souvient, mais là où la mémoire travaille ; non la tradition elle-même, mais son laboratoire(...).Les lieux de mémoire ne vivent que de leur aptitude à la métamorphose, dans l'incessant rebondissement de leurs significations et le buissonnement imprévisible de leurs ramifications"(4). Ces lieux apparaissent lorsque "(...)la conscience de la rupture avec le passé, se confond avec le sentiment d'une mémoire déchirée ; mais où le déchirement réveille encore assez de mémoire pour qu'on puisse se poser le problème de son incarnation"(p.XVII). Moment décisif que celui où l'on éprouve le sentiment d'un temps menacé par un temps muséographique, un temps patrimonial (l'éclosion des musées techniques n'est-il pas souvent en relation avec la disparition de celles-ci?). Finalement, "la mémoire s'accroche à des lieux comme l'histoire à des événements"(p.XXXV). Et pourtant, événements et lieux se confondent souvent dans la mémoire collective.

Maurice Halbwachs est un des premiers sociologues à souligner que "La plupart des groupes...dessinent en quelque sorte leur forme sur le sol et retrouvent leurs souvenirs collectifs dans le cadre spatial ainsi défini".(5) La stabilité de l'espace, selon notre auteur, donne l'illusion de ne point changer à travers le temps et de retrouver le passé dans le présent. Il en déduit que "(...)le groupe urbain n'a

4. Nora, Pierre. *La République in Les lieux de mémoire*. Paris : Gallimard, 1984, p.X et p.XXXV.

5. Halbwachs, Maurice. *La mémoire collective*. Paris : PUF, 1968, p.146.

pas l'impression de changer tant que l'aspect des rues et des bâtiments demeurent identiques...."(p.134). On reconnaît l'importance qu'ont les pierres de la cité lorsque des bouleversements ébranlent les quartiers. L'attachement de l'homme à la pierre c'est celui "(...)<du> cordonnier à son échoppe, <de> l'artisan à son atelier, <du> marchand à la boutique, à l'emplacement où on le trouve d'ordinaire, <du> promeneur aux rues qu'il traverse, aux balustrades des quais où il flâne, aux terrasses des jardins, <des> enfants au coin de la place où ils jouent, <du> vieillard au mur exposé au soleil, au banc de pierre, <du> mendiant à la borne auprès de laquelle il est accroupi". L'homme résiste plus que la pierre aux modifications de son cadre de vie ("La forme d'une ville change plus vite, hélas, que le coeur d'un mortel", Beaudelaire). Les repères qui persistent, tracés de rues, tronçons de murs, couleur de briques, fenêtres brisées, malgré les "sédimentations de l'espace urbain" sont les signes rassurants d'une existence passée, d'une mémoire vivante.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'erreur urbanistique, effacer ces repères, c'est détruire la mémoire d'une ville avec toute celle d'un groupe, sinon le groupe lui-même.

#### I.1.4 BATIR LA MEMOIRE

C'est certainement dans le domaine de l'architecture que les deux attitudes qui consistent à mettre en valeur et créer la mémoire sont les plus perceptibles. L'une est l'utilisation de signes appartenant au passé, l'autre une incarnation du présent. Ces attitudes ont un point commun : préparer l'avenir.

Nous citerons Antoine Grumbach, créateur du concept d' "archéologie inverse", qui dans une critique du mouvement moderne estime que l'architecture doit relever le défi en proposant des constructions qui laissent simultanément leurs traces sur le temps et sur l'histoire (*Roma Interrota*). Sa théorie est particulièrement limpide et riche d'enseignements dans le texte suivant :

"Il est clair que dès le moment où un commissariat de police n'est pas différent d'une crèche, ni celle-ci d'un immeuble de bureaux, l'architecture traverse une crise de représentation et que plus rien n'a d'identité propre. Les immeubles de verre et de miroir, en particulier, ne proposent d'image que celle de l'environnement qu'ils reflètent. Mais on ne remédiera pas à ce manque d'identité en puisant dans le vocabulaire ancien et désuet de l'architecture, comme le font les postmodernes. Il vaudrait mieux s'interroger sur l'extraordinaire "collage" que représente toute ville contemporaine, avec un immeuble de verre posé à côté d'un autre en pierre, lui-même à côté d'une bâtisse blanche, etc. Repartir de cette accumulation, toujours, et retrouver la mémoire en redistribuant de manière originale tous les signes qu'on peut grappiller dans



*l'espace urbain concerné. Ces signes servent déjà de repères aux habitants, ce sont donc les références qu'il faut prendre, sur le terrain plutôt que dans les livres"(6).*

Les réflexions des architectes qui se réclament du mouvement "La Tendenza" viennent confirmer le sentiment que les réponses aux préoccupations urbanistiques de la ville se trouvent dans ses propres murs. Aldo Rossi refuse d'expliquer tous les faits urbains par la fonction mais plutôt par l'identité, le "locus", la mémoire, le dessin, en associant le destin de la ville aux voies de communication (7). La théorie des permanences, qui fige dans notre mémoire les tracés et les plans de la ville ainsi que ses monuments lorsqu'ils ont subsisté, met en évidence les éléments permanents que l'auteur considère comme pathologiques ou propulseurs. Il en découle que la vitalité de certains bâtiments est reconnue lorsque, toujours inscrits dans le présent, ils remplissent des fonctions différentes dans un même espace urbain.

La notion de réappropriation du lieu ainsi développée met en valeur l'existence d'une mémoire urbaine, d'un lien retrouvé entre monuments et mémoire collective.

"Villes palimpsestes" ou "Villes sédimentaires" peuvent, en grande partie, être déchiffrées grâce aux archives.

### I.1.5 CONSTRUIRE L'ARCHIVE

*"Là est la richesse de l'archive : n'en point rester à la description du social, comprendre comment une population se pense elle-même et produit constamment de l'intelligence et de l'intelligible à la recherche d'un sens qu'elle découvre et fabrique au fur et à mesure des situations qu'elle vit"(8).*

D'où l'importance de la diversité des sources et des supports de l'information. L'archive n'est représentative de l'activité d'une ville et de sa population que si elle puise dans la mémoire de ceux qui la font vivre : entreprises, associations, institutions et bien sûr, citoyens.

Depuis une dizaine d'années la banalisation des nouveaux supports de l'information et parallèlement, l'élargissement de la notion de patrimoine ont favorisé la constitution de fonds d'archives originaux plus représentatifs d'une mémoire collective et complémentaires des documents purement administratifs. Cet intérêt croissant pour d'autres formes d'archives est en partie lié aux nouvelles exigences des historiens, désireux de nuancer les sources écrites traditionnelles mais aussi à la prise en compte d'une vision ethnologique, sociologique et économique de l'information. Le champ des documents "dignes d'intérêt" s'est en conséquence peu à peu élargi, obligeant l'archiviste à s'adapter à des

6. Construire la mémoire in *Théâtres de la mémoire, Traverses*, n 40, 1987, p.90.

7. ROSSI, Aldo. *L'architecture de la ville*. Paris : L'Equerre, 1981.

8. FARGE, Arlette. *Le goût de l'archive*. Paris : Seuil, 1989, p.123

techniques modernes et à de nouvelles archives pour, toujours assumer avec pertinence sa tâche la plus délicate : le tri dans une masse exponentielle de documents.

Nombreuses sont les cellules publiques ou privées qui se sont développées en France pour répondre au besoin contagieux de conserver des traces. André Chastel, pense que *"Cette évolution ne fait que traduire le trouble de la conscience collective face à des menaces plus ou moins précises et plus ou moins obscures pour son intégrité"*(9). Avec Francis Denel il nous semble que *"(...)cette tendance peut aussi être la preuve que nos sociétés appréhendent mieux les grands équilibres nécessaires à leur survie"*.

#### I.1.5.1 Les extensions de la mémoire écrite

La recherche et la conservation d' archives privées n'est pas systématique. Cependant, on constate que pour des domaines précis (sciences et techniques ; industrie ; architecture ;...) la collecte s'est en quelque sorte institutionnalisée. Les archives privées ont donc fait leur entrée dans les services d'archives publiques et autres lieux de conservation (chambres de commerce ; centres de documentation de musées ; bibliothèques ; sociétés d'histoire) permettant, entre autres choses, d'éclairer la vérité officielle et l'information sèche des documents administratifs. La mémoire écrite de la commune et du département s'est trouvée au fur et à mesure complétée par la mémoire des secteurs d'activité qui font vivre (les entreprises) ou modifient le paysage de la France (architectes, urbanistes, sociétés de construction).

Les grandes firmes, elles-mêmes ont choisi de créer des services spécialisés pour exploiter cette mémoire "devenue" utile lorsque les nouvelles techniques managériales induites par la révolution de l'information caractéristique des années soixante et soixante-dix ont mis en évidence les avantages d'une information exhaustive et organisée. De plus, suite à la crise des années soixante-dix *"les modèles de gestion ont changé radicalement -quoique lentement- favorisant à nouveau la prise en compte d'un passé immédiat ou lointain, dans la mesure où la nouvelle situation de crise durable imposait comme une évidence la permanence de ce passé dans les choix du futur"*(10).

L'histoire dans l'entreprise est née.

Quoique pratiquée depuis longtemps aux Archives de France la collecte systématique d'archives d'architecture n'est pas sans rapport avec le mouvement de promotion de l'architecture (les grands projets) et les travaux de recherches menés intensivement depuis environ dix ans sur les

9. CHASTEL, André. La notion de patrimoine in La Nation, Les Lieux de mémoire. Paris : Gallimard, p.405.

10. HAMON, Maurice. Les entreprises et leurs archives : le temps des mutations. La gazette des archives, n 141, 2ème trim. 1988, p.173.



Photo : Société d'histoire de Villeurbanne  
Manifestation en 1936



banlieues françaises. Trouver des réponses urbanistiques à la crise des régions anciennement industrialisées a entraîné un regain d'intérêt pour des sources autrefois négligées. Parallèlement, sur le marché de l'art, la valeur des plans et croquis des architectes s'est considérablement accrue sous un effet de mode. On comprend les réactions protectionnistes des institutions publiques et privées (Institut Français d'Architecture ; Centre des archives contemporaines ; Fondation Le Corbusier ; Ecole Nationale des Beaux Arts...) à la vue de la dispersion des archives d'architecture.

Une mémoire urbanistique et architecturale se constitue. Elle est indispensable à une meilleure connaissance du patrimoine bâti de nos villes et représente une source inépuisable pour l'animation culturelle ou les services d'urbanisme des communes au même titre que les documents graphiques et photographiques.

#### I.1.5.2 La mémoire visuelle en noir et blanc et en couleurs

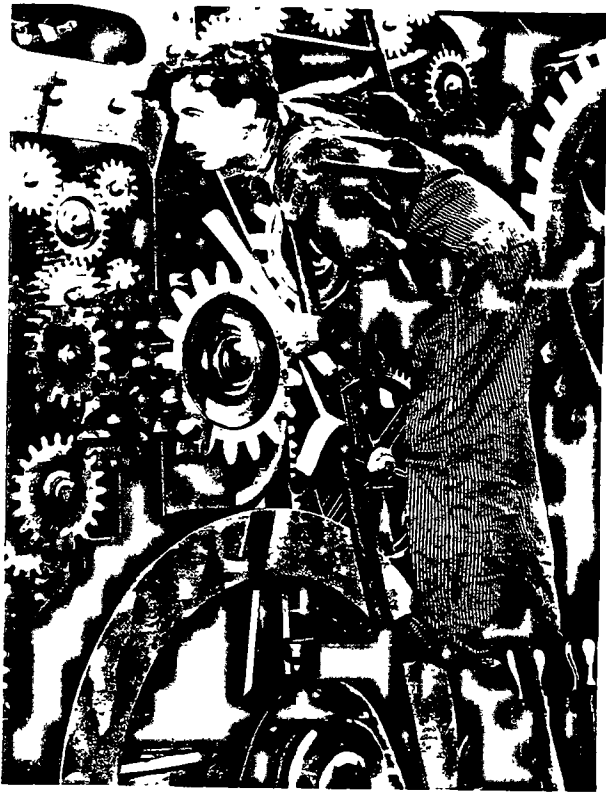
Seul leur sens de la documentation locale a permis aux archivistes de former des fonds iconographiques, aucune consigne n'ayant jamais été donnée sur le plan national. Si de riches collections sont conservées au Musée d'Orsay, recensées par la Documentation Française, réunies et créées par l'Inventaire des richesses artistiques de la France, il aura fallu attendre longtemps avant que la photographie ne soit plus uniquement considérée comme une simple illustration. Les juristes restent méfiants à l'égard de cette source documentaire que les historiens, les conservateurs de musées, bibliothèques et archives apprennent à exploiter depuis les années soixante dix.

La collecte de l'image fixe : photographie, carte postale, est surtout pratiquée par des collectionneurs très au fait du marché et des coûts. De véritables mémoires locales ont été reconstruites par des passionnés de l'image. Ils fournissent un formidable travail de recherche historique, un des paramètres contenu dans l'évaluation du cliché étant la reconnaissance de la situation géographique de la prise de vue...ce qui est loin d'être toujours évident!

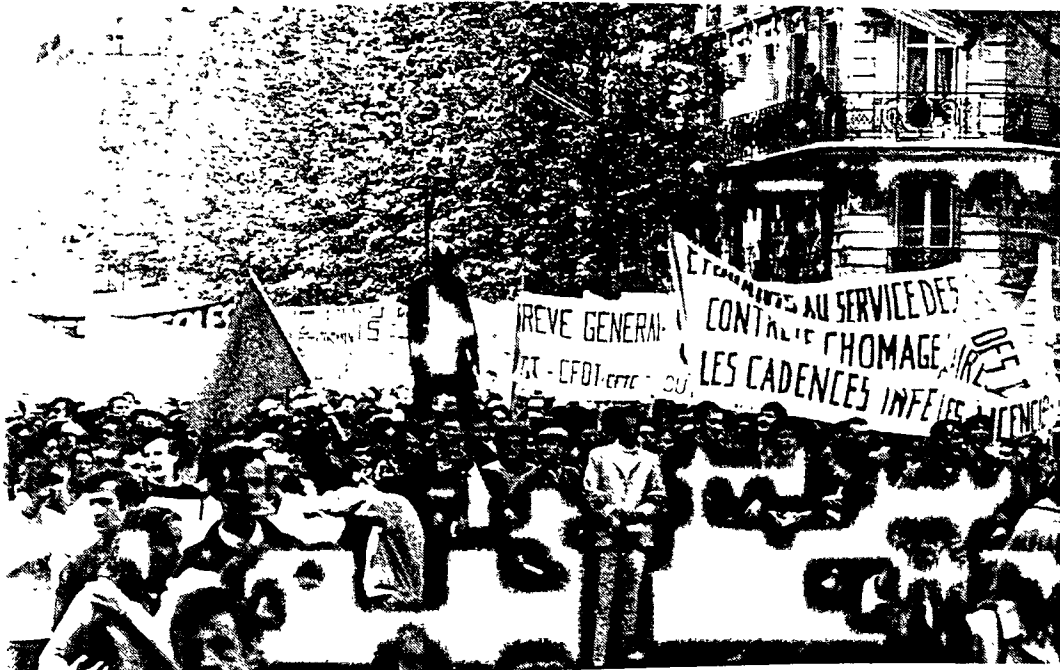
Complémentaires des sources écrites, orales et animées, outil médiatique majeur dans les journaux nationaux ou municipaux (présentation des élus et de la ville, mise en valeur du patrimoine local...) la photographie, témoignage du temps passé et du temps présent est dorénavant reconnue pour son utilité et son coût raisonnable. Il est vrai qu'une mémoire visuelle lorsqu'elle n'est pas "mémorisée" sur vidéodisque revient moins cher qu'une mémoire audio-visuelle.

#### I.1.5.3 La mémoire audio-visuelle, une mémoire endormie?

Pour qui visitera la Bibliothèque de France sans n'avoir jamais connu la "rue de Richelieu", seul le film d'Alain Resnais "La Mémoire du monde" pourra restituer l'esprit du lieu transmué!.. si toutefois l'accès à cette



Ch. Chaplin. *Les Temps modernes*



Elise ou la naïe rie  
Michel Drach, 1970

mémoire lui est rendu possible. Car, comme l'écrit Dominique Saintville, administrateur à la Direction des archives de l'I.N.A. (Institut National de l'Audiovisuel):

*"C'est (...) le constat paradoxal et insupportable de vivre dans une société submergée d'audiovisuel et de ne pouvoir accéder directement à ses propres sources, bâillonnées par un dispositif juridique dépassé, et pourtant, le désir légitime de conquérir un espace de liberté dans l'accès aux sources de connaissance"(11).*

La valeur historique et culturelle des documents audiovisuels n'a été reconnue que tardivement, quoique certains organismes publics (I.N.A., La Cinémathèque française, les Archives du film...) s'attachent à conserver les documents entrés par le dépôt légal ou par acquisition des droits d'auteur depuis plusieurs années. Mais ce riche patrimoine semble fragilisé par un vide juridique qui retarde l'éveil de cette mémoire léthargique, incapable de remplir son rôle de diffuseur de l'information. Dans un mouvement similaire à celui qui conduit à la construction d'une mémoire visuelle, la nécessité pressante de former et de communiquer un patrimoine audiovisuel apparaît sous la forme de vidéothèques thématiques et régionales, programmes télévisés à base d'archives ("Qu'avez-vous fait de vos vingt ans"...), projet de Musée de la radio et de la télévision..

Des émissions comme "Océaniques" se donnent pour objectif de créer la mémoire de demain en interrogeant les chercheurs et les artistes de notre temps, à l'image d'un Nadar fixant les regards des célébrités du siècle dernier. Les moments forts de notre mémoire collective sont admirablement restitués lorsque des documentaristes comme Claude Lanzmann questionnent les archives...et les hommes (Shoah).

Une demande de communication de documents audiovisuels, croissante depuis le début des années quatre-vingt, non seulement pour le travail étudiant, la recherche fondamentale mais aussi pour un large public, rend plus intolérable l'inaccessibilité à cette mémoire collective, reflet de toute une génération. Ce nouvel engouement de la population n'est pas sans relation avec l'utilisation banalisée de cassettes vidéo à domicile et de sources audiovisuelles dans l'enseignement et la recherche. Des historiens comme Marc Ferro, J.P. Bertin-Maghit, J.P. Jeancolas, J.A. Gili en démontrent à chaque instant la valeur historique. Quelques services d'archives départementales et communales n'ont pas attendu longtemps pour recueillir les productions audiovisuelles de leur territoire, songeant avec raison qu'elles en faciliteraient la représentation, en complément d'autres sources plus traditionnelles.

Le chercheur qui voudra relater les événements de l'année 1989 sans consulter la production télévisuelle et cinématographique de cette période trouvera-t'il les mots

11. in Ecoutez-voir...: la communication du patrimoine audiovisuel. Dossiers de l'Audiovisuel, Mars-Avril 1990, p.11.

justes pour restituer la mémoire des carnages de la place Tien An Men ou l'explosion de joie à la destruction du mur de Berlin?

De même, dans la description du IIème conflit mondial, l'historien pourra-t'il ignorer l'émission de France-Inter "De Gaulle, quand tout a commencé" consacrée au cinquantième anniversaire de l'appel du 18 Juin 1940, ignorer le témoignage de ceux qui l'ont vécu, contourner les enregistrements radiophoniques réalisés à la Libération dans les rues de la Capitale ?

#### **I.1.5.4 Ce que l'on recherche, c'est une mémoire vivante** (Philippe Joutard)

*"Lorsqu'un vieux meurt en Afrique, c'est une bibliothèque qui brûle"* (Hampateba).

En Afrique, comme le rappelle Kofi Yamgnane en citant un écrivain ivoirien, les vieux sont la mémoire vivante du village. Quand le Maire de Saint-Koulitz veut créer un conseil des sages, les anciens ne cachent pas leur étonnement : "Ce n'est pas possible! Toi, tu sais plein de choses, tu es intelligent. Qu'est-ce que tu veux que nous, on t'apprenne?" Ce à quoi Kofi a répondu : "Il y a des choses que vous vous savez, pas moi..". (Le Nouvel Observateur, 12-18 Avril 1990).

Mêlée de tradition et d'histoire orale, la mémoire collective doit être prise en considération. Lorsqu'aucune source écrite ne peut expliquer des faits, l'histoire orale est "(...)une technique privilégiée pour mieux comprendre les rapports entre le temps court et le temps long, l'évènement et la structure" (Philippe Joutard). Elle porte une autre lumière sur l'évolution culturelle, économique et sociale de groupes souvent minoritaires. Elle vient en complément de l'histoire des élites, qu'elle nuance, illustre ou enrichit. Il n'est pas étonnant de voir à l'origine d'une histoire orale analysée scientifiquement (ses racines sont dans l'antiquité!) le travail d'enquête confié à des intellectuels au chômage pendant le New Deal auprès d'anciens esclaves noirs et de pauvres blancs du Sud. Avec l'aide du magnétophone, Allan Comax et Allan Nevis créent les premières archives orales, en 1938. Il n'est guère plus étonnant d'apprendre qu'un "best seller" devenu conscience collective des noirs-américains, "Roots" d'Alex Haley ait été rédigé à partir d'enquêtes orales. Cette pratique est utilisée aujourd'hui pour rendre plus vivante *L'histoire(s) d'EDF* (J.F. Picard;...,1985), *Les vies de Nicholas Ray* (Bernard Eisenhitz; 1990) et bien d'autres ouvrages publiés dans des collections spécialisées (Mémoire du Peuple; La vie des Hommes; Témoigner; Mémoire vive; Terre Humaine...).

Mais il ne faudrait pas croire que l'archive orale a toujours été reconnue à sa juste valeur. Si l'enregistrement par des personnes privées existe depuis les débuts de la bande magnétique dans les universités, centres de recherches et associations diverses, en France c'est trente ans après les Etats-Unis que le document sonore est systématiquement collecté par des institutions nationales. De la constitution

des archives de la sécurité sociale, des archives de la parole, aux enregistrements de tous les discours et déclarations des Présidents de la République, de nombreuses années se sont passées. Une fois de plus, le "décollage" date de la fin des années soixante-dix, au moment où l'Association Française des Archives Sonores est créée (février 1979) et les problèmes méthodologiques de l'histoire orale débattus au cours d'une table ronde de l'Institut d'histoire du temps présent (1980).

*"L'élément nouveau tient à ce que, de plus en plus, on demande aux dépôts d'archives locaux, régionaux et nationaux d'accepter de conserver et de gérer ces archives, voire d'assumer une tâche à laquelle ils ne sont pas préparés et qui leur pose souvent des problèmes : participer à leur création" (12).*

Mais, au nom de la Mémoire dont ils sont les gardiens, les archivistes refusent de sacrifier une partie très importante de la conscience collective. La polémique autour de la question : l'archiviste doit-il créer ses propres archives sonores ou se contenter de traiter les seuls documents entrés par voie ordinaire, est-elle dépassée. Pour preuve, la quantité de colloques, études et ouvrages historiques et méthodologiques en rapport avec l'archive sonore. Avant que ne disparaissent les témoignages que d'autres établissements culturels (musées, bibliothèques...) ne peuvent pas toujours recueillir, certains archivistes, bien placés pour repérer dans leurs fonds l'insuffisance des sources, tentent de se donner les moyens psychologiques et techniques d'aborder ce nouvel aspect de leurs missions traditionnelles. Lorsqu'Hervé L'Huillier se demande *"comment rassembler ces témoignages de façon à permettre dans l'avenir une véritable critique des sources orales"* (13) il soulève le problème du travail d'analyse qui doit être réalisé pour que cette nouvelle pratique continue d'exister. La collaboration entre historiens, sociologues, ethnologues et archivistes est essentielle dès lors qu'une étude préparative est considérée comme la meilleure approche.

Collecter des témoignages oraux pour remplir le vide laissé par les archives muettes ou évasives ; donner à lire ou écouter une histoire vivante, authentique et inédite est une chose. Distinguer les groupes constitutifs de l'ensemble des archives sonores en est une autre.

Les documents enregistrés, entrés par voie dite "ordinaire" peuvent se trouver inclus dans un dossier administratif par exemple. On considère que les enregistrements d'émissions radiophoniques, les copies d'enregistrements historiques de témoignages, les témoignages actuels portant sur des faits anciens et sur des faits actuels, enfin les évocations d'un passé lointain transmises

12. Archives, histoire orale et tradition orale : une étude du RAMP. Paris : UNESCO. 1986. p.1.

13. Archives, témoignages oraux et histoire des entreprises. La gazette des archives, 4ème trim. 1987, n 139, p.269.



et rapportées oralement (tradition orale) sont des documents entrés par voie extraordinaire dans les dépôts d'archives. Ils représentent une masse toujours croissante, sachant qu'une partie des informations autrefois communiquées par écrit le sont aujourd'hui par le téléphone, la radio et la télévision et que la rigueur scientifique de nombreux historiens les conduit à utiliser et également créer des archives sonores.

A la critique faite aux services d'archives d'inventer des sources nous répondrons par une citation de Chantal de Tourtier-Bonazzi, conservateur en chef de la section contemporaine aux Archives Nationales :

*"La voix est le plus souple et le plus expressif des instruments, elle accroît et intensifie le sens du message, ses modulations nous révèlent la pensée mais aussi l'émotion, le conscient mais aussi l'inconscient de l'individu qui nous livre le discours. L'oral, restitue mieux que l'écrit atmosphère et mentalité... Nous sommes les gardiens de la mémoire. Il y eut d'abord les graffiti, il y eut ensuite l'écriture, il y a maintenant les voix"(14).*



*Quelques traces dans  
la ville...*

On l'aura compris, la conservation du patrimoine local et son exploitation à des fins de recherches et d'animations connaît des extensions. L'évolution de la nature des documents est d'ailleurs prise en compte dans la loi sur les archives du 3 Janvier 1979 :

*"Les archives sont l'ensemble des documents, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, produits ou reçus par toute personne (...) et par tout service (...) dans l'exercice de leur activité".*

Définir la **mémoire industrielle**, c'est prendre en compte les activités qui se sont développées à partir et autour de la révolution industrielle et qui ont modifié le paysage urbain, les savoir-faire, les modes de vie.

## I.2 DEFINIR LA MEMOIRE INDUSTRIELLE

Il faut d'abord préciser l'expression "mémoire industrielle". En effet, elle ne doit pas être confondue avec la "mémoire d'une ville industrielle" à partir du moment où l'on considère qu'il n'existe pas de ville industrielle mais plutôt des villes dont le passé et/ou le présent est marqué par une plus ou moins forte activité industrielle. Si l'on ne parle pas non plus de la "mémoire du passé industriel d'une ville", c'est parce que malgré les mutations successives et la disparition progressive d'une atmosphère industrielle, il reste toujours des traces dans la mémoire pour témoigner d'une **origine industrielle**. On aura beau raser des quartiers, brûler des archives...ces gestes révéleront plus qu'ils n'effaceront. Par sa présence ou son absence, "l'archive, en quelque sorte prend la ville en flagrant délit"(1).

Choisir de mettre en valeur la mémoire industrielle d'une ville plutôt que sa mémoire "tout court", c'est partir de l'hypothèse que l'on peut expliquer les faits urbains par l'origine des villes. Nous pensons que les cités nées du commerce, du tourisme ou de l'industrie ont des histoires différentes et donc des caractères propres liés à l'originalité de leurs populations et de leurs missions premières même si, dans le temps, leurs activités se sont transformées totalement.

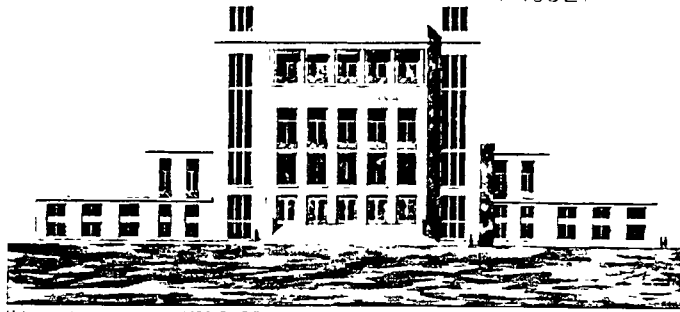
Parler de mémoire industrielle revient à **comprendre** la ville, sa structure et son histoire à partir des signes les plus évidents mais aussi, choisir un axe de recherche pour faciliter la collecte des traces utiles à la ville de demain.

VILLEURBANNE

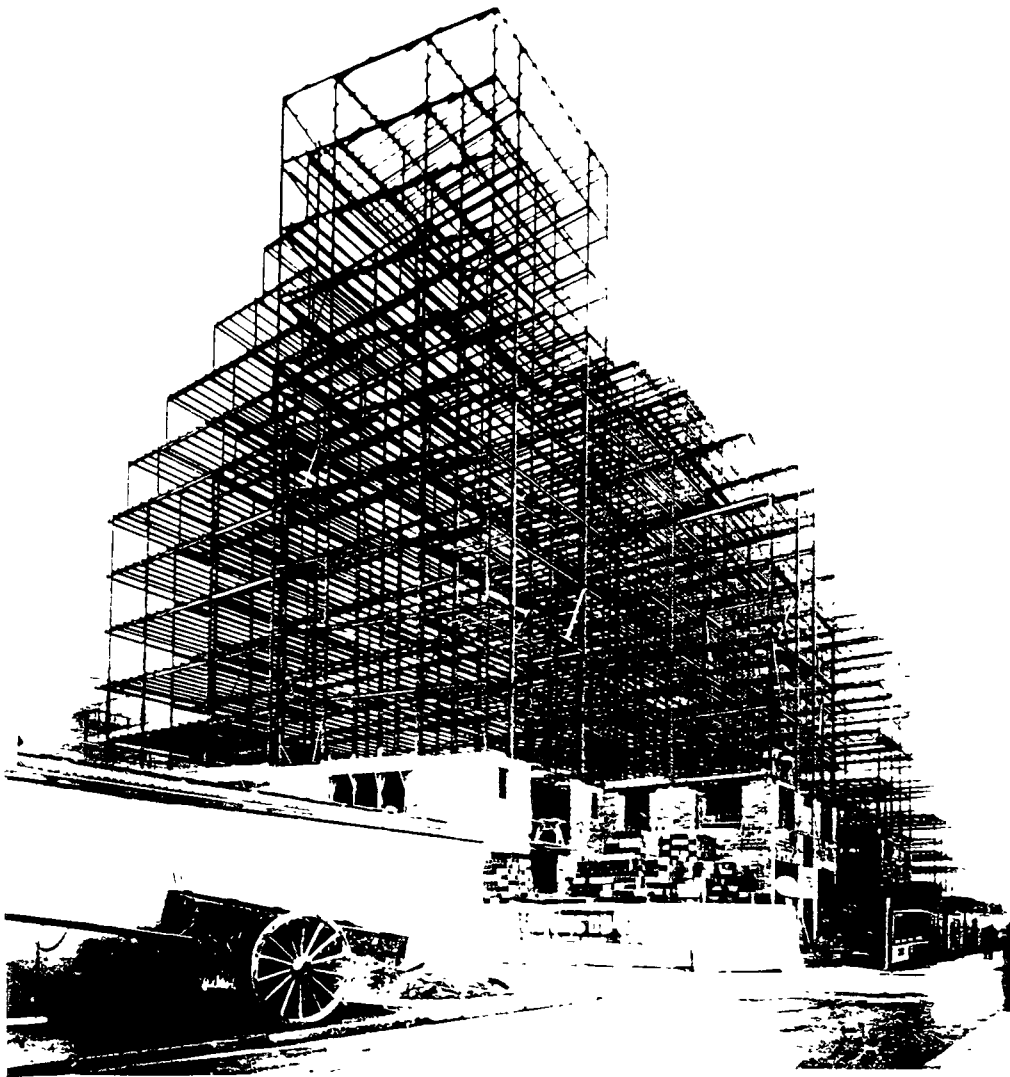
RHÔNE

LE PALAIS  
DU TRAVAIL

PROJET



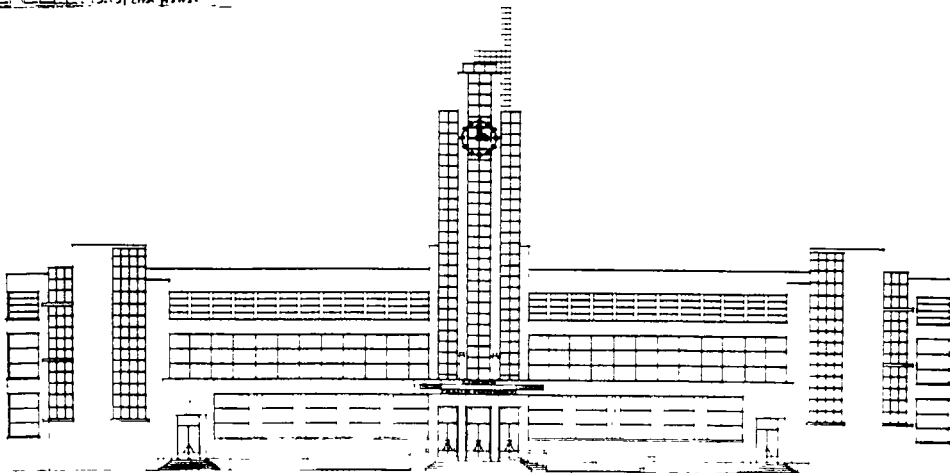
M. Lefoux. Projet de juin - juillet 1928. Ch. P. Plattner



*Photographie de la construction des Grille-ciel de Villeurbanne*

VILLE DE VILLEURBANNE  
HOTEL DE VILLE - CONCOURS  
Echelle: 1/200 (en part.)

LA MAISON DE VERRE



VILLEURBANNE

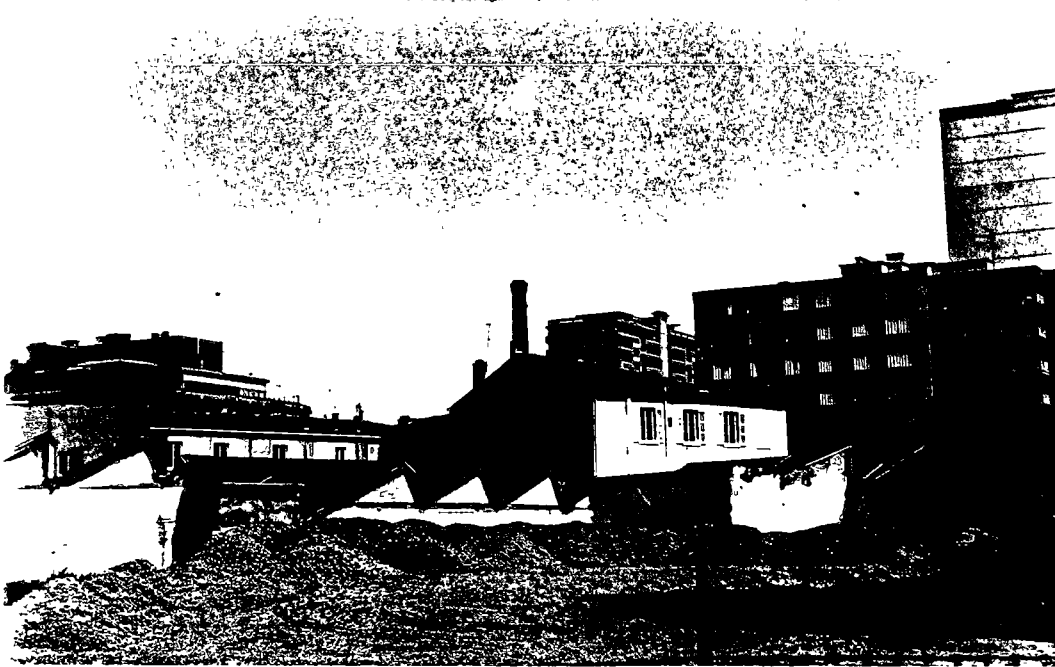
### I.2.1 ARCHITECTURE ET URBANISME

*"Le passage des sociétés terriennes à un nouveau mode d'existence sociale ordonné autour du phénomène urbain, c'est peut-être le plus grand fait historique du XXème siècle. C'est à coup sûr, une mutation décisive de l'histoire des hommes vivant en société"(2).*

Nous avons délibérément assimilé la ville à l'industrie pour marquer l'importance de la révolution industrielle. C'est elle qui donne naissance à la cité du XIXème siècle, ville champignon située à proximité de villes anciennes ou de sources d'énergie et de matières premières. L'extension rapide et anarchique des villes coïncide avec l'émergence de courants de pensées, utopistes, hygiénistes, socialistes...qui jetteront les bases d'un premier urbanisme. Rationnaliser l'espace des villes n'a pas toujours été possible mais une importante littérature fait état d'expériences tentées par les industriels de la fin du siècle dernier pour rentabiliser le coût du terrain et la production en créant la cité ouvrière. Le paysage urbain fut progressivement transformé par la croissance de l'industrie capitaliste entraînant l'émergence d'une spéculation foncière.

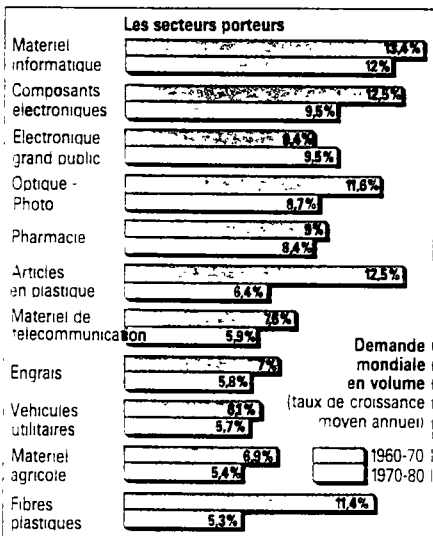
On comprend dès lors la valeur des documents ayant trait à l'architecture et à l'urbanisme. Ils constituent des sources irremplaçables pour expliquer l'évolution des villes dont l'espace est modifié au rythme des révolutions industrielles. Celles-ci imposent des formes de constructions particulières selon la production, la réglementation en vigueur et les lois sociales (la loi Loucheur votée en 1928 régleme la construction des habitations bon marché). Les choix esthétiques des industriels et des municipalités peuvent être révélés par leur propres archives qui souvent, contiennent des plans et des photographies. Cartes postales et clichés du début du XXème siècle représentent une somme considérable d'informations. Les quartiers sont souvent photographiés de long en large, et, reconstituer la rue, son usine, sa cité ouvrière, la maison du patron, l'immenble d'habitation, devient alors possible. Des films ont pu être tournés sur la construction de certains bâtiments; on retrouvera des maquettes d'usines de réalisations publiques. les entreprises de construction ont dans leurs archives des mines insoupçonnables. Enfin, l'évolution architecturale de la ville apparaît dans les bulletins municipaux et, pour les grands projets, dans les journaux nationaux. Autant de sources qui peuvent être collectées par des services d'archives municipales ou des associations.

Dans le domaine de l'architecture et de l'urbanisme, inventer la mémoire, créer l'archive ce serait, filmer la destruction d'une usine, la construction d'un parc industriel; photographier les nouveaux bâtiments publics, les ensembles d'habitation; ce serait aussi favoriser la recherche

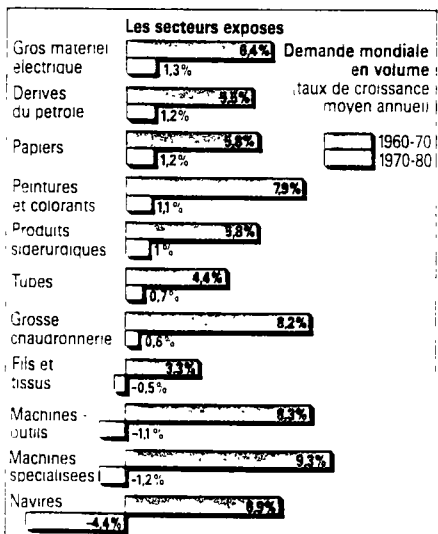


*Depuis 1975, on assiste à une prolifération de  
fiches industrielles dans les villes.*

**Un bouleversement sectoriel**



*les industries de la première  
révolution industrielle sont  
les premiers victimes.*



et sa mise en valeur par l'exposition, enfin, conserver les murs de quelques usines et se réapproprier un espace de mémoire, le réhabiliter en projetant un espace vivant de travail et/ou de culture, pour que l'activité de sédimentation urbaine perdure.

Avec Louis Bergeron *"nous plaidons pour des villes dont l'histoire puisse rester en quelque mesure lisible pour le citoyen comme pour le visiteur, dans un équilibre à rechercher entre l'histoire et la vie"*(3).

### I.2.2 OUTILS, MACHINES ET PRODUCTION

La carte géographique de l'industrie fut bouleversée par l'essor du machinisme et l'utilisation du charbon. La Loire, la Lorraine, la Haute-Alsace furent les premières régions affectées. Autour de l'industrie textile, de grands centres se développèrent dans le Nord, à Paris, Rouen puis dans la vallée du Rhône. La grande diversité des activités liées au même secteur nécessitait l'emploi d'outils et de machines spécialisées, au fonctionnement plus ou moins compliqué selon qu'ils étaient utilisés par de petites entreprises ou des bastions industriels. Les progrès techniques réduisaient au fur et à mesure le nombre d'outils, de gestes et d'initiatives pris par les ouvriers. L'évolution des machines et de la production vont de pair; elle dépend en grande partie de l'histoire du pays, des crises et des guerres qui entraînent le renouvellement de la gamme industrielle. La métallurgie supplanta le textile dès le premier quart du XXème siècle, amorçant une seconde révolution industrielle qui fut à la base d'une formidable croissance économique, interrompue par la crise de 1929.

L'utilisation d'une nouvelle énergie, le pétrole, la poussée des industries automobiles, chimiques, aéronautiques, la construction électrique, nécessitèrent la production de nouvelles machines et d'autres savoir-faire. C'est principalement par l'industrie automobile que la diffusion du taylorisme accéléra le processus d'automatisation des chaînes de montage. Au lendemain de la seconde guerre mondiale qui avait développé sa propre industrie, la valorisation d'une organisation scientifique du travail coïncidait avec les prémices d'une troisième révolution industrielle dont l'épanouissement date de ces dernières années. Le recul des industries traditionnelles sinon leur disparition avec toutes les conséquences sociales, psychologiques et urbanistiques qui en découlent (multiplication des friches industrielles) est relayé par la croissance de nouvelles technologies (chimie, pharmaceutique, informatique, nucléaire...) et l'instauration d'une ère du

3. in introduction du colloque. Quelles politiques pour le patrimoine industriel?. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1987.

# Pâtes Alimentaires A L' ITALIENNE



## ANCIENS ETABLISSEMENTS J.B. VINAI & C<sup>IE</sup>

FABRICATION  
ÉLECTRO-MODERNE  
MAISON FONDÉE EN 1907

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.000.000 DE FR<sup>S</sup>  
260, Cours Emile Zola, LYON-VILLEURBANNE

TÉLÉPHONE :  
82-12 VILLEURBANNE  
Télégrammes :  
ALITALIENNE-LYON  
Chèques postaux LYON 567-94

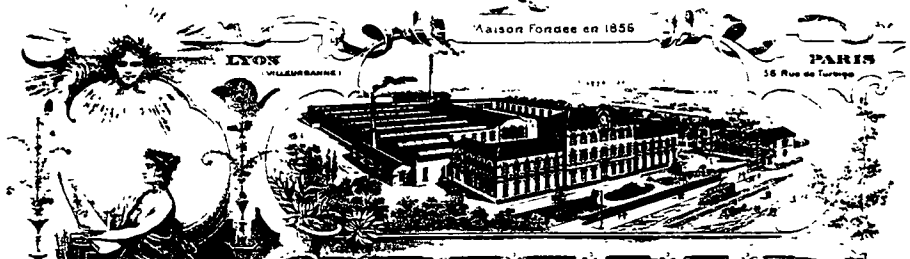
16 25 NOVEMBRE 19 37

Monsieur Louis JAVOGUE  
13, Rue Puits Gaillot  
L Y O N

Monsieur Javogue.

Comme convenu nous vous adressons ci-joint chiffre d'affaires et Kgs des exercices 1935-1936 et 1936-1937

Veillez agréer, Monsieur Javogue, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



## ÉTABLISSEMENTS LITHOGRAPHIQUES ARNOLD LYON-PARIS

Monsieur le Directeur  
de la Ste. Ams. Etablissements  
de la Grand-Pre

LYON, 2/2/1914

HERICOURT  
(Hte. Saône)

TELEGRAMMES:  
ARNOLITHO - LYON  
ARNOLITHO - PARIS

*Dot. Les Ventes à Paris payables à Lyon comptant sans escompte*

MES TRAITÉS N'ANNULENT PAS LA CONDITION DE PAIEMENT A LYON

2.000	Mandats papier Parchemine français , imp- noir , marque	22	44
2.000	Chèques in-octavo , papier Parchemine français , impression vert Arnould, marque	22	44
	Une caisse		
	Un postal 10 Kgs. Gare		
	Un postal 5 Kgs. Gare		2 35
			-----
			29 37
	Manufacture du 24 Decembre		247 95
			-----
			337 80

et papier de destination, tous les réclamations au plus admettent.



tertiaire. La crise pétrolière des années soixante-dix entraîne la destruction d'usines, de machines, d'outils et de produits.

Une culture scientifique et technique naît au moment où tout un monde disparaît en laissant peu de traces. Recueillir des photographies d'intérieurs d'usines, de machines, d'ouvriers au travail; collecter des films de fictions et des documentaires de différentes époques, où le travail en usine est représenté; dépouiller les archives d'entreprises dans lesquelles des documents sur l'acquisition de nouveaux outils (dessins, photos), des factures et des échantillons peuvent renseigner sur la production,...tout ceci concourt à la constitution d'une mémoire que les machines et les objets produits, eux-mêmes, symbolisent lorsqu'on les a conservés.

Réutiliser certaines de ces machines, quelques outils dans un contexte culturel et/ou pédagogique; étudier les objets produits, leurs reproductions ou leurs échantillons à des fins de recherches, c'est rendre la mémoire plus vivante que jamais.

### I.2.3 LES HOMMES DE L'INDUSTRIE

Sauf lorsqu'il s'agit de techniques artisanales, le témoignage oral des ouvriers est plus volontiers tourné vers la vie quotidienne et les luttes syndicales que vers l'utilisation des machines ou vers la production...et ceci est bien naturel. Il n'en n'est pas de même du témoignage des patrons, précieux pour comprendre le fonctionnement et la politique de l'entreprise, les rapports avec les salariés de l'usine et pour apprécier les différences de modes et de conditions de vie.. Car, il ne faut pas confondre "mémoire ouvrière" et "mémoire industrielle". La première est une facette de la seconde. Les hommes qui "font" l'industrie sont nombreux et de classes différentes : ouvriers, chefs d'entreprises, cadres supérieurs, élus, politiciens, investisseurs, constructeurs...Plus ou moins directement, ils participent au monde industriel en prenant des décisions des options politiques, en incitant à la grève, en gagnant des droits pour les salariés, en construisant les usines...Tous doivent être pris en considération pour que l'histoire puisse se rapprocher de la réalité.

L'archive doit être un témoin du temps, un témoin objectif. Il est vrai que la question ne se poserait pas si la révolution industrielle n'avait provoqué la naissance d'une classe ouvrière et favorisé une ségrégation sociologique. Deux populations aux intérêts contraires, se trouvèrent face à face, phénomène rompant avec la tradition de l'atelier où tout ouvrier pouvait un jour, aspirer au rôle de patron. Le fossé entre ouvriers et chefs d'entreprises n'a cessé de se creuser en créant dans les villes une distinction entre beaux quartiers habités par les riches et banlieues ou quartiers ouvriers. La terrible condition ouvrière au XIXème siècle permet de

comprendre l'orientation actuelle et les prémices du mouvement ouvrier. Pareils souvenirs sont restés gravés dans la mémoire collective, plaçant la lutte au premier rang des chances d'émancipation. La prise de conscience d'une exploitation de l'homme par l'homme se traduit à la fin du siècle dernier par la montée des revendications. L'essor des syndicats ouvriers, les développements des partis socialistes, les progressions de la législation sociale et puis, l'histoire (crises économiques, guerres, mutations de l'industrie...) ont forgé, année après année une conscience collective, principale défense de l'opprimé ou de la minorité.

Ici plus qu'ailleurs, le témoignage oral a de l'importance. Un service d'archives peut se charger de le recueillir, le conserver et le diffuser. Les témoignages des hommes de l'industrie se complètent mais doivent être renforcés par de nombreux documents écrits : les archives municipales du bureau d'hygiène sociale par exemple, et les archives des associations locales renseignent sur la vie culturelle et la vie de quartier...Revue de presses de l'époque; photographies d'ouvriers et de patrons; témoignages écrits sur des faits historiques marquants peuvent aussi être enrichis par la collecte de documents audiovisuels, reportages, documentaires ou films de fiction qui décrivent la vie quotidienne des ouvriers et des patrons à différentes époques.

Cette accumulation de traces mises en valeur, facilite l'accès à la mémoire par le souvenir. Il revient à l'esprit en observant des repères ou des signes transformés en lieux ou objets de mémoire. *"L'objet visuel désaffecté prend une valeur de signe attachant, d'indicateur de l'existence laborieuse, de révélateur humain; la ferme, l'atelier, la boutique d'autrefois deviennent maintenant ce qu'avaient été pour les générations antérieures l'église, le site, le château"*(3).

Aussi, peut-être manque-t'il encore à ces villes anciennement industrialisées des repères qui ne renient pas le passé, "usines-monuments" fières du travail des hommes...Un certain plaisir peut naître de la mémoire retrouvée....Mais, le chemin est long entre les premières "mises-à-jour" de l'archéologie industrielle, la reconnaissance par l'Etat d'un nouveau patrimoine et son adoption par les élus territoriaux...et pourtant, nous y sommes...

3. CHASTEL, André. Op. Cit. p.437.



2010

moderne

**II. DE L'ARCHEOLOGIE  
INDUSTRIELLE A LA CULTURE  
SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET  
INDUSTRIELLE**

*"...une part essentielle de la poésie  
contemporaine s'alimente, elle aussi  
, à l'univers machiniste et à celui  
, sombre et tragique, du drame ouvrier  
et des rues sans joie".*

François Chaslin

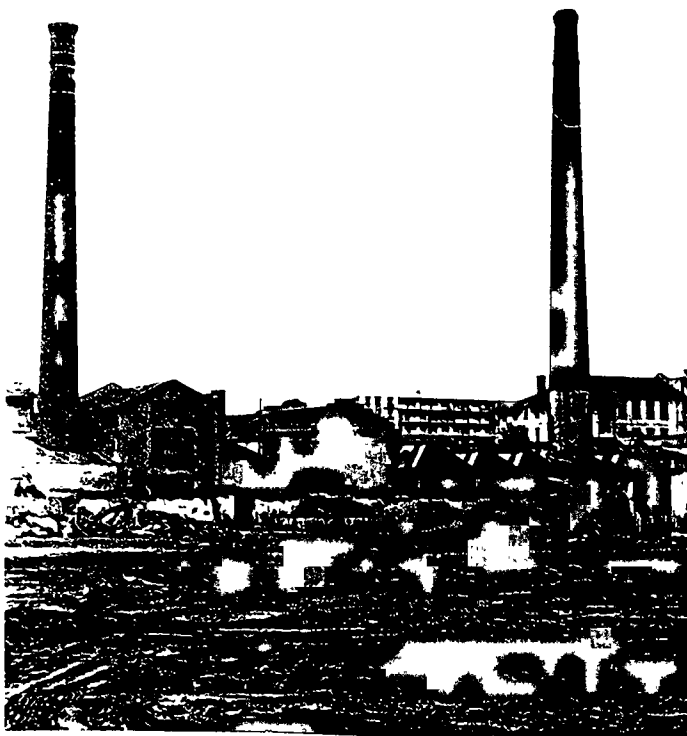
## II. DE L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE A LA CULTURE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

Après n'avoir intéressé personne pendant des décennies, sauf peut-être quelques architectes avertis, le monde du patrimoine industriel connaît aujourd'hui son heure de gloire auprès d'une quantité de spécialistes aux formations les plus diverses, et une large population dont les élus commencent à faire partie. Le travail des hommes, il est vrai, est un vaste sujet; il n'échappe d'ailleurs pas à l'amalgame. Aussi, la confusion qui règne depuis les origines autour des termes : archéologie industrielle, patrimoine industriel, culture scientifique et technique, archives d'entreprises, histoire des techniques...est révélatrice de l'existence d'une (ou plusieurs) discipline(s) en cours de formation. Un nouveau secteur culturel est à la recherche de son identité : la multiplication des colloques, "Etats-Généraux", manifestes...en est la preuve évidente. Définir les champs et les intérêts de chaque spécialiste demande aussi un effort de concertation. Un minimum d'objectifs communs doivent être mis en avant pour créer une véritable politique du patrimoine industriel. Cela demande du temps, de l'énergie et la sensibilité de tous les corps de métiers.

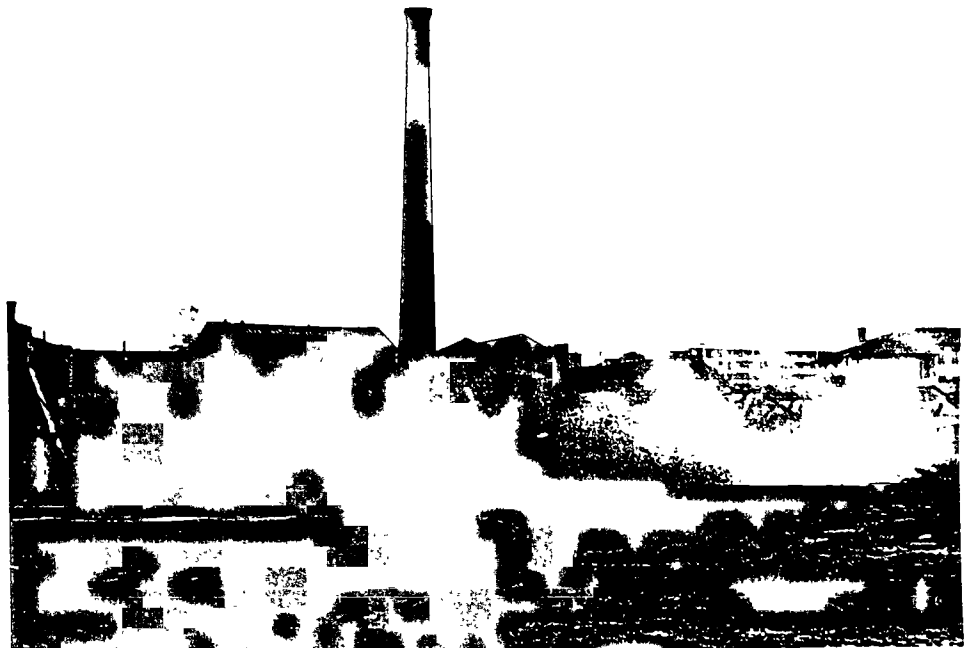
Si, à l'origine, l'archéologie industrielle était rattachée à la première révolution industrielle (cas de l'Angleterre) un long chemin fut parcouru depuis, car, n'est-ce pas Kenneth Hudson lui-même qui, après avoir inventé l'expression ambiguë se réclame d'une autre science : l'archéologie du travail, plus globalisante?. Aujourd'hui, suivant les pays, la notion d'archéologie industrielle(1) englobe l'artisanat et l'industrie et ne connaît pas de limite chronologique. Si bien que pour comprendre l'état actuel des choses, il faut nécessairement exposer l'évolution de cette discipline qui peut trouver ses origines au siècle des lumières!

L'explosion de la culture scientifique, technique et industrielle qui a donné jour à mille initiatives au cours des quinze dernières années, du centre de création industrielle au centre des archives du monde du travail, est liée à l'émergence de plusieurs facteurs. L'élargissement de la notion de patrimoine a une dimension politique qui va de pair avec la démocratisation de la culture. Cet élan est donné au moment où la société subit des transformations irréversibles dans le domaine de l'économie, touchant une population ouvrière principalement. Le travailleur, héritier d'un savoir scientifique et technique, témoin d'une vie sociale devient objet de curiosité. Le temps des mutations intéresse car une partie de ce temps n'est plus.

1. Maurice Daumas en donne une analyse détaillée dans L'archéologie industrielle en France. Paris : Laffont, 1980.



Démolition des cheminées  
d'usine à Villeurbanne



## II.1 DES DEBUTS DIFFICILES : HISTOIRE D'UNE DISCIPLINE

### II.1.1 "Tu ne détruiras, délibérément et par ignorance les monuments du passé!". (Kenneth Hudson)

Il n'est pas surprenant de constater que le premier pays à s'être industrialisé, la Grande-Bretagne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, soit le pays fondateur de l'archéologie industrielle.

La Suède, la Belgique, l'Allemagne, l'Europe de l'Est puis la France, vingt ans après l'Angleterre, s'intéressèrent au devenir d'un paysage urbain menacé de disparition, d'un monde industriel en pleine mutation.

En 1962, la destruction de la gare Euston de Londres provoque un mouvement de protestation du public. La population habituée à une tradition de culture scientifique (le "Science Museum" de Londres existe depuis 1857) réagit unanimement à la vue de la disparition de ce qui était devenu un symbole de la révolution industrielle sur le plan architectural. Depuis cet incident londonien, l'intérêt pour l'archéologie industrielle ne cessera pas de croître à en juger par l'importance des publications sur ce thème (la création du "*Journal of Industrial Archeology*" date de 1964) et des initiatives prises pour préserver ce qui, une fois reconnu par une majorité de chercheurs, citoyens, élus, responsables gouvernementaux, architectes et historiens, devient patrimoine industriel. "L'Iron Bridge Gorge Museum" à Coal Brookdale, fut fondé sur le site d'origine de la révolution industrielle (premier pont en fonte) en 1968. Ce sera le site du premier colloque international sur le patrimoine industriel en 1974 (2).

Après avoir surmonté les difficultés liées à la résistance des historiens de l'art pour qui, le monument historique, témoignage d'une beauté éternelle est incompatible avec l'usine, témoignage du travail ouvrier, les pionniers de l'archéologie industrielle, amateurs, érudits locaux ou chercheurs passionnés furent récompensés de leurs efforts par le formidable engouement populaire qui n'a pas décliné depuis. On doit beaucoup sinon tout à Kenneth Hudson, auteur de *Industrial Archeology : a new introduction*. Mais le succès de l'archéologie industrielle britannique tient aussi au développement de multiples sociétés de bénévoles, militants actifs d'une sauvegarde du patrimoine dans tout le pays. L'archéologie industrielle y est devenu un "hobby" du dimanche, une forme de jardinage!

2. en 1959 un "Research Committee on Industrial Archeology" est créé par le "Council for British Archeology". En 1965 les monuments industriels sont considérés par l'"Ancient Monuments Board" comme des ouvrages traditionnels.

## Maurice Daumas (1910-1984)

Historien des sciences, élève de Gaston Bachelard, Maurice Daumas s'est distingué au cours des années cinquante par sa thèse de doctorat sur l'instrumentation scientifique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, ses études fondamentales sur Lavoisier, et une Histoire générale de la science parue en 1957 sous sa direction, dans la collection La Pléiade.

Nommé conservateur du musée des Techniques du C.N.A.M. en 1960, il devait désormais se consacrer à l'histoire des techniques, discipline alors totalement ignorée en France. Il fonde, avec le concours du C.N.R.S. et de la sixième section de l'École des hautes études (actuellement E.H.E.S.S.), un Centre de documentation d'histoire des techniques (C.D.H.T.) dont il assure la direction jusqu'en 1976. De 1962 à 1979, les Presses universitaires de France lui confient la direction d'une Histoire générale des techniques, parue en cinq volumes. En 1969, une chaire d'histoire des techniques est créée pour lui au C.N.A.M., qu'il devait occuper jusqu'en 1976.

Alors que se développait la recherche contractuelle, Maurice Daumas réunit une équipe de chercheurs spécialisés dans le domaine de la socio-économie des techniques, avec laquelle il réalise une série de contrats de recherches dont, en 1976, l'étude sur les bâtiments industriels anciens, au titre d'une convention passée avec le ministère de la Culture<sup>1</sup>.

Actif promoteur de l'archéologie industrielle, Maurice Daumas publia, en 1980, un ouvrage pionnier aux éditions Robert Laffont, intitulé L'Archéologie industrielle en France, titre qu'il donne aussi au bulletin de liaison et d'information diffusé par le C.D.H.T. auprès du réseau de correspondants créé lors de l'enquête sur les bâtiments industriels.

Membre fondateur du C.I.L.A.C. en 1978, il inaugure le premier ensei-

gnement d'initiation à l'étude du patrimoine industriel dans le cadre de la maîtrise d'histoire de l'art et d'archéologie du monde moderne, alors dirigée par Philippe Bruneau, à l'université de Paris IV.

Tout en participant aux travaux du C.I.L.A.C., Maurice Daumas consacra une part de son inépuisable énergie à la rédaction d'un ouvrage de synthèse sur l'histoire des techniques, qu'il intitula de manière un peu énigmatique Le Cheval de César, et dont la publication est toujours attendue. Peu avant sa disparition en 1984, et sans doute sous l'influence de Bertrand Gille, son éminent collègue prématurément disparu, il s'intéressa à la question des archives d'entreprises et obtint, des descendants de Marc Seguin, le dépôt des archives de la famille Seguin aux archives départementales de l'Ardèche. Il espérait alors entreprendre une histoire sociale, économique et technique du développement industriel dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Son projet a été depuis repris en charge par un collectif de chercheurs réunis depuis quelques années par Pietro Redondi, dans le cadre d'un « atelier Marc Seguin » au Centre Alexandre-Koyré de l'E.H.E.S.S.

Maurice Daumas apparaît donc aujourd'hui doublement précurseur sur le terrain de l'histoire des techniques, pratiquement inexploré au début des années soixante, et dans le domaine de l'archéologie industrielle, pour les initiatives qu'il a suscitées et les travaux qu'il a légués sur cette question, qui ont trouvé depuis leur prolongement et leur développement.

La création, en 1987, d'un D.E.A. d'histoire des techniques, où sont associés les responsables scientifiques de Paris IV, de l'E.H.E.S.S. et du C.N.A.M., est sans nul doute l'expression la plus manifeste du

retentissement des travaux de Maurice Daumas dans un domaine qui ne comptait, il y a à peine vingt ans, qu'une poignée d'adeptes.

Maurice Daumas a notamment publié :

— Histoire de la science, encyclopédie de La Pléiade, 1957 ;

— Les Instruments scientifiques aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, P.U.F., Paris, 1953 ;

— Lavoisier, théoricien et expérimentateur, P.U.F., Paris, 1955.

— Histoire générale des techniques (sous sa direction), P.U.F., Paris, 5 vol., 1962-1979 ;

— L'Archéologie industrielle en France, Robert Laffont, 1980.

1. « Les bâtiments à usage industriel en France aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles », C.D.H.T./C.N.A.M., 1978.

in. Guide du patrimoine industriel,  
scientifique et technique.  
à Namur, 1989.



Aux Etats-Unis, ce goût pour le passé industriel est vite devenu une mode et s'est concrétisé par la réappropriation de dépôts et d'ateliers installés dans le sud de Manhattan. Dès les années soixante-dix, il est du dernier cri pour une population aisée d'intellectuels, hommes d'affaires, artistes, de réhabiliter ces locaux désaffectés (cf. le "loft" du peintre dans *Hannah et ses soeurs*; Woody Allen; 1985).

L'histoire industrielle et technique est une tradition en Allemagne (le "Deutsches Museum"). Un Musée de la mine a été créé à Bochum en 1930.

En Belgique, au début des années soixante-dix des cours en archéologie industrielle sont donnés à l'Université. En 1975 la Direction de l'Architecture confie à l'association Archives d'Architecture Moderne une mission de recherche sur le patrimoine architectural du XIXème siècle dans les métropoles du Nord, avec une exposition à la clef.

A Milan est créé en 1976 un centre de documentation pour la recherche en archéologie industrielle.

Au début des années quatre-vingt, il s'agit plutôt en France de :

II.2.2 "(...)faire naître un mouvement d'opinion publique en faveur de la sauvegarde, de la réhabilitation et de la mise en valeur des principaux monuments de notre patrimoine industriel". (Maurice Daumas)

Doit-on trouver un symbole dans la parution de l'ouvrage *Elements d'histoire des sciences* dirigé par le philosophe Michel Serres...deux cents ans après la publication de l'Encyclopédie Diderot? Le temps de la communion des arts libéraux et des arts mécaniques fut en son temps couronné par le travail herculéen d'un homme, amoureux des sciences et des lettres. Aujourd'hui, comme le souligne Jacques Vallerant : "l'enjeu n'est pas uniquement de réhabiliter la culture technique, dévalorisée par rapport à une culture humaniste, mais bien de parvenir à une "nouvelle alliance" établissant la communication entre l'une et l'autre, entre, plus encore, culture scientifique et culture humaniste"(3).

### II.1.2.1 Les pionniers

Le Conservatoire National des Arts et Métiers fut fondé en 1794 à l'instigation de l'Abbé Grégoire pour y déposer toutes les machines inventées. En 1960, Maurice Daumas y est nommé conservateur du musée des techniques et fonde en 1976 un

3. VALLERANT, Jacques. Culture technique et enjeux culturels in *Hommes, techniques et sociétés industrielles*. Paris : Dalloz, 1983, p.25.



### Louis Bergeron

Agrégé des Universités, Docteur ès lettres, directeur d'études à l'E.H.E.S.S., directeur du Centre de recherches historiques, vice-président du C.I.L.A.C. (Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel), membre du comité exécutif de T.I.C.C.I.H. (The International Committee for the Conservation of Industrial Heritage).

Historien universitaire connu pour ses travaux sur les notables du premier Empire et le capitalisme industriel (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles), Louis Bergeron est depuis dix ans l'un des principaux responsables scientifiques en matière de patrimoine industriel. Sensibilisé à cette question, à la fin des années soixante-dix, par l'expérience inédite de l'écomusée du Creusot et par l'enquête de Maurice Daumas sur les bâtiments industriels anciens, publiée en 1978, il rejoint le groupe des pionniers, Henri Rivière, Marcel Evrard, Yves Lequin, Maurice Daumas et Pierre Cayez, et participe à la phase de « préfiguration » du C.I.L.A.C. en 1978.

À la suite de la troisième conférence internationale sur le patrimoine industriel (Stockholm, 1978), à laquelle quelques chercheurs français participent de manière autonome, les fondateurs du C.I.L.A.C. affirment la nécessité d'une action nationale en faveur de ce patrimoine et décident, pour s'en donner les moyens, la constitution du C.I.L.A.C. en association. Nommé vice-président, Louis Bergeron devait apporter, depuis cette période, son soutien scientifique à l'ensemble des travaux du C.I.L.A.C. Il déclare à ce propos s'être laissé entraîner par enthousiasme à mettre en chantier des thèses universitaires et travaux de recherches, dont la totalité aboutit au cours des années quatre-vingt, notamment le programme de recherches sur les moteurs hydrauliques, réalisé par un collectif interdisciplinaire de chercheurs qui, actuelle-

ment, continuent à avoir un rôle actif en matière de patrimoine industriel<sup>1</sup> ; et pour ne citer qu'un exemple, la thèse de Véronique Fruit, soutenue à l'E.H.E.S.S. en 1985, sur l'étude de deux vallées rouennaises<sup>2</sup>.

Depuis le début des années quatre-vingt, Louis Bergeron a intégré les questions relatives au patrimoine industriel à ses enseignements de l'E.H.E.S.S. (séminaire « Capitalisme et société en Europe occidentale du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle », et plus récemment, l'enseignement pour le D.E.A. d'histoire des techniques, intitulé pour l'année 1989-1990 : « Approche du patrimoine technique et industriel des pays avancés »).

Louis Bergeron vient également de proposer, dans le cadre des travaux du C.R.H., une réflexion interdisciplinaire sur les thèmes des rapports entre architecture, industrie et bâtiments industriels, et plus spécialement sur l'architecture métallique et le débat qui s'est instauré autour de cette architecture. Ce programme devait être réalisé en collaboration avec l'Unité pédagogique d'architecture de Paris et de l'Institut français d'architecture.

Louis Bergeron a notamment publié :

- Banquiers, négociants et manufacturiers parisiens du Directoire à l'Empire, E.H.E.S.S., Paris 1978, 435 p. ;
- Les Capitalistes en France, 1780-1914, Gallimard, Paris 1978 ;
- « Le Patronat français : permanences et renouvellement », in Histoire des Français XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle, A. Colin, Paris 1983.
- Paris, Genèse d'un paysage, Picard, Paris, 1989.

1. Rapport de synthèse du programme S.T.S./C.N.R.S. « Les rapports entre conception et réalisation, innovation et tradition dans le domaine des moteurs hydrauliques » Directeur L. Bergeron, 1985.

2. V. Fruit, « Deux vallées rouennaises de la proto-industrialisation à la désindustrialisation. 1780-1880. L'Aublette et le Robec », thèse troisième cycle, E.H.E.S.S., 1985.

Centre de documentation d'histoire des techniques. Entre 1962 et 1979 parallèlement à des cours qu'il donne au CNAM, Maurice Daumas dirige l'*Histoire générale des techniques*. En 1980, *L'archéologie industrielle en France* est publié chez Laffont et constitue la première grande synthèse sur le sujet.

L'exposition *L'usine, travail et architecture* réalisée par l'architecte Vincent Grenier pour le Centre de Création Industrielle du Centre Georges Pompidou en 1973, marque une première étape dans la sensibilisation du public au patrimoine industriel. Elle arrive trois ans après la destruction des Halles Baltard dont seuls les architectes s'étaient émus.

Les travaux des historiens Yves Lequin, Pierre Cayez, François Caron et de Louis Bergeron, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales amorcent le mouvement.

Autour de l'écomusée du Creusot fondé en 1974 par Marcel Evrard, Hugues de Varine-Bohan et Georges Henri Rivière débutent les premiers travaux collectifs du CILAC (4). La rencontre de tous ces hommes au sein d'un comité créé pour coordonner les initiatives publiques ou privées en rapport avec la sauvegarde du patrimoine est révélatrice d'un souhait de reconnaissance publique. La revue *L'archéologie industrielle en France* est lancée en 1976 par Maurice Daumas. Le CILAC se donne aussi pour mission de favoriser l'échange international par une participation active aux nombreux colloques organisés pendant cette période pionnière. En 1979 l'Office culturel de la région Nord-Pas-de-Calais organise le colloque *Patrimoine industriel, stratégies pour un avenir*, première rencontre entre autorités politiques et administratives et spécialistes. Le colloque international *Quelles politiques pour le patrimoine industriel?* qui s'est tenu à Vaulx en Velin en 1985, était organisé par le Conseil de l'Europe et la section française de l'Icomos. Monsieur Yves Lequin a rappelé à cette occasion le caractère pluridisciplinaire de la recherche sur le patrimoine industriel et a suggéré la mise en place d'un observatoire permanent du changement technologique!(5). Les responsabilités qui incombent aux collectivités locales, aux entreprises, aux personnes privées ou aux associations pour la mise en place d'une sauvegarde sélective du patrimoine ont été soulignées. Un abrégé des recommandations à l'intention du Comité Directeur pour les politiques urbaines du patrimoine architectural et du Comité des Ministres du conseil de l'Europe figure en Annexe I. Les *Aspects de l'action du conseil de l'Europe* se trouvent en Annexe II.

Alors que des individus se regroupent en associations, au début des années soixante-dix, les pouvoirs publics n'en sont qu'à l'étape de la réflexion.

4. Comité d'Information et de Liaison pour l'Archéologie. l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel.

5. *Quelles politiques pour le patrimoine industriel?*. Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1987. 123 p.

L'Inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France a pour mission de recenser, étudier et faire connaître les édifices, œuvres et objets qui, par leur intérêt artistique ou historique, constituent le patrimoine national. Depuis 1983, le patrimoine industriel est, en tant que tel, pris en compte au sein de ce service par la cellule du patrimoine industriel.

Ce domaine inclut les vestiges physiques du passé industriel (vieilles usines, sites, infrastructures, bâtiments, outillages, produits) à partir desquels est rassemblée l'information s'y rapportant : archives d'entreprises, documents iconographiques et photographiques, etc.

L'action de la cellule du patrimoine industriel s'exerce le long de deux axes correspondant à deux types d'approches et deux vitesses :

- le repérage des anciennes usines, réalisé dans un cadre régional, vise à l'exhaustivité des témoins les plus perceptibles jusqu'en 1950. Se voulant rapide, il est forcément sommaire. Les données collectées sur la disposition, l'histoire des techniques et l'architecture des bâtiments sont stockées sur micro-ordinateur et consultables dans chaque région ;
- les inventaires thématiques portent sur des secteurs industriels spé-

cifiques, tels que la sidérurgie, la céramique ou l'industrie minière... L'enquête est plus approfondie. Elle porte sur une période plus longue, qui peut remonter au XVI<sup>e</sup> siècle. On en tire des informations inédites, en particulier sur l'évolution des techniques et de la géographie industrielle.

### **Publications de l'Inventaire général concernant le patrimoine industriel**

— Répertoire du patrimoine technique et industriel. chercheurs et organismes, 1985.

— Les Inventaires du patrimoine industriel, objectifs et méthodes, table ronde, mars 1986.

— La Manufacture du Dijonval et la draperie sedanais, Cahier de l'Inventaire n° 2, 1984.

— Les Forges du pays de Châteaubriant, Cahier de l'Inventaire n° 3, 1984.

— La Métallurgie du fer dans les Ardennes, Cahier de l'Inventaire n° 11, 1987.

— Ardoisières, Images du patrimoine n° 45, 1988.

— Architectures d'usines en Val-de-Marne (1822-1939), Cahiers de l'Inventaire n° 12, 1988

Le Comité d'information et de liaison pour l'archéologie, l'étude et la mise en valeur du patrimoine industriel, créé en 1978 par le groupe des promoteurs en France de « l'archéologie industrielle » et de l'histoire des techniques, est officiellement constitué en association en 1979. Parmi les fondateurs, doivent être nommés : pour le C.D.H.T./C.N.A.M., Maurice Daumas ; pour l'E.H.E.S.S., Louis Bergeron ; pour l'écomusée du Creusot, Marcel Rivière et Maurice Evrard ; pour l'Association pour l'histoire matérielle de la civilisation industrielle, Yves Lequin et l'Institut de l'entreprise, Armand Braun, ainsi qu'Yves Malécot, président d'honneur de la Chambre syndicale des banques populaires, actuel président du C.I.L.A.C.

Dans sa phase de « prefiguration », le Comité avait inséré la France dans le mouvement international du patrimoine industriel, en déléguant quelques uns de ses membres à la troisième conférence internationale, organisée par T.I.C.C.I.H., à Stockholm, en 1978.

À l'origine, le C.I.L.A.C. s'était donné pour mission d'établir le cadre des relations concertées entre les différents groupes intéressés par le patrimoine industriel. Puis, très rapidement, le comité se fixa plusieurs objectifs prioritaires : la publication et diffusion de la documentation existante en matière de patrimoine industriel, la conduite d'inventaires géographiques ou sectoriels, la définition d'un programme de sauvegarde ou de réhabilitation de sites industriels les plus typiques d'une région ou d'un secteur d'activités. S'appuyant sur les sociétés locales, le Comité put organiser régulièrement des colloques nationaux sur le patrimoine industriel, et accueillir en 1981 la quatrième conférence inter-

nationale organisée par T.I.C.C.I.H. Le tour de France des colloques du C.I.L.A.C. a fait une étape en 1988 à La Courneuve (banlieue parisienne), après avoir visité la plupart des régions françaises.

Dès le début des années quatre-vingt, il obtient l'appui moral et matériel du ministère de la Culture. Cet appui financier lui permet de donner un développement à la publication encore irrégulière du C.I.L.A.C. L'Archéologie industrielle en France, diffusée à la fin des années soixante-dix par le C.D.H.T./C.N.A.M. Le Comité a également en charge la publication des actes des colloques nationaux.

Le C.I.L.A.C. dispose d'un fonds d'inventaire réunissant les publications les plus confidentielles des origines de l'archéologie industrielle, les thèses universitaires et diplômes spécialisés, les actes des colloques nationaux et internationaux, et plusieurs dizaines de titres de revues et d'ouvrages adressés au C.I.L.A.C. par les adhérents et spécialistes, tant français qu'étrangers (notamment italiens et anglais).

Le C.I.L.A.C. est animé par des scientifiques bénévoles. Son activité trouve un relais efficace auprès de multiples associations, sociétés locales et écomusées, dont un certain nombre (on ne peut tous les citer) a participé à l'organisation matérielle et intellectuelle des colloques nationaux.

---

#### **Siège social :**

1, rue du 11-Novembre, 92120 Montrouge. **Président :** Yves Malécot. **Vice-président :** Louis Bergeron. **Publications :** Serge Benoit, tél. 40.92.01.98. **Documentation :** Claudine Fontanon, tél. 40.27.22.51 (sur rendez-vous).

### II.1.2.2 L'action des pouvoirs publics

A la Direction de l'Inventaire général une distinction se fait jour entre l'architecture des lieux de travail (usines), les ouvrages du génie civil (ponts...) et les établissements publics (halles, gares...). Quelques usines seront protégées à partir de 1975 (les plus éminentes l'ont été entre 1930 et 1960 : les salines d'Arc-et-Senans, les forges de Buffon...). Mais la difficulté de sélectionner des bâtiments dans un patrimoine encore inconnu conduit à la commande d'une étude à l'architecte Vincent Grenier. L'enquête "Quelles usines protéger?" réalisée en 1978 propose des critères identiques à ceux de toutes les protections des monuments.

En 1979, un groupe de travail du Ministère de la Culture prépare la mise en place de la Mission du patrimoine ethnologique qui devra se charger des aspects immatériels et matériels de la culture industrielle, bâtiments et machines (recherches fondamentales et documentaires; collectes; publications; soutien à des centres dont les écomusées; animations; création de circuits de tourisme industriel...).

Une Mission de l'Inventaire général conclut en 1982 à la nécessité de subventionner des organismes de recherches et des associations pour la réalisation d'études consacrées à l'architecture industrielle.

Sous l'impulsion des membres du CILAC, une cellule permanente du patrimoine industriel est finalement créée en 1983 à l'Inventaire général.

L'archéologie industrielle qui s'attache à l'étude des témoignages matériels est néanmoins dépendante de sources écrites telles que les archives des entreprises. Celles-ci ont dès 1949 été prises en considération aux Archives de France par la création d'un service spécialisé (dirigé par Bertrand Gille) ayant pour mission de sensibiliser les directeurs d'entreprises ainsi que les universitaires. En 1977 une association des archivistes d'entreprises est créée pour promouvoir la recherche et la formation dans ce domaine. Son siège social est à l'Ecomusée du Creusot. Dans la lancée, la loi du 3 Janvier 1979 assure une meilleure protection aux archives privées dont l'importance est confirmée lors de l'enquête nationale de 1983 sur les archives industrielles et du monde du travail (6).

Premier contact entre les entreprises et les archives publiques, le bilan de cette enquête a confirmé l'intention de construire cinq centres régionaux d'archives du monde du travail, dont le premier ouvrira ses portes en 1992 à Roubaix. En attendant...les archives d'entreprises sont conservées un peu partout où il y a de la place...dans certains dépôts départementaux et municipaux mais aussi dans les écomusées et musées techniques créés in situ et dont les fonds

6. des guides régionaux ont été publiés à l'issue de cette enquête.

## **A.M.C.S.T.I.**

*Née il y a sept ans, l'A.M.C.S.T.I. (Association des musées et centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle) regroupe aujourd'hui près de trois cents adhérents.*

*L'A.M.C.S.T.I. rassemble différents acteurs du développement de la culture scientifique et technique : musées, écomusées, C.C.S.T, boutiques de sciences, centres d'action culturelle, parcs naturels et museums, associations d'éducation populaire et clubs de jeunes.*

*Cette diversité permet à l'association d'être un lieu d'échange et de concertation. L'A.M.C.S.T.I. édite un bulletin, des dossiers spécialisés, des répertoires sur les expositions itinérantes disponibles ; son congrès annuel permet à tous les adhérents et plus généralement à ceux qui participent à des actions culturelles, scientifiques et techniques de faire le point sur leurs initiatives et de proposer des actions nouvelles.*

*Composition actuelle du bureau de l'A.M.C.S.T.I. :*

*— Président : Dominique Ferriot, musée national des Techniques ;*

*— Vice-présidents : Charles Penel, palais de la Découverte, et Pierre Thorel, C.C.S.T de Grenoble ;*

*— Secrétaire : Ferdinand Pavy, Conservatoire de la nature à Auxerre ;*

*— Trésorier : Nicole Bouteiller, Centre de la mer et des eaux ;*

*— Chargé de l'information : Bernard Pellequer, Association régionale d'astronomie, Montpellier.*

*Contact informations :*

*Hélène Dagois*

*A.M.C.S.T.I.*

*14, boulevard Poissonnière*

*75009 Paris*

*Tél. (1) 48.24.36.84.*

composites sont généralement représentatifs de l'activité industrielle locale à partir de laquelle ils ont été réalisés.

L'archéologie industrielle s'intéressant à l'étude des témoignages matériels et immatériels *in situ*, il nous semble important de distinguer dès maintenant les origines et les missions des écomusées et musées de techniques ou d'industries locales de celles des musées scientifiques et techniques qui ne sont pas des "musées d'identité". Les premiers découlent d'une volonté locale, comme par exemple à Chazelles-sur-le Lyon ou au Creusot où des ouvriers ont choisi, à la fermeture de leur usine, de se présenter en tant que témoins d'un passé et représentants d'un savoir-faire. Ils jouent un rôle essentiel dans la recherche d'une identité locale ou régionale. Ici l'objet n'est pas sacralisé; il symbolise tout un travail artisanal ou industriel. La présentation de leur fonds les différencient des musées dits scientifiques et techniques dans lesquels les pièces sont détachées de leur "milieu naturel" (l'usine), regroupées, mises en comparaison. Ces musées donnent plus l'idée d'une évolution générale des techniques que d'une atmosphère de travail.

Il se trouve que la multiplication des musées *in situ* et celle des musées scientifiques et techniques est contemporaine...d'où une certaine confusion. En effet, au moment où l'archéologie industrielle et ses "produits" entraînent dans le domaine du patrimoine, la culture scientifique et technique prenait son envol avec la construction du Musée des sciences et des techniques de la Villette.

La Direction des Musées de France a multiplié par 5 ,entre 1982 et 1985, le budget destiné à l'ouverture ou à la rénovation de musées scientifiques, techniques ou industriels. Un service spécifique y joue le rôle de conseil d'études techniques et d'instruction des demandes de subventions.

Ce rôle de conseil est de plus en plus partagé en région avec des centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI ou CESTIM), lieux de réflexion, de coordination et de réalisation. Ces centres visent à promouvoir un tourisme technique, animer les musées, lancer des projets communs aux partenaires régionaux, étudier et collecter un patrimoine. Ils se sont développés sous l'impulsion du Centre de Recherche sur la Culture Technique (1979) dont le "Manifeste pour le développement de la culture technique" proposait en 1981 la création d'une structure interministérielle. Le Conseil national de la culture scientifique, technique et industrielle a été créé en 1984 pour "donner son avis sur toutes les questions concernant les grandes orientations et les objectifs politiques visant à développer la culture scientifique, technique et industrielle ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour atteindre ces objectifs" (7). A la création d'un programme interministériel en 1986 piloté par les Ministères de la Recherche et de la Technologie, de la Culture et de

7. in Bilan résumé de la politique de culture scientifique, technique et industrielle menée par le Ministère de la Culture en 1985.

l'Education Nationale, le Conseil a intégré le Comité national du programme.

La Direction du développement culturel a pour missions *"l'instauration de nouveaux rapports avec les collectivités territoriales, en particulier sous la forme de signature de conventions de développement culturel et de contrats de plan; la dynamisation de l'animation culturelle menée par les établissements culturels mais aussi par le milieu associatif; le soutien des entreprises culturelles et leur prise en compte des technologies les plus performantes; la formation des responsables culturels et la programmation d'études et de recherches"*(8). Dès 1985, la répartition des crédits d'intervention a relevé des Directions régionales des affaires culturelles en conséquence de la politique de déconcentration.

On peut noter par ailleurs le soutien de la Direction du livre et de la lecture à l'édition et à la diffusion d'ouvrages scientifiques et techniques,; la participation du Centre National de la Cinématographie et de la délégation aux arts plastiques, du Centre Georges Pompidou.

On a pu le constater, le rôle de médiateur de l'Etat dans le domaine du patrimoine industriel et de la culture scientifique et technique est primordial. Il favorise *"l'émergence d'un processus d'appropriation culturelle"*. Les Etats Généraux de la culture scientifique, technique et industrielle se sont tenus dans 26 régions de France à l'automne 1989. Organisés par la mission interministérielle, des colloques régionaux, des forums départementaux et thématiques ont permis de faire le point sur les initiatives prises en France depuis les dix dernières années dans un domaine aussi vaste que diversifié. La présentation de ces premiers Etats Généraux figure en Annexe III.

L'élan culturel décrit dans les pages précédentes est étroitement lié à l'élargissement de la notion de patrimoine et à la démocratisation de la culture, fers de lance du gouvernement socialiste depuis 1981. Lorsque Jacques Renard nous rappelle qu'*"il est urgent de reconnaître l'objet industriel comme objet de culture et de valoriser la culture du travail, c'est à dire encourager les initiatives culturelles à partir du lieu de travail"*(9), c'est pour mieux abattre les cloisons du patrimoine et se rapprocher de la culture populaire dont parle Max Querrien dans son rapport au Ministère (20).

8. Ibid.

9. RENARD, Jacques. L'élan culturel. Paris : PUF, 1987, p.61.

20. QUERRIEN, Max. Pour une nouvelle politique du patrimoine. Paris : la Documentation française, 1982.



Apprécier quelques réalisations issues de cet élan culturel fait l'objet du chapitre suivant. Seront présentés succinctement des exemples de réappropriation de sites industriels; muséalisation du travail; gestion d'archives d'entreprises et d'urbanisme; mémorisation de la parole des hommes et des images de leur vie.



## II.2 LES FORMES DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

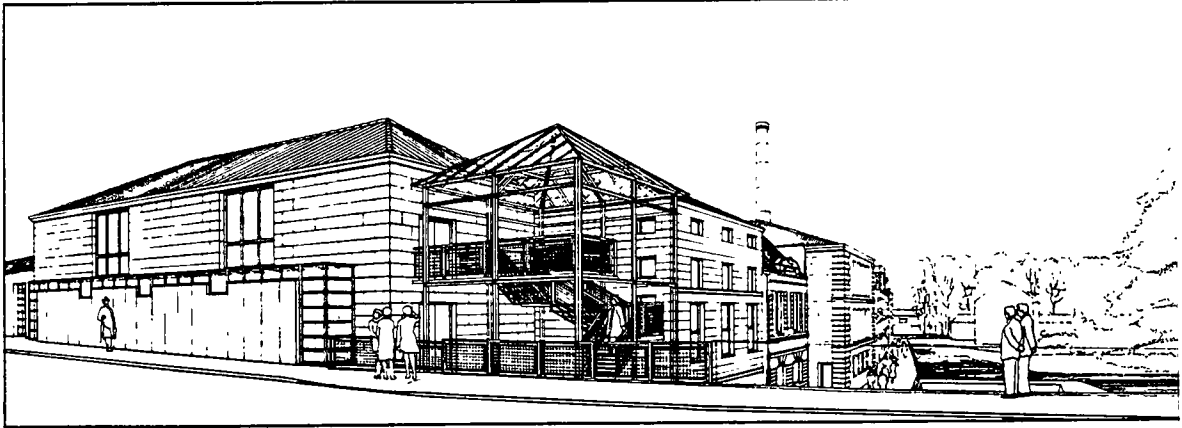
### II.2.1 LA MEMOIRE PAR LES MURS : RECONVERSION D'USINES

Depuis la crise économique des années soixante-dix, l'activité industrielle en milieu urbain pose de nombreux problèmes. A la volonté des industriels de faire fructifier leurs affaires s'oppose le désir des habitants d'obtenir une meilleure qualité de l'environnement et de nouveaux équipements. Les élus hésitent entre le maintien d'une activité industrielle créatrice d'emplois, source de recettes fiscales et la construction de nouveaux logements afin d'accroître la population citadine; le raz-le-bol de la pollution s'oppose à l'intérêt sur les plans économique, financier et sociaux de conserver l'usine...

Trois démarches se font jour pour résoudre ces conflits : la rénovation-bulldozer et le départ des activités vers l'extérieur de la ville; la dispersion de l'activité industrielle en de petits pôles d'emplois; la réutilisation ou la réhabilitation de bâtiments industriels existants, désaffectés ou sous-utilisés. C'est cette dernière solution que nous préférons aux autres, lorsqu'elle est possible techniquement et financièrement, car elle privilégie la mémoire de la ville aux yeux de ceux qui l'habitent mais aussi l'originalité d'un projet. Il ne faut pas oublier que l'usine fait souvent partie de l'image de marque d'un quartier, image ternie par les crises mais qu'une modernisation suffirait à redorer. Sa destruction provoque toujours, inconsciemment ou consciemment un traumatisme car elle s'inscrit naturellement dans la mémoire collective des habitants.

Un texte de Pierre Guinchat, rédacteur en chef de "H, Revue de l'habitat social" sert d'introduction aux quelques exemples choisis en France pour illustrer ce chapitre consacré aux reconversions d'usines :

*"Un bâtiment industriel est en soi un capital. Constitué de surfaces importantes, bien éclairées et faciles d'accès, sa conception même a presque toujours permis de le laisser dans un état de conservation qui ne nécessite pas de travaux importants de remise en état du gros oeuvre. Il est un élément structurant d'un quartier au niveau des circulations, du repérage et de la trame urbaine. il peut donc renforcer la vie au lieu de faire peser une inconnue difficilement maîtrisable".*



*l'Ecole des Beaux-Arts et le Musée du papier à Angoulême*



Depuis quinze ans environ, la réhabilitation d'usines et de friches industrielles est encouragée par l'Etat, les régions et les départements. Un effort important a été fourni pour la reconversion de bâtiments industriels en centres culturels. Nous présentons succinctement quelques-uns de ces cas, intéressants dans le cadre de notre étude.

### Nouvelle vie pour un quartier industriel d'Elbeuf

(1984- ; Bernard Reichen et Philippe Robert, architectes; OPAC de Seine-Maritime, Ville d'Elbeuf, maîtres d'ouvrages; 40 0000 m<sup>2</sup>)

La reconversion des usines Blin et Blin en quartier d'habitation, centre artisanal, bureaux et équipements publics devrait se poursuivre par l'aménagement d'un musée du tissu et la rénovation du cirque-théâtre.

La vie est soudain rendue au patrimoine...

*"La reconversion met en scène, simultanément et dans un même espace, la mémoire d'un lieu et le futur d'un usage"(1).*

### L'Ecole des Beaux-Arts et le Musée du papier à Angoulême

(1985-1987; Cuno Brullman et Arnaud Fougeras, architectes; Ville d'Angoulême, maître d'ouvrage; 4238 m<sup>2</sup>)

Ecole et Musée sont installés dans une usine papetière, usine-pont sur la Charente. De la sauvegarde d'un bâtiment au bord de l'écroulement à la réappropriation des lieux, le "souvenir d'une roue de moulin, l'usure d'une pierre" sont respectés.

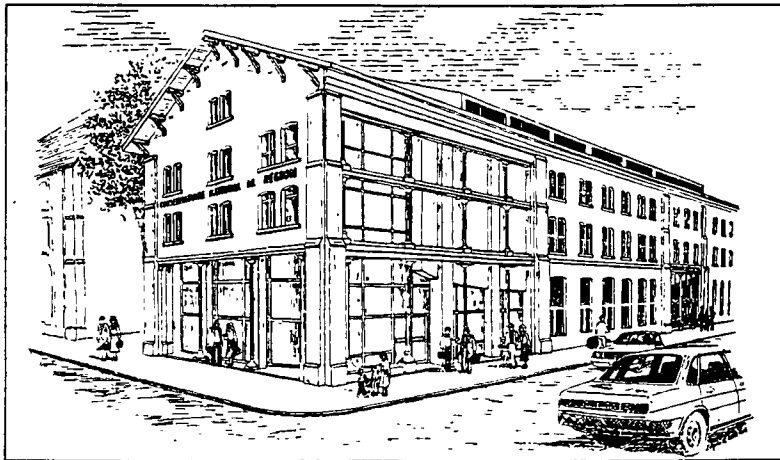
*"(...)On devrait s'imposer de reconvertir un édifice pour un usage dont la charge symbolique est équivalente à la précédente"(2).*

1. ROBERT, Philippe. L'architecture comme palimpseste. AMC, février 1988, n 19, p.25.

2. Ibid.



Spécimen de l'architecture industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ancienne manufacture des tabacs...



est devenue un pôle d'attraction culturelle pour l'agglomération nancéienne.



Le hall d'entrée, accessible de la rue Michel-Ney comme de la Cour d'honneur

### Un pôle culturel dans une manufacture de tabac

(1985-1987; AVA Lorraine et Atelier du parc, architectes; district urbain de Nancy, maître d'ouvrage; 9876 m<sup>2</sup>).

Un conservatoire de musique, danse et art dramatique occupe à Nancy, une ancienne manufacture. Une médiathèque et un centre de l'image sont en projet. L'enveloppe extérieure du bâtiment et une partie de la toiture ont été conservés; la structure interne a été entièrement remodelée pour répondre aux contraintes acoustiques.

*"L'histoire de l'architecture est aussi celle des bâtiments détournés, remaniés, agrandis, bref "re-crées""(3).*

### L'usine de filature Le Blan à Lille

(1979; Philippe Robert et Bernard Reichen, architectes; OPHLM de la communauté urbaine de Lille, maître d'ouvrage; 20000 m<sup>2</sup>).

Ateliers artisanaux, bibliothèques, salle de spectacle, logements, bureaux, commerces...et une église habitent cet ancien "vaisseau".

*"Une reconversion n'est réussie que lorsqu'il existe une bonne adéquation entre la fonction nouvelle et la forme existante"(4).*

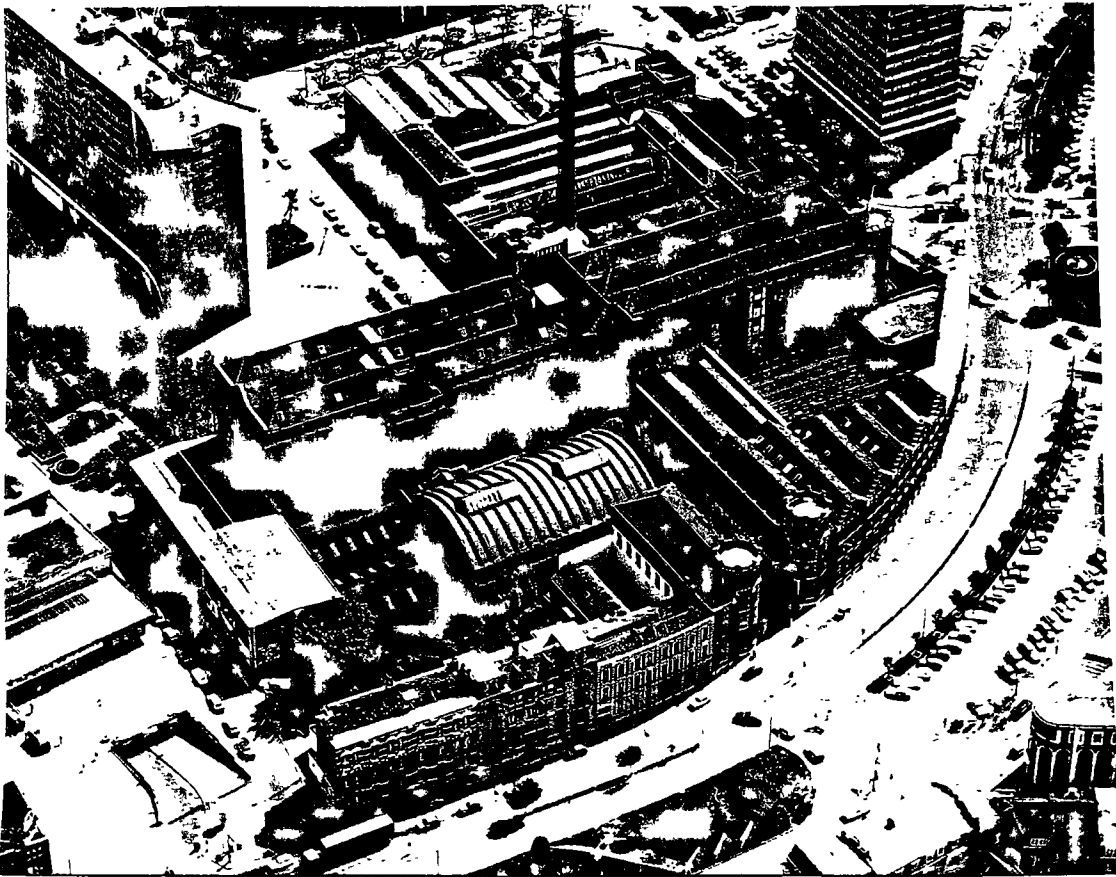
### Du château de l'industrie au temple de la communication

(1987- ; Alain Sarfati, architecte; "grand projet du Président" : 75% Etat, 25% Région Nord-pas-de-Calais, la ville fournit le bâtiment)

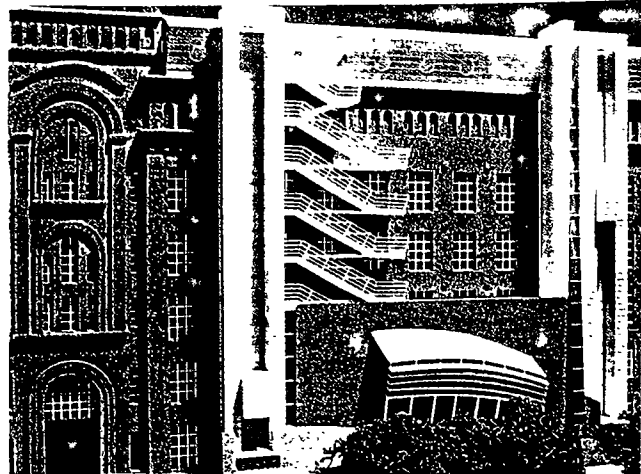
La filature Motte-Bossut de Roubaix abritera le premier centre régional des archives du monde du travail, un centre de la communication et une partie d'un centre d'affaires. Pour Alain Sarfati, il s'agit de "signifier que l'histoire continue, se développe, que la vie va de l'avant".

3. Ibid.

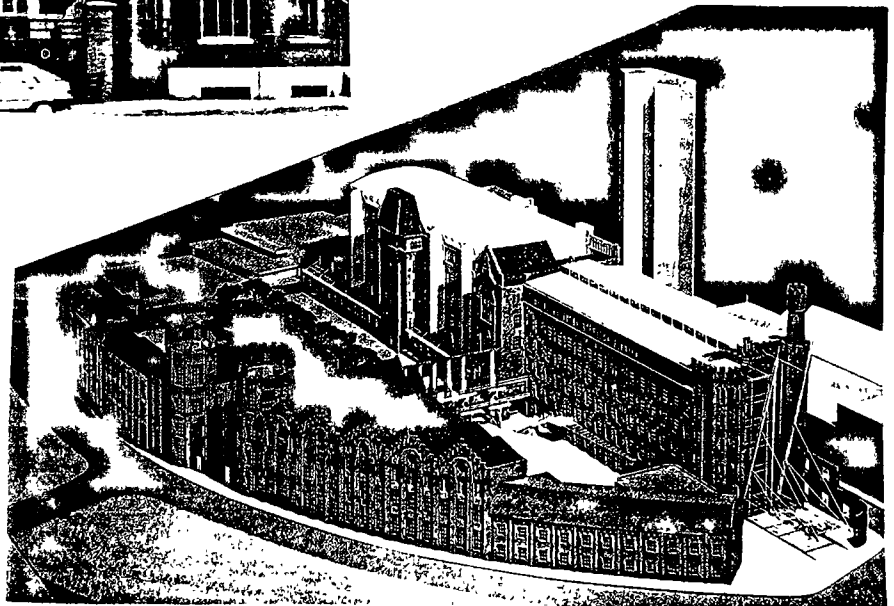
4. Ibid.



Inscrite à l'Inventaire en 1978, la filature Motte-Bossut a cessé toute activité trois ans plus tard.



*Le Centre des  
Archives du  
Monde du Travail  
à Roubaix*





*"La reconversion met l'architecte en contact direct avec l'histoire; de ce contact peut naître des solutions architecturales nouvelles, qui mettent en scène le passé et le présent de la façon la plus riche"(5).*

Pour mémoire, voilà d'autres exemples significatifs : le théâtre de la Criée à Marseille; le Magasin, lieu d'exposition temporaire d'art contemporain dans une usine Bouchayet Viallet à Grenoble; un centre culturel dans l'entrepôt Lainé de Bordeaux; la Grande Halle de la Villette et l'Entrepôt, cinéma-café du XIVème arrondissement de Paris; la Halle Tony Garnier et une annexe de l'Université de Lyon projetée dans La Manufacture de tabacs; un théâtre réalisé dans l'usine Menier à Noisiel-sur-Marne...

Aux Etats-Unis comme en Angleterre (docks de Londres et de Bristol) la reconversion de hangars se pratique depuis longtemps. Le Lingotto de Turin est en cours de restructuration... Avec Brunelleschi, Alberti, Michel-Ange et Boromini comme prédecesseurs dans l'intervention sur des bâtiments existants, Renzo Piano n'a aucune chance de nous décevoir!

La reconquête de friches industrielles est un indicateur du dynamisme des régions. Aussi, la réhabilitation d'usines doit s'inscrire dans une démarche globale d'aménagement urbain. Bernard Dubor souligne que *"la politique de réutilisation des bâtiments semble pouvoir être le moyen d'une nouvelle cohérence à condition de l'associer à une réflexion démocratique sur la ville"(6).*

Il reste à inventer l'urbanisme des mutations industrielles. Certaines municipalités y sont déjà parvenues.

*"Si la "réhabilitation" permet de consacrer un site à l'évocation d'une industrie qui a eu une importance économique et sociale pour sa région d'implantation, l'archéologie industrielle y trouvera sa meilleure expression. Le caractère technique de cette industrie sera encadré par l'évocation de son environnement culturel, sociologique et économique, et celle de son histoire"(7).*

Tel est l'objet des écomusées ou musées d'industrie locale.

5. Ibid.

6. DUBOR, Bernard. La reconversion des bâtiments industriels et commerciaux en édifices publics en France. Etude réalisée pour la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques, 1979.

7. DAUMAS, Maurice. Op. Cit. p.434.

# *Définition évolutive de l'écomusée*<sup>1</sup>

Georges Henri Rivière

Un écomusée est un instrument qu'un pouvoir et une population conçoivent, fabriquent et exploitent ensemble. Ce pouvoir, avec les experts, les facilite, utilise les ressources qu'il fournit. Cette population, selon ses aspirations, ses savoirs, ses facultés d'approche.

Un miroir où cette population se regarde, pour s'y reconnaître, où elle recherche l'explication du territoire auquel elle est attachée, jointe à celle des populations qui l'ont précédée, dans la discontinuité ou la continuité des générations. Un miroir que cette population tend à ses hôtes, pour s'en faire mieux comprendre, dans le respect de son travail, de ses comportements, de son intimité.

Une expression de l'homme et de la nature. L'homme y est interprété dans son milieu naturel. La nature l'est dans sa sauvagerie, mais telle que la société traditionnelle et la société industrielle l'ont adaptée à leur image.

Une expression du temps, quand l'explication remonte en deçà du temps où l'homme est apparu, s'étage à travers les temps préhistoriques et historiques qu'il a vécus, débouche sur le temps qu'il vit. Avec une ouverture sur le temps de demain, sans que, pour autant, l'écomusée se pose en décideur, mais, en l'occurrence, joue un rôle d'information et d'analyse critique.

1. Troisième et dernière version du texte de Georges Henri Rivière, revu et corrigé en janvier 1980.

Une interprétation de l'espace. D'espaces privilégiés, où s'arrêter, où cheminer.

Un laboratoire, dans la mesure où il contribue à l'étude historique et contemporaine de cette population et de son milieu et favorise la formation de spécialistes dans ces domaines, en coopération avec les organisations extérieures de recherche.

Un conservatoire, dans la mesure où il aide à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel de cette population.

Une école, dans la mesure où il associe cette population à ses actions d'étude et de protection, où il l'incite à mieux appréhender les problèmes de son propre avenir.

Ce laboratoire, ce conservatoire, cette école s'inspirent de principes communs. La culture dont ils se réclament est à entendre en son sens le plus large et ils s'attachent à en faire connaître la dignité et l'expression artistique, quelque couche de la population qu'en émanent les manifestations. La diversité en est sans limite, tant les données diffèrent d'un échantillon à l'autre. Ils ne s'enferment pas en eux-mêmes, ils reçoivent et donnent.

## II.2.2 LA MEMOIRE PAR LES TRACES MATERIELLES : ECOMUSEES-MUSEES

*"Le monument apparaît, selon la leçon de l'éthymologie, porteur de mémoire, là où le musée n'apparaît que porteur d'informations, d'instruction"(1).*

Et si l'écomusée était porteur des deux à la fois...

C'est à Georges Henri Rivière que l'on doit l'invention en 1937 du Musée National des Arts et Traditions Populaires. En 1967 la création, par le même homme, des parcs naturels régionaux sur le modèle scandinave des musées en plein air, est à l'origine de l'écomusée d'aujourd'hui. Les débuts de la mécanisation dans les campagnes et les changements de modes de vie qu'elle entraîne pour sa population coïncide avec l'apparition d'une ethnologie régionale. Les écomusées de la première génération sont en accord avec les idées écologiques et régionales du moment.

Mais, la définition de Georges Henri Rivière (cf. ci-contre) ne manquera pas d'évoluer. Quelques années plus tard, le monde de l'industrie est touché. Entre 1971 et 1974 Marcel Evrard et Hugues de Varine-Bohan font le projet d'un musée de l'homme et de l'industrie sur le territoire de la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-Mines. Ils considèrent la participation de la population à la vie du musée comme un élément dynamique indispensable; en cela, l'écomusée rompt avec les missions des musées traditionnels.

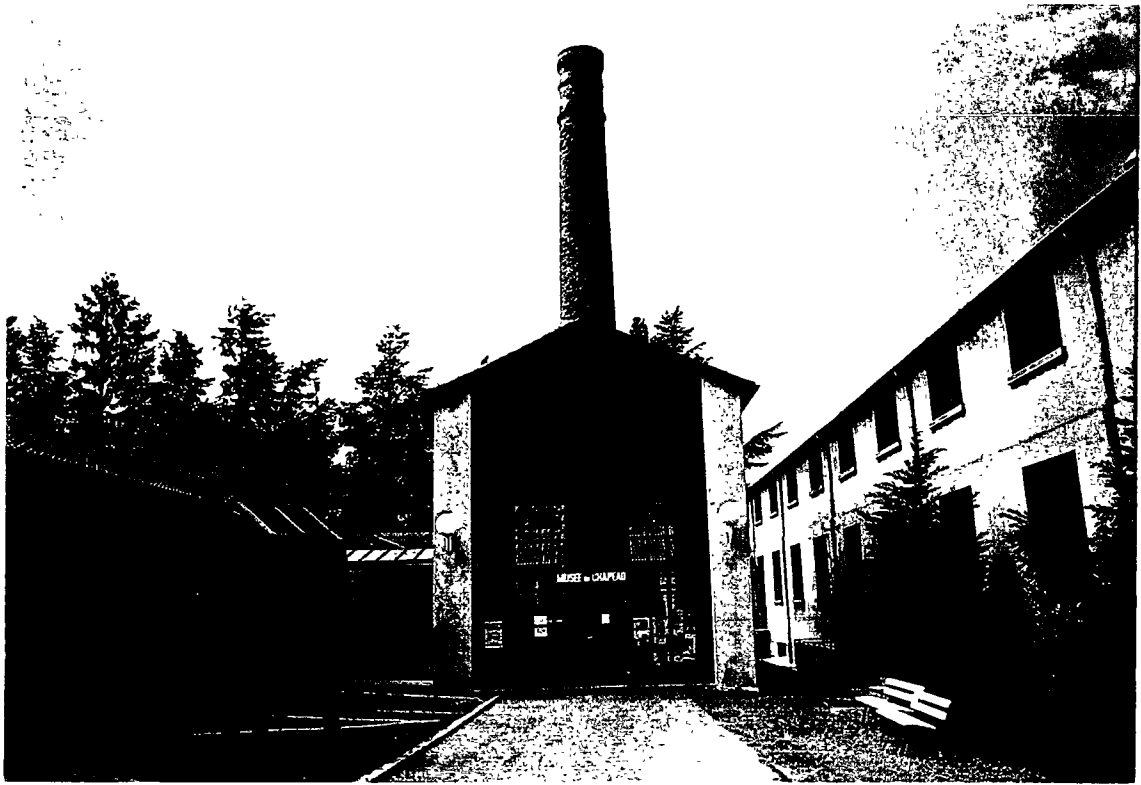
*Quand une société se dote d'un écomusée "(...)c'est pour mieux se connaître et se faire connaître, savoir ce qui la fonde, et analyser son présent(...)Disposer des moyens critiques pour connaître son passé et son présent, n'est-ce pas une condition de l'exercice démocratique ?"(2).*

Cependant, entre passé mythique et avenir utopique, l'écomusée de la troisième génération est ambigu : parfois à la limite du micro-nationalisme, l'"écomusée de la récession"(3) qui se cantonne au culte du passé, risque de noircir son image de marque. Lorsque des difficultés financières s'annoncent, un manque de crédibilité est fatal. Certains d'entre-eux échappent à ce portrait négatif. Le bilan national réalisé à la suite des premières rencontres des écomusées (l'Isle d'Abeau, 1986) fait état de vingt années d'expériences. Il met en valeur un foisonnement d'initiatives, des idées de financement, des

1. POULOT, Dominique. L'avenir du passé. Le Débat, mai 1981, n 12, p.114.

2. texte écrit par Philippe Mairot pour une plaquette de présentation des écomusées en France, Janvier 1990.

3. selon l'expression d'un journaliste



Le Musée du Chapeau



Foulage

opérations judicieuses et une grande variété. La "nouvelle muséologie", mouvement né en France dans les années 80, repose en grande partie sur la mise en exposition, outil de démocratisation et de communication. Face au musée élitaire, au musée-tombeau érigé en référence absolue, l'écomusée tire profit d'un mouvement qui fait appel à une autre conception de la gestion des lieux culturels. Pour assumer cet équilibre fragile entre conservation et animation, l'écomusée se transforme peu à peu en entreprise culturelle et doit faire preuve d'imagination.

*"L'écomusée doit être appréhendé comme une expérience constamment créatrice, pouvant se couler dans les statuts les plus divers, échappant aux règles administratives traditionnelles mais entretenant avec un grand nombre de partenaires, administration comprise, une relation génératrice de connivence et bénéficiant d'un soutien financier, administratif et technique qui respecte son originalité"(4).*

De la qualité des animations, de l'accueil, des infrastructures touristiques dont l'écomusée dispose dépend son succès auprès du public. Pour certains écomusées, les visites annuelles stagnent, pour d'autres ces dernières années sont révélatrices d'un véritable engouement de la population. Une situation géographique favorable, un effort de promotion, une bonne gestion financière induisent une réussite certaine.

Nous avons choisi d'illustrer ce chapitre avec quelques fiches signalétiques d'écomusées français.

#### Le musée du chapeau de Chazelles-sur-Lyon

C'est un musée contrôlé, de statut associatif (loi de 1901) ouvert au public depuis 1983. Un conservateur, une secrétaire, quatre animateurs à temps partiel, deux ou trois bénévoles ou stagiaires en constituent le personnel. Etalé sur plus de 2000 m<sup>2</sup> l'écomusée comprend des salles d'exposition temporaire et permanente, des réserves, des locaux pour l'administration, la documentation, l'informatique. Les budgets d'investissement (65 000 francs) et de fonctionnement (500.000 francs) étaient en 1985 (5) répartis entre la commune (50%) le département (16%) et la DRAC pour des aides ponctuelles (expositions...). Environ 59% constitue la part d'autofinancement.

Installé dans une ancienne usine de chapellerie, le musée propose d'expliquer au public la technique de fabrication

4. QUERRIEN, Max. Op. Cit. p.10

5. seuls chiffres disponibles



*Lewarde - L'intérieur du Centre historique minier*



*Fontenay-sur-Creuse - Musée de la Chemiserie dans l'écrin d'une usine.*

du chapeau de feutre de luxe. Un diaporama diffusé en continu présente la vie quotidienne des ouvriers et l'histoire de l'industrie locale : ses heures de gloire (jusqu'à 2500 ouvriers dans 28 usines fabricant des chapeaux exportés dans le monde entier) et sa disparition à l'après-guerre. Les goûts et les modes évoluant, il ne reste plus qu'une usine à Chazelles-sur Lyon depuis 1976.

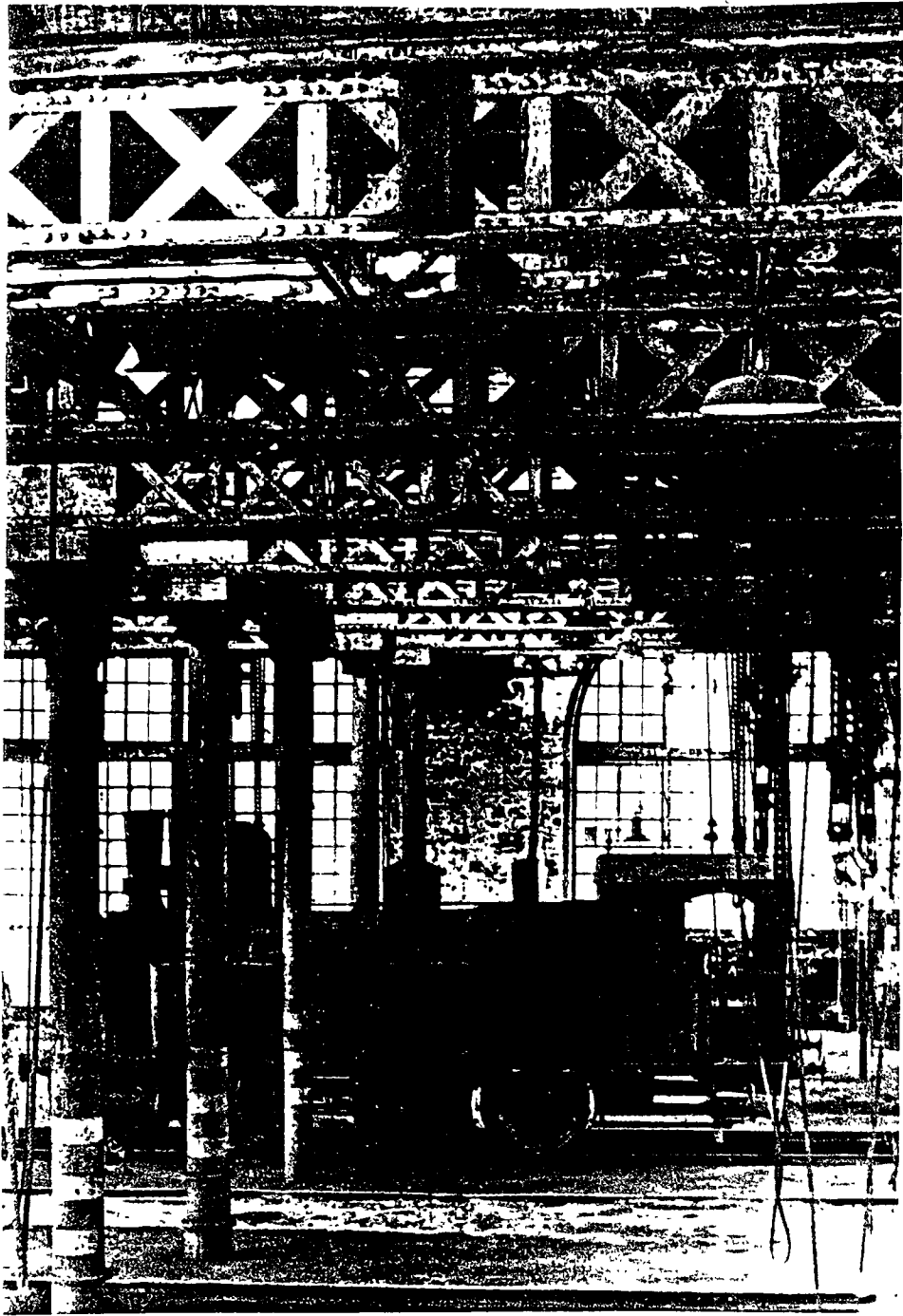
L'espace a très bien été aménagé : la reconstitution des différents postes de travail restitue la chaîne de fabrication. D'anciens ouvriers procèdent à des démonstrations de mise en forme du feutre en réutilisant les machines traditionnelles. L'exposition permanente présente une collection thématique et chronologique de chapeaux et quelques coiffes célèbres. De façon temporaire sont aussi exposés des modèles de modistes contemporains. A la visite guidée succède la projection d'un vidéodisque sur l'évolution du couvre-chef, du Moyen-âge à nos jours. Des modèles "faits-maison" sont en vente à l'accueil.

### L'écomusée du Nord-Dauphiné

Installé dans la Maison Levrat, ce musée contrôlé de statut associatif a ouvert ses portes en 1981. Un conservateur, deux ethnologues, une documentaliste, une secrétaire, un enseignant à disposition pour le service éducatif, quelques stagiaires et un objecteur de conscience forment une équipe très active. Car, si les espaces et les expositions elles-mêmes (à Villefontaine et Pont-de-Chéruy) sont très mal mises en valeur, si certains audiovisuels manquent de finesse, le travail de recherche et vraisemblablement l'animation pédagogique sont bien développés (banque de données audiovisuelles; circuits de tourisme industriel, publications; inventaires et monographies de sites liés à la métallurgie du fer dans le Dauphiné...). Des machines, de l'outillage et des échantillons de l'histoire industrielle sont conservés dans un espace de plus de 2300 m<sup>2</sup> (salles d'exposition et administration comprise).

En 1985, le budget de fonctionnement s'élevait à 2 millions de francs (pris en charge à 7,5% par les communes, 27% par le département, 41% par l'Etat, 11,8% par des partenaires privés; 12,7% correspondait à l'autofinancement). Le budget d'investissement s'élevait à 220.000 francs.

Etudier, préserver, enrichir, communiquer, présenter et animer le patrimoine Nord-dauphinois sont les missions de l'écomusée. Les façons de vivre et de travailler, hier et aujourd'hui sont présentées...mais sans conviction.



*Le ineuset : la halle des grues et locomotives*

---



## L'écomusée du Creusot

Musée associatif contrôlé, l'écomusée du Creusot fut créé en 1973 pour mettre en valeur le patrimoine industriel de la communauté urbaine du Creusot-Montceau-les-mines. Première tentative de mise en application de la "définition évolutive de l'écomusée" selon Georges Henri Rivière, le Musée de l'homme et de l'industrie n'a pas toujours pu s'y tenir...et a connu des difficultés depuis 1985. En effet, la participation active de la population n'est plus guère développée. Cependant, les universitaires tirent toujours profit d'une importante documentation et d'une riche collection de témoignages de la mémoire ouvrière et d'archives industrielles.

L'écomusée est installé dans le Château de la Verrerie, une ancienne manufacture de cristaux (1787). Acheté en 1832 par les établissements Saint-Louis et Baccarat, le château devient la résidence d'Eugène Schneider, propriétaire des forges du Creusot en 1837.

Les collections permanentes sont représentatives de l'évolution des techniques et des modes de vie à partir du XIXème siècle. Des documents, outils, produits, photographies...illustrent l'histoire industrielle de la région. La maquette animée des forges du Creusot réalisée au début du siècle par un ouvrier et proménée de foire en foire à l'époque est la plus belle pièce du musée et la plus vivante! A elle seule, elle symbolise la mémoire ouvrière du Creusot.

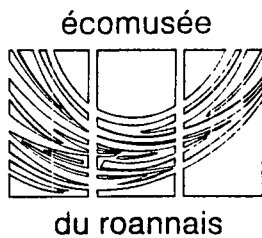
L'organisation de classes "patrimoine" est courante tout au long de l'année. Des expositions temporaires axées sur la production industrielle contemporaine (design...) complètent la visite de ce lieu de mémoire...la mémoire des pionniers de l'archéologie industrielle!

L'écomusée du Creusot aura permis la sauvegarde de plusieurs bâtiments industriels, la création d'inventaires et d'audiovisuels, grâce au soutien des collectivités locales et régionales, de l'Etat et d'entreprises privées.

Une nouvelle équipe de direction réfléchit, à l'heure actuelle, à la reconception et à la "réactivation" de l'écomusée.

## L'écomusée du Roannais

En plein coeur d'une vieille région textile, l'écomusée du Roannais (contrôlé, associatif) présente sur 650 m<sup>2</sup> une exposition permanente dont le thème est l'histoire ethno-économique du Roannais textile de 1850 à nos jours. Créé depuis 1982, "L'Association a pour but d'assurer à l'intérieur de son espace géographique les fonctions de recherche, de préservation, de conservation et de promotion des patrimoines naturels, culturels, ethnologiques, sociaux, industriels et



**TOURISME  
INDUSTRIEL**

Passage Général Giraud  
42300 Roanne  
Tél. 77.71.31.88

L'Écomusée du Roannais organise à la demande, des Circuits de Découverte Économique pour les groupes.  
(agrément tourisme 24 2005)

Ces circuits permettent une approche globale de la région roannaise à travers son histoire économique et sociale et une sensibilisation à la lecture du paysage industriel.

Ils s'appuient sur différents éléments concrets : bâtiments : habitation, lieux de production, infrastructure, bâtiments reconvertis, etc..., musées techniques, usines...

De nombreuses entreprises ont accepté d'accueillir les groupes de l'Écomusée donnant ainsi une image dynamique de l'industrie roannaise.

*Vous faire passer une agréable journée en Roannais :  
tel est notre but !*

*Nous vous proposons de découvrir l'histoire de cette région  
et ses paysages.*

*Afin d'approcher concrètement la vie économique, nous  
vous ferons **VISITER UNE USINE** roannaise.*

*Vous pourrez aussi **acheter des produits** directement à  
l'usine : vêtements en maille, linge éponge, apéritifs et  
liqueurs, etc.*

*Contactez-nous. Nous établirons avec vous un circuit selon  
vos désirs.*

*A bientôt, en Roannais !*

*immobiliers. L'Association participera à l'émergence d'une identité culturelle régionale et contribuera au redéploiement économique. Le territoire de l'Ecomusée comprend l'arrondissement de Roanne, les Monts du Beaujolais et de Tarare, et les régions avoisinantes"(6).*

La vie du musée tourne autour de publications, montages audiovisuels, recherches documentaires, enquêtes orales, sauvetages de matériel de production, d'archives d'entreprises et d'échantillons textiles. Le musée organise des circuits de tourisme industriel et des expositions temporaires. A ces activités s'ajoutent la constitution d'une tissuthèque (collections d'échantillons de tissus chaîne et trame recouvrant l'intégralité des productions textiles roannaises) et la volonté de "tisser" des relations privilégiées avec le milieu des universités et des entreprises.

En 1985, l'écomusée s'autofinçait à 5,07% (vente de produits). Le budget de fonctionnement (718.000 francs) était réparti entre les communes (26,12%), le département (14,56%) et l'Etat (54,25%). La part d'investissement s'élevait à 210 000 francs.

Depuis 1987 l'écomusée du Roannais est installé dans un bâtiment industriel reconverti.

### L'écomusée de Haute-Alsace

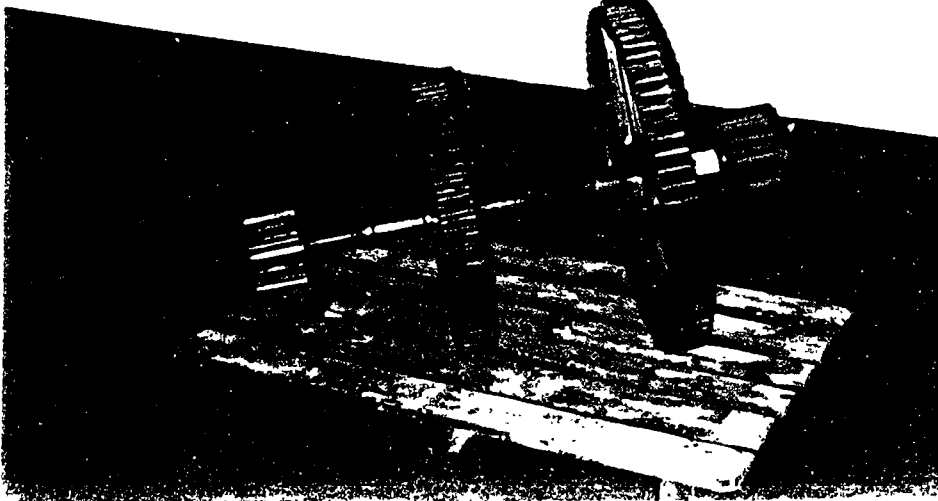
Dans la plus pure tradition britannique puisqu'y est reconstitué un village entier condamné à disparaître, l'écomusée de Haute-Alsace a été créé en 1980 (contrôlé, associatif). Une cinquantaine de maisons rurales ont été transférées sur un espace qui constitue aujourd'hui le plus grand musée de plein air français. Véritable entreprise culturelle (239 145 visiteurs en 1989) elle emploie 164 personnes réparties en de nombreux secteurs : construction de bâtiments, animation, artisanat local, restauration (alimentaire!), hôtellerie, prise en charge de classes "patrimoine"...

Promenade dans le temps qui débute au XIIème siècle, découverte des métiers d'antan, un passage dans un quartier industriel urbain est prévu dans les quelques années à venir. Il forme la première tranche de la "rue du XXème siècle" dans laquelle sera reconstitué un tissage alsacien (300 métiers et le contexte du travail ouvrier à la fin du XIXème siècle) dans un bâtiment à sheds de 1850.

Les financements proviennent du Conseil Général de Haute-Alsace (14,4 millions de francs), de la Région Alsace (4,4 millions de francs), du Ministère de la Culture (3,7 millions de francs), d'autres collectivités et organismes publics (1,7 millions de francs), du mécénat d'entreprises (4,4



*The Coalport China Works, part of the Ironbridge Gorge Museum.*



*culture et Technique:  
exposition "l'aper et  
l'esprit moderne" à  
Genève.*

---

millions de francs) et d'emprunts (8,1 millions de francs). L'autofinancement s'élevait grâce aux ventes de produits et à la restauration, à 18 millions de francs en 1989.

D'autres écomusées en France, se chargent de la mise en valeur du patrimoine industriel : nous citerons l'Ecomusée de la région Fourmies-Trelon et le Centre historique de Lewarde.

A Genève, a été fondé un Musée du patrimoine industriel; à Pavie, un musée d'archéologie industrielle est en projet; des expositions circulent à Bologne; en Belgique et aux Etats-Unis de nouveaux centres se créent. L'Angleterre est pionnière de ce mouvement de muséalisation de l'industrie avec l'"Iron Bridge Museum". Dans les années soixante-dix, un musée ouvrait toutes les deux semaines. A Bradford, Manchester, Liverpool, le patrimoine industriel est vivant.

"L'avenir du passé est ainsi, d'abord, une politique nationale. La muséologie, la sauvegarde des monuments, l'apposition de plaques commémoratives reposent sur une même croyance en l'efficacité de symboles visibles pour conduire l'esprit des visiteurs ou des passants à l'invisible, c'est-à-dire à l'histoire. C'est l'orgueil, local ou national, la volonté de commémoration, le souci d'éduquer, le désir de protéger la beauté ou le sens d'un endroit (qui peut par ailleurs attirer des visiteurs) qui assurent, à travers le monde, l'avenir du passé, d'un passé. Ce passé-là est érudit ou artistique, bref, il est noble; il est positif, en ce qu'il annonce ou prépare le progrès actuel; il est visible, soit parce que c'est le lieu d'un événement ou d'un homme, soit parce que c'est un objet. L'avenir du passé a longtemps été lié à un système de valeurs cohérent, le souvenir national. C'est-à-dire à un tri. Aujourd'hui, tous les passés ont, dit-on, leur avenir. Mais ce "progrès" a quelque chose d'inquiétant : il reflète la fin de l'unanimité dans les critères de choix d'un passé. Et si l'on n'oublie plus rien, de quoi se souvenir?"(7).

maison



25, Route de Vaulx - VILLEURBANNE

le 13 Juin 1936

19 (13 Juin 1936)

Monsieur le Maire de Villeurbanne

Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous informer que les Etablissements LAPERROUSAZ sis à VILLEURBANNE, 25, route Vaulx, dont nous sommes patrons sont illégalement occupés depuis le 13 Juin 1936, dont le personnel, qui, après s'être mis en grève, a refusé de quitter les lieux du travail.

Dans ces conditions, je vous prie de prendre dès maintenant toutes mesures utiles pour assurer le maintien de l'ordre et le respect éventuel de la liberté du travail.

Je dois devoir rappeler qu'aux termes de la loi municipale du 5 Avril 1884 et des lois ultérieures qui l'ont modifiées ou complétées, la responsabilité de la Commune et celle de l'Etat serait engagée par tout dommage causés tant aux personnes qu'aux biens, à l'occasion de la grève.

Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

### II.2.3 LA MEMOIRE PAR LES TEXTES : GESTION D'ARCHIVES D'ENTREPRISES

*"Les archives des entreprises sont un ensemble immense, pour lequel presque tout reste à faire. L'enjeu est important puisque c'est la mémoire de la civilisation industrielle qui est en cause" (1).*

En constituant des services d'archives spécialisés il y a déjà plus de dix ans, les plus grandes sociétés françaises, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Total CSP ont reconnu la valeur documentaire des archives d'entreprises. Sources irremplaçables pour l'histoire des techniques, l'histoire sociale, l'histoire économique, les archives ont aussi un rôle stratégique dans l'entreprise dont elles valorisent la "culture". Si l'organisation des services d'archives d'entreprises a bien été définie toutes ces dernières années, l'étape de la collecte est encore hésitante. En France, elle se caractérise par une dispersion dans de nombreux organismes publics ou privés, dépôts d'archives ou non (écomusées; musées techniques; bibliothèques syndicales; collectionneurs privés; centres de documentation scientifique et technique...).

Avec la création du premier centre interrégional des archives du monde du travail, antenne spécialisée des Archives nationales à Roubaix, avec la mise en oeuvre du CERARE (2) à Mulhouse, mêlant approche économique et patrimoniale, une première étape de sensibilisation à l'égard du public est franchie. Il ne reste plus qu'à coordonner tous les efforts en un réseau organisé!.

#### Les Archives du monde du travail à Roubaix

Les archives du monde du travail sont *"l'ensemble de documents qu'ils soient de nature publique ou privée, nés des activités économiques et sociales d'une région"*(3). Le premier centre interrégional d'archives du monde du travail sera tout naturellement réalisé dans l'un des *"lieux les plus significatifs de la mémoire industrielle, sociale et commerciale de notre pays"*(4), la région Nord-Pas-de-Calais.

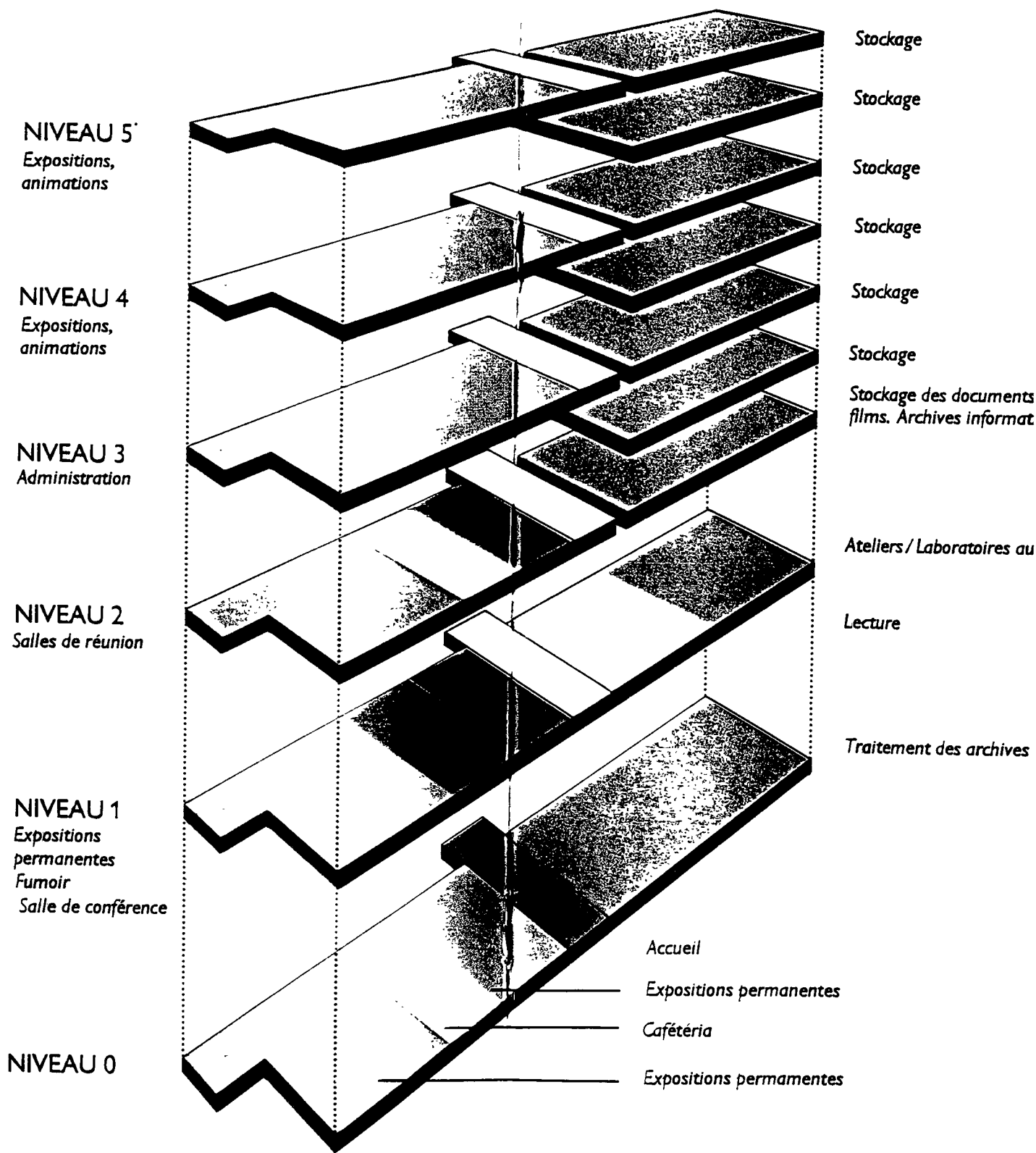
Le programme de 1983 soulignait le besoin de traiter le problème des archives du monde du travail dans son ensemble et la volonté du Ministère de la Culture de le soutenir financièrement. Sur cinq centres régionaux prévus dès septembre 1983, un seul, le projet de Roubaix sera à même d'ouvrir ses portes en 1992. Des complications entraînant un dépassement budgétaire (plus de 65 millions de francs) en font une expérience unique.

1. QUERRIEN, Max. Op. Cit. p.105.

2. Centre Rhénan d'Archives et de Recherches Economiques

3. in plaquette de présentation du Centre des Archives du Monde du Travail, 1990.

4. ibid.



*Répartition des services dans le Centre des Archives du  
Mouvement du Travail à Roubaix - Projet -*



Choisir, en accord avec une municipalité, un symbole de l'industrie pour lieu de conservation et de diffusion de la mémoire industrielle est sans précédent en France. La ville de Roubaix, décidée à restructurer son centre a réalisé les avantages de la reconversion de la filature Motte-Bossut en un double projet : un centre des archives et un centre de la communication.

Dans un bâtiment aussi vaste, des contraintes architecturales d'organisation de l'espace ont entraîné une totale reconception du projet et une augmentation des coûts : élargissement des structures et des fonctions du centre; innovation dans le traitement des archives (outillage automatisé; informatisation) et multiplication des équipements culturels (étalés sur plus de 3000 m<sup>2</sup>). Sont prévus des salles de conférences et de réunions, des lieux d'expositions, des salles d'animation, une cafétéria... La médiathèque réunira une documentation sur le thème du *Temps de mutations*. Enregistrements sonores, films documentaires, ouvrages spécialisés seront réunis et mis à la disposition du public. La partie dépôt d'archives proprement dite comportera 50 kilomètres linéaires de rayonnages, un atelier de restauration et une salle de lecture de 50 places. Promouvoir la culture scientifique et technique, élargir le public potentiel des archives, fonctionner en un réseau dynamique grâce à un partenariat avec les acteurs culturels régionaux, les universités et les entreprises, former à la gestion des archives du monde du travail, "*participer au développement et à la vie culturelle de la région, en lui apportant la dimension essentielle de mémoire*"(5) sont les missions que se donne le futur centre-pilote dans le cadre de l'Europe de 1992.

#### Le Centre Rhénan d'Archives et de Recherches Economiques (6)

Dans un contexte mulhousien très favorable à la diffusion d'une culture scientifique et technique (Musée français du chemin de fer; Musée national de l'automobile; Electropolis; Musée du papier peint...) est créée en 1983, l'association du CERARE. Soutenue par la direction des Archives de France par le biais de la charte culturelle d'Alsace, l'association a pour membres fondateurs la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mulhouse et de Belfort, la Chambre des métiers d'Alsace, la ville de Mulhouse, l'Université de Haute-Alsace. Elle a pour conseillers techniques, les Archives départementales du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et du Territoire de Belfort, les Archives municipales de Colmar et de Mulhouse.

Le CERARE a pour buts de prendre en charge les archives économiques menacées de destruction et de les valoriser auprès de la collectivité régionale, de conseiller et de former les personnes responsables des archives dans les

5. *ibid*

6. présentation s'inspirant de l'étude de Catherine Krebs. La gestion des archives d'entreprises : un enjeu économique et patrimonial. Villeurbanne : mémoire de l'ENSB, 1989.

entreprises, de stocker et gérer leurs archives dans des locaux appropriés. Pour cela, le CERARE, inauguré en Décembre 1986, dispose de 760 m<sup>2</sup> équipés de 3,4 km de rayonnages. Un directeur, une responsable commerciale, un technicien d'archivage et une secrétaire en constituent le personnel permanent. Soutenu financièrement par l'Etat, la Région et le Département, le CERARE obtient de façon irrégulière, des subventions du Ministère de la Recherche et de la Technologie, du Ministère du Commerce, du Tourisme et de l'Artisanat, de la DATAR, de la Fondation de France...A l'origine, il était prévu que le CERARE s'autofinance à moyen terme grâce à des prestations de services aux entreprises (formation de personnel, location d'espaces de stockage...). On comprend la complexité d'une telle démarche commerciale. Elle sous-entend une véritable transformation de l'entreprise dans sa manière d'aborder ses archives historiques. Payer un organisme pour trier, classer, stocker ou gérer des documents considérés comme inutiles et encombrants demande de la part de l'organisme en question beaucoup de conviction et d'efficacité. Les arguments économiques du CERARE (archives mal classées = perte de 600 francs par document à reclasser) dissimulent les arguments patrimoniaux (conservation, diffusion et recherche) propres aux services publics d'archives. Se placer le plus près possible des préoccupations immédiates des entreprises apparaît comme une donnée fondamentale pour la réussite des futurs centres d'archives économiques.

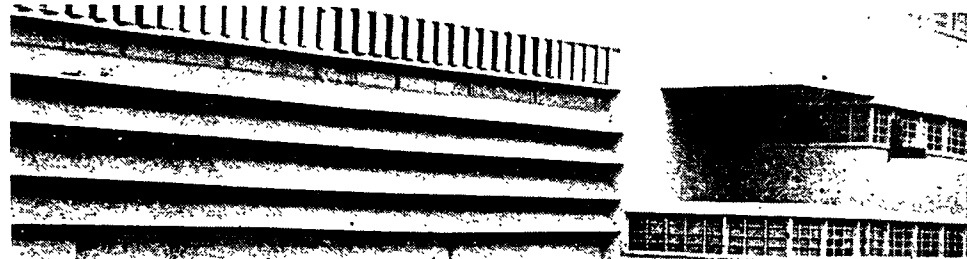
Si dans une première phase, la location d'espace de stockage est une nécessité, la croisade de sensibilisation (formation, marketing...) devrait aboutir à une "sauvegarde naturelle des fonds d'entreprises". Les rayonnages du CERARE seront alors réservés aux fonds remarquables, aux échantillons représentatifs, véritables outils pour la recherche de demain. Offrir des sources inédites et riches, susceptibles d'éclairer l'histoire économique et sociale d'une région dans un contexte universitaire et muséographique favorable, est l'objectif que se donne le CERARE à moyen terme. Pour compenser l'absence de services spécialisés dans les dépôts d'archives départementales, le CERARE proposerait, avec la souplesse d'une structure associative, de favoriser la recherche et l'animation culturelle au sein d'un réseau régional très bien structuré.

Aujourd'hui le CERARE envisage une collaboration avec des organismes publics et para-publics. Cette solution s'avère indispensable pour pallier à l'insuffisance de l'autofinancement après cinq ans de fonctionnement. Les bénéfices d'une telle entreprise sont loin d'être immédiats et les subventions sont allouées de façon irrégulière. Pourtant, le CERARE bénéficie d'une reconnaissance régionale car il a déjà fait ses preuves en tant que lien entre le monde économique et le monde scientifique.

Travail de  
Henri Poulcal,  
1919



A nous la  
liberté,  
René Clair,  
1931



Le jour se  
lève  
Marcel Carné,  
1939



## La Mémoire par les images

### \*images animées

A l'exception des Archives départementales de la Drôme et du Calvados et bien sûr de l'INA, la collecte de documents audiovisuels n'est pas du tout systématique en France. Quelques musées techniques ("La Villette"), des centres de recherches, certaines bibliothèques tentent de réunir des fonds thématiques. Seules la vidéothèque de Paris et la vidéothèque régionale de Toulouse y parviennent vraiment. Tout reste à faire dans le domaine de la mémoire industrielle. Le Centre des archives du monde du travail à Roubaix a bien l'intention de réunir des documents audiovisuels (fictions et documentaires). Mais les obstacles que représentent les coûts des copies et les conditions de conservation n'encouragent pas le développement d'initiatives originales. Là encore, la mise en place de réseaux d'échanges et de coopération entre dépôts d'archives à l'image des réseaux inter-bibliothèques est nécessaire. La culture scientifique, technique et industrielle a besoin de sources qu'elle n'a pas toujours les moyens de s'offrir.

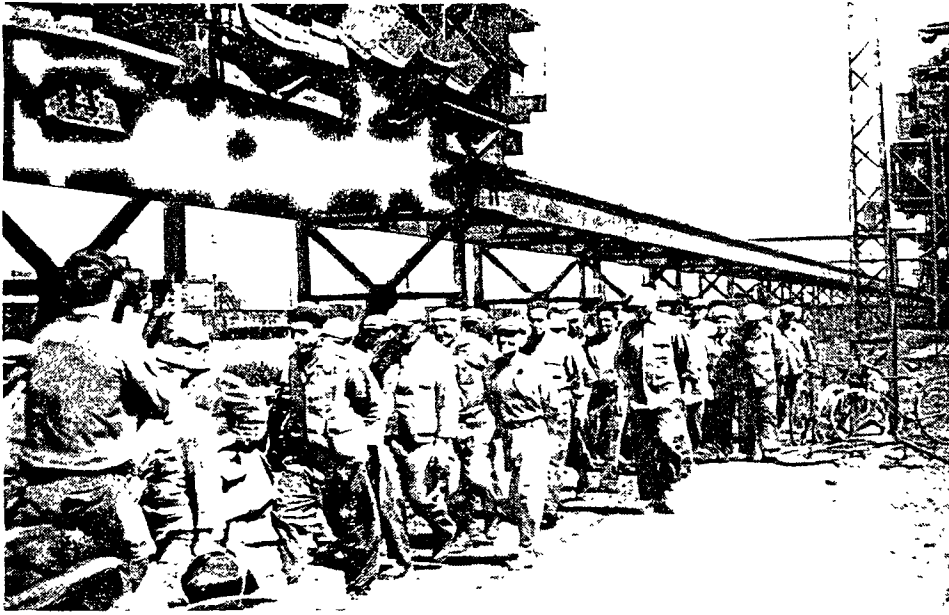
En l'absence d'exemples de mise en valeur de fonds audiovisuels en rapport avec l'activité industrielle, nous citerons une expérience qui a pu jouer un rôle de sensibilisation auprès du public.

### **Les rencontres de Nantes : 26,27,28 Janvier 1984**

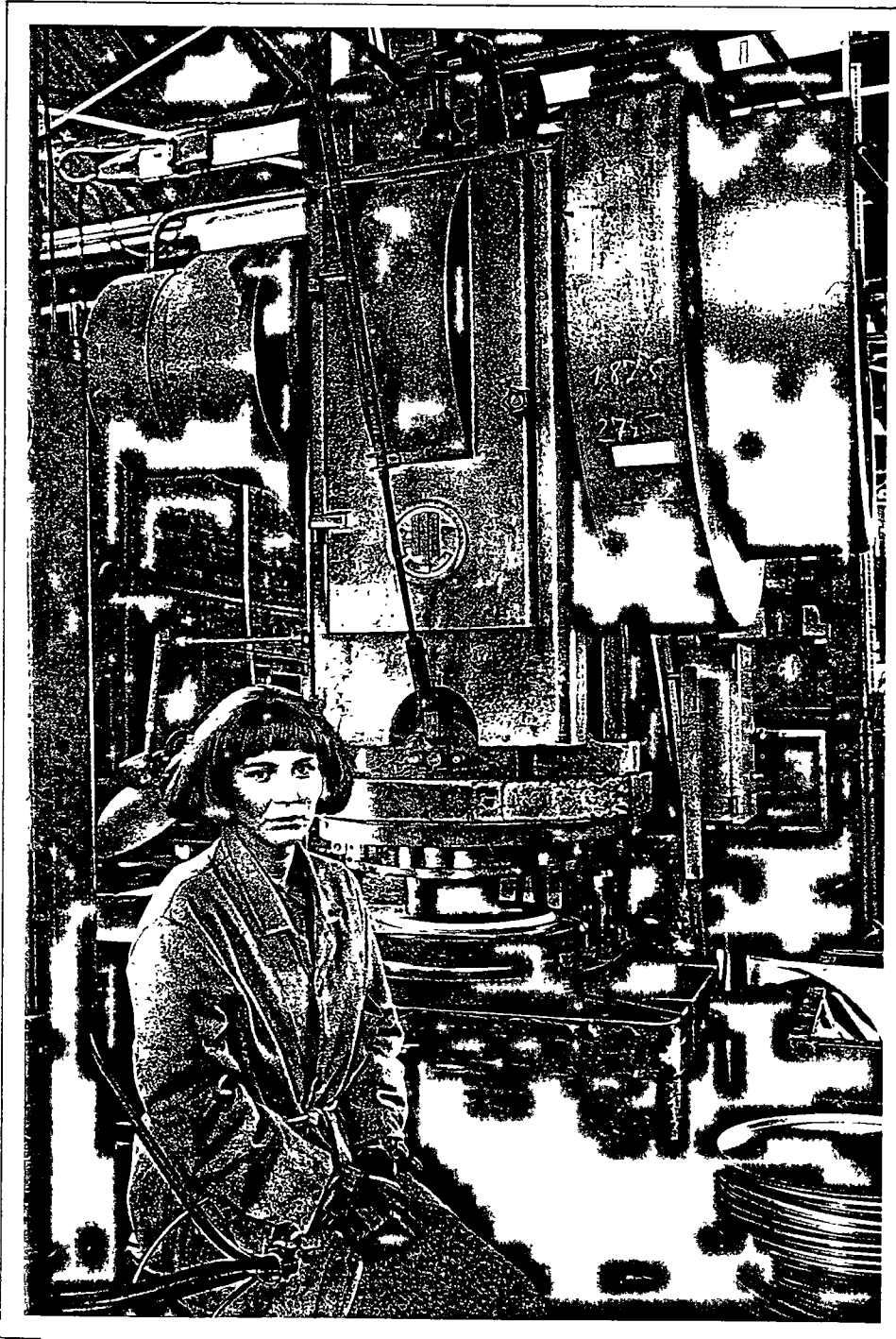
A l'origine de ces rencontres, il y a la prise de conscience des enjeux et de l'intérêt d'une appropriation de l'audiovisuel par le monde ouvrier. Syndicats, comités d'entreprise, mouvements d'éducation populaire, instituts d'histoire sociale ont décidé de mener une réflexion autour de quatre ateliers : audiovisuel et patronat; audiovisuel et syndicats; audiovisuel, outil de communication des travailleurs dans l'entreprise; audiovisuel et mémoire collective. Des commissions traitant de la diffusion, de la production et de la formation des archives audiovisuelles alternaient avec des projections de films documentaires et de fiction. Les rencontres, organisées par le Centre de documentation du monde ouvrier et du travail ont fait l'objet d'une publication soutenue par le Centre de Création Industrielle du Centre Georges Pompidou.

A cette occasion, les problèmes posés par les conditions dans lesquelles la mémoire ouvrière est collectée ont été soulevés. Constituer les archives de demain, pour certains ouvriers, c'était forger les armes de la lutte syndicale; pour d'autres, c'était reconstituer la mémoire du monde du travail et l'utiliser à des fins de recherche ("....les ouvriers ne sont pas toujours en lutte"(7)). Quelques initiatives ayant pour objet de restituer l'histoire par le

7. in Audiovisuel et mouvement ouvrier : les rencontres de Nantes. Paris : CCI, 1985.



*Le rendez-vous des quais,  
Paul Carpita, 1953*



*Je t'ai dans la peau,  
Jean-Pierre Thorn, 1990*

témoignage ouvrier ont été citées (Association pour la préservation et l'étude du bassin de Longwy-Villerupt). D'autres initiatives tendent à faciliter l'accès aux documents dispersés. C'est le cas du réseau ARIA ouvert au public depuis 1984. Il repertorie par thème toutes les sources non intégrées dans les circuits de distribution classique, en collaboration avec l'INA et l'OVAREP (Observatoire des ressources audiovisuelles pour l'éducation permanente).

Face à des contraintes financières (coûts des reproductions) des contraintes techniques (manque de professionnels) et des inventaires en cours d'élaboration, le monde ouvrier lutte pour la reconnaissance de son identité à l'aide du message audiovisuel. Les films de fiction et documentaires présentés à l'occasion de ces rencontres ont fait l'objet d'analyses. Ces documents, assez faciles d'accès n'ont jamais été réunis dans une vidéothèque thématique. Il est vrai que ce festival fondait l'espoir que soit créée une Médiathèque *Mémoires Ouvrières*. Ce projet nous rappelle que le cinéma est un art populaire, riche d'enseignements sur la vie quotidienne des travailleurs.

*"Le sens d'un film (...) n'est pas dans sa vérité ou sa fausseté, mais dans sa persistance comme idée et dans sa popularité auprès du public...Il peut être considéré moins comme un miroir de la vie que comme un document de psychologie humaine, un témoin de l'esprit populaire"(8).*

#### \*Images fixes

En l'absence de réglementation imposant des versements d'archives photographiques aux Archives départementales ou communales, les fonds iconographiques sont en France, dispersés entre tous les organismes auxquels nous avons fait déjà référence (musées, bibliothèques, sociétés d'histoire locale, départements d'université...). Dans le domaine de la mémoire industrielle, seuls des inventaires comme celui de Michel Dreyfus (9) ou des guides de Musées scientifiques et techniques sont à même de renseigner ponctuellement le chercheur. Mais les fonds sont rarement organisés thématiquement en raison de leurs origines diverses (collections; illustrations de dossiers administratifs; photographies de presse, d'expositions; affiches; cartes postales...). Les Archives départementales de Loire-Atlantique et du Val de Marne, les archives communales de Montbéliard, constituent d'importants fonds iconographiques généraux. Plus spécialisé et situé à l'échelon national, le service photographique de la direction du patrimoine se charge de l'inventaire des bâtiments industriels classés. Dans un prochain avenir, le Centre des archives du monde du travail à

8. Frank Capra, cité par Georges Sadoul. Dictionnaire des cinéastes. Paris : Seuil, 1965.

9. DREYFUS, Michel. Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France. Paris : Editions Ouvrières, 1987.



*soupe populaire à Villeurbanne, 1934*



*Des résistants villeurbannais dans le quartier des Poulettes.*

Roubaix, se dotera d'un fonds photographique représentatif de l'activité industrielle en Nord-Pas-de-Calais.

L'expérience de l'association "Mémoire de la Drôme" est révélatrice du nouveau regard qui est porté sur des sources longtemps négligées. Pour compléter l'important fonds général dont dispose l'association, une rubrique "monde de l'industrie" est envisagée dans le fichier thématique. En cela "Mémoire de la Drôme" nous intéresse plus particulièrement.

### "Mémoire de la Drôme"

Deux structures, l'APIAV (10) et les Archives départementales de la Drôme sont à l'origine de cette association. Elle est fondée en 1985 avec l'aide du Conseil Général et du Centre départemental de documentation pédagogique. Pour mettre en valeur et diffuser le fonds iconographique collecté par les Archives depuis 1981, deux personnes salariées (11), des stagiaires en cours d'études de documentation et des amateurs se répartissent le travail entre trois services : collecte, réalisation d'exposition et contacts; documentation, identification et catalogage; photographie (développement et prise de vue).

Installée dans les locaux des Archives départementales à Valence, l'association bénéficie d'avantages techniques non négligeables. Elle dispose d'un budget de 850.000 francs en 1989, financé par le Conseil régional, la DRAC, les Archives nationales, le Département, le CNRS et la ville de Valence.

Les missions principales de "Mémoire de la Drôme" sont la récupération des clichés sur les activités locales et leur catalogage pour en faciliter la diffusion. 5000 négatifs sont collectés chaque année grâce aux contacts pris avec la presse locale (Dauphiné Libéré, Peuple Libre...) et les collectionneurs. Tous les documents sont reproduits : un négatif est conservé; un contact est mis sur fiche. Le fonds comporte aujourd'hui 27000 photographies classées par thème, lieu géographique et personnalité. L'informatisation du fichier est prévue dans les années à venir.

Pour "Mémoire de la Drôme", constituer la mémoire locale est une oeuvre collective. Ses objectifs et ses méthodes se rapprochent de ceux des premiers écomusées. André François, Président de l'Association, relate dans *Bloc-Notes*, le journal d'information :

*"...La dernière assemblée générale a proposé à ses adhérents une activité précise et facile à mettre en oeuvre : photographier dans un même secteur géographique (le quartier, le village, le canton) des paysages, des activités ou des événements exceptionnels.(...) Certains ont peut-être fait des*

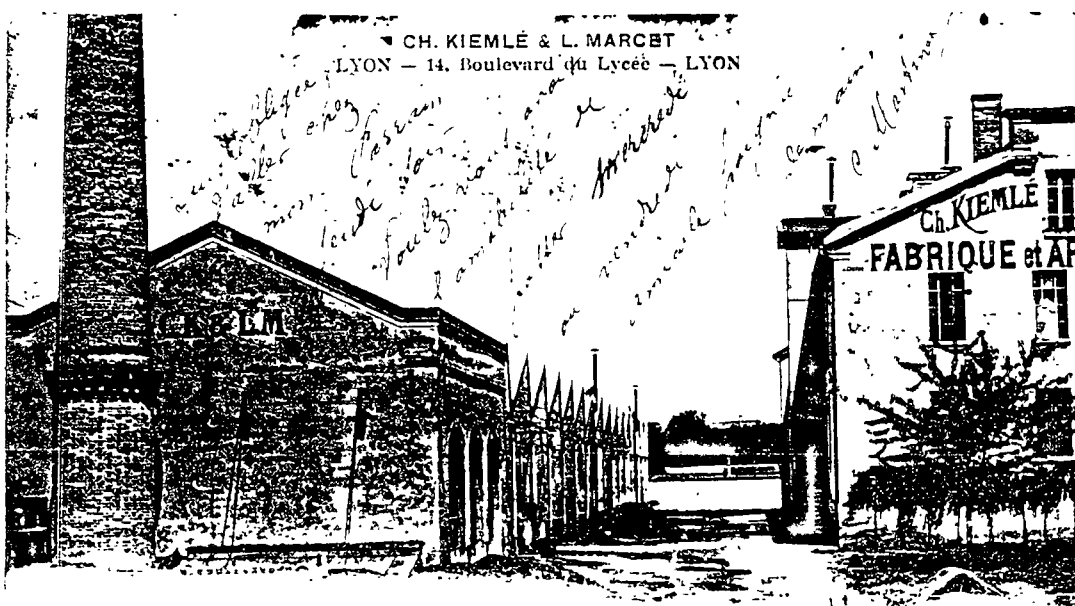
10. Agence de production et d'intervention audiovisuelle

11. Un responsable, sociologue de formation; une documentaliste

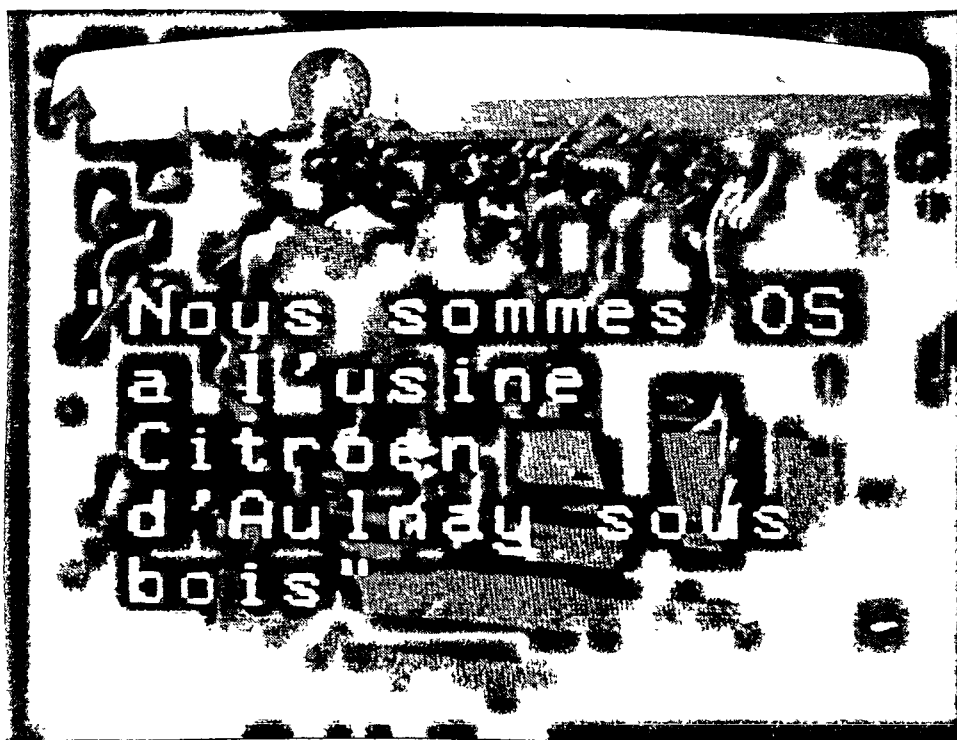




357. VILLEURBANNE. — Sortie des Usines Gillet



Vue extérieure de l'Usine de tissage des tulle à Villeurbanne (Rhône)



le mariage de  
Madame Litwén  
et de son neveu  
CGT.  
JP Lebel, 1982

photos sur les dernières campagnes électorales; elles intéressent l'Association : elles sont un des éléments du patrimoine départemental".

Parmi les animations culturelles produites par "Mémoire de la Drôme" en collaboration avec l'APIAV on peut citer un spectacle audiovisuel "Valence, ces années là..." présenté cet été à la bourse du travail de Valence. Il a été réalisé à partir de 1000 documents photographiques et 4 films d'époque. Au bout de trois mois de travail..."Vous pouvez enfin enfourcher votre machine à remonter le temps et partir pour découvrir 124 années de l'histoire valentinoise" (Jean-Paul Chiron, Conservateur-animateur de "Mémoire de la Drôme").

A l'enregistrement, l'indexation et la conservation sur cassettes des émissions de Radio France Drôme s'ajoute un travail de sauvegarde des archives d'entreprises. Quoi de plus normal pour cette association sérieuse et pleine d'imagination que de vouloir combler les lacunes de son fichier matière par l'exploitation de fonds riches en sources iconographiques.

### La mémoire par les voix

"L'intérêt que représente la vidéo par rapport au magnétophone c'est l'incursion dans le collectif, l'enregistrement de ce qui se passe dans un groupe, où le gestuel est tout aussi important que ce qui est dit directement.(...)On a vécu les choses collectivement; quand on y repense, on ne les raconte pas individuellement, on les raconte collectivement"(12).

Cependant, l'oeil de la caméra n'est pas toujours bien perçu par les interviewés. Un enregistrement sonore est généralement mieux accepté. C'est une technique encore peu employée sinon par le milieu universitaire. Quelques musées et services d'archives disposent de témoignages oraux réalisés occasionnellement sur des sujets pointus. Ainsi, au Mémorial de Caen, aux Archives communales de Metz, dans les services d'archives de l'Orne, des témoignages sur la deuxième guerre mondiale ont été collectés. Les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis recueillent les documents sonores et audiovisuels produits par différents établissements culturels dont le Centre régional du cinéma. Ce dernier travaille sur "la mémoire et les images de Seine-Saint-Denis". Des reportages importants ont été menés sur les grèves de l'usine Citroën d'Aulnay; ils entrent aux Archives avec les enregistrements sonores du Conseil général, des musées, bibliothèques et sociétés d'histoire locale.

Le conservateur du Musée d'art et d'industrie de Saint-Etienne enquête auprès des derniers tisserands pour

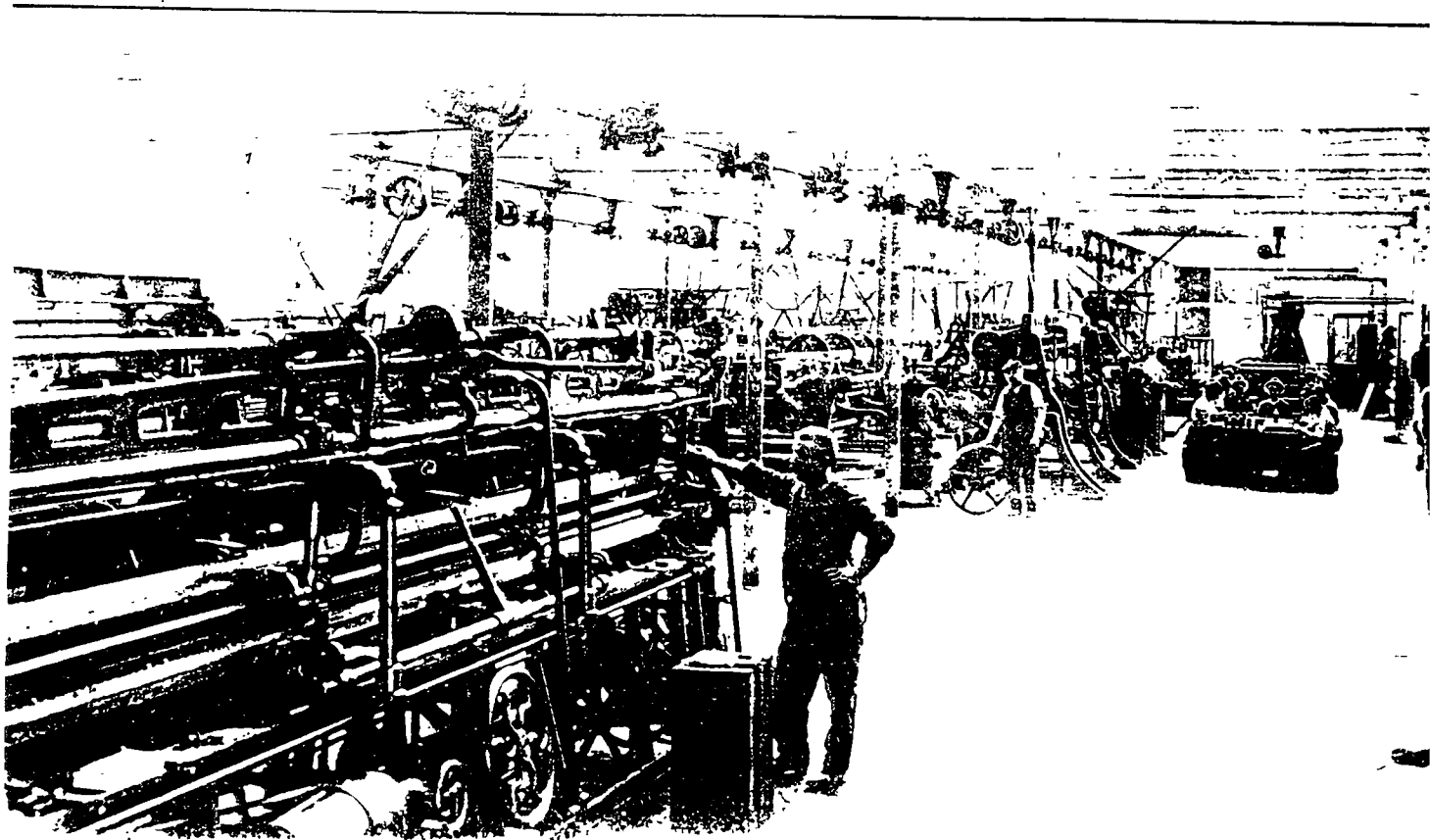
comprendre le fonctionnement des vieux métiers exposés au public. Les écomusées du Creusot, du Nord-dauphiné, de Chazelles-sur-Lyon ont fait appel au témoignage oral des ouvriers. Les enregistrements servent à la recherche historique et à l'animation culturelle.

Les thèmes les plus souvent abordés dans les enquêtes orales sont la résistance face au nazisme et l'histoire industrielle (artisanat, vie ouvrière...). Ces sources produites par les services d'archives viennent en complément des sources traditionnelles.

Le traitement archivistique des fonds sonores, les données techniques des enregistrements, leurs problèmes de conservation et de droits d'auteur ont été analysés lors des derniers colloques sur les archives audiovisuelles. Les perspectives ouvertes par l'apparition sur le marché du vidéodisque analogique et du disque numérique optique pour le stockage d'importants fonds sonores ont été rappelés à ces occasions. Comme pour *Vidéralp*, la mémoire visuelle de la région Rhône-Alpes, on peut imaginer que la mémoire sonore d'une région industrielle puisse, un jour, se trouver inscrite sur un support moderne en permettant une large diffusion.

En France, la mémoire industrielle est en cours d'élaboration. Son importance est perçue à tous les échelons de la recherche et de la culture. Des fonds se constituent pour répondre à une demande croissante en provenance des populations locales et du milieu universitaire. Fait significatif, la recherche sur les cultures techniques et le patrimoine industriel est développée dans de nombreuses institutions publiques et privées : Paris I, Paris IV, les universités de Lyon et de Rouen, l'EHSS, le CNRS, le CNAM, la cellule du patrimoine à l'inventaire général, les missions régionales d'ethnologie, les AMCSTI, le CILAC et l'université de Haute-Alsace (association MECADOCTE à Mulhouse).

Le "TOUT EST ART", "TOUT EST DIGNE D'INTERÊT", place les puits de mine à deux pas de Chenonceau.



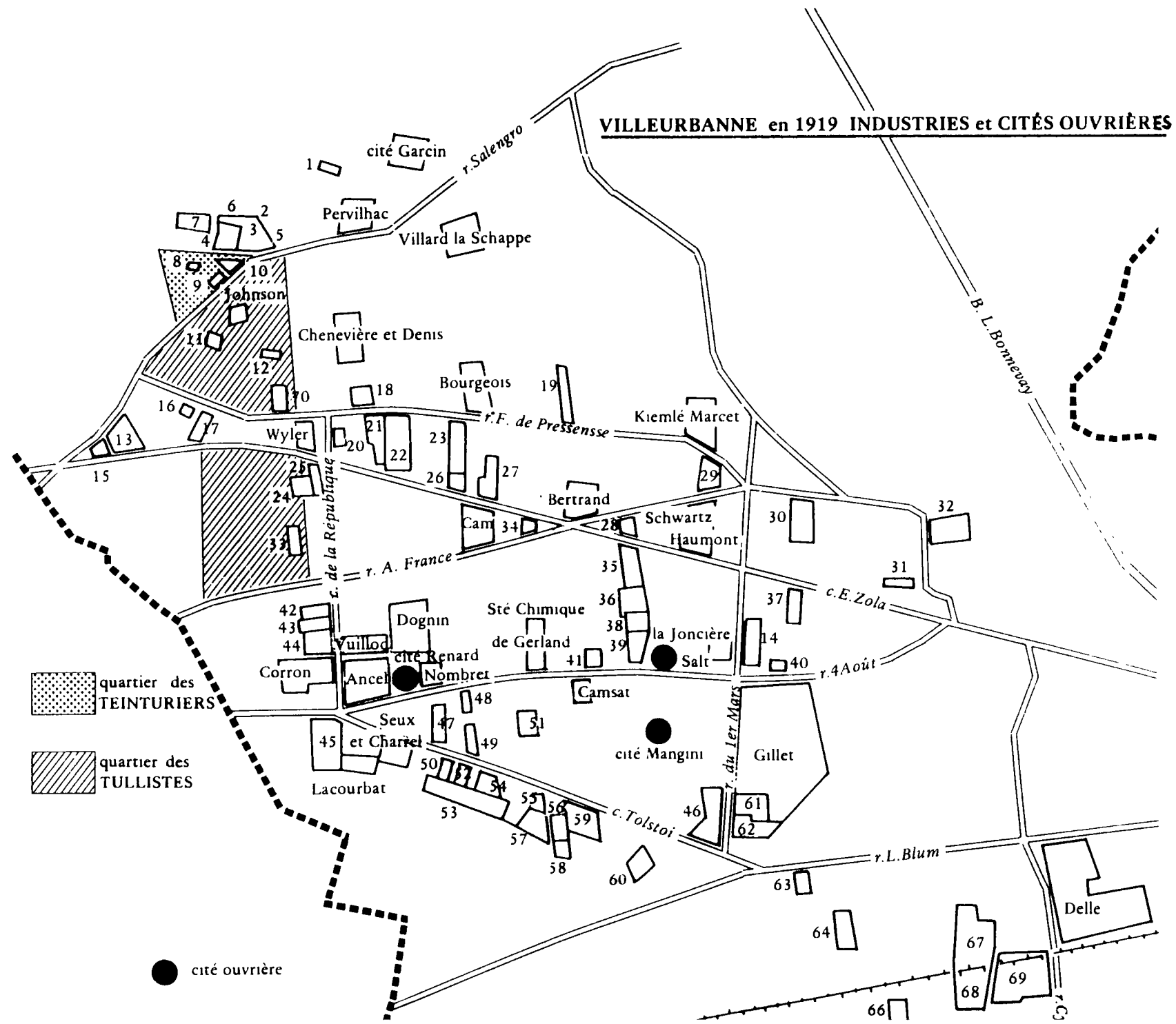
Vue intérieure de l'Usine de tissage des toiles à Villeurbanne (Rhône)

### **III. LE CAS DES ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE**

"La panne de transcendance' dont souffre l'Occident industrialisé, nécessite la réhabilitation des valeurs du patrimoine et de la création."

Guy Saez.

1. Teinturerie de la Doua
2. Jayr
3. Carillon
4. Bouillat
5. Chappard
6. Inoxy
7. Christophe
8. Chabert
9. Clerc Renaud
10. Bonnet
11. Brunner
12. Billon
13. Sté Ly. de Teinture
14. Gillet
15. Gillet
16. Mandier
17. Mantelier
18. Gendron
19. Lyon Alemand
20. Lamy
21. Boissier
22. Gauthier
23. Devay
24. Condemine
25. Bernheim
26. Lafourcade
27. Roche
28. Jallade & Gendre
29. Clerc Renaud
30. Giscard
31. Semanaz
32. Sté Velours & Peluches
33. Vahé
34. Teinturerie de la Rize
35. Ballaz
36. Jay
37. Mercier
38. Sombardier
39. Fil Dynamo
40. Romieux
41. Bouillet
42. Lacollonge
43. Lafond
44. Vignon
45. Sté de la Cité
46. Lacourbat
47. SA Moulinage
48. Guy
49. Rhonat
50. Cadot
51. Marchand
52. Bäele
53. Duparquet
54. Isaac
55. Mille
56. Picot
57. Birouard
58. Ramboz
59. Arnaud
60. Sté Cardage & Filature
61. Bocuze
62. Thiébaud
63. Coudurier
64. Sté Impression



### III. LE CAS DES ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE

#### III.1 PROBLEMATIQUE

Lorsque l'archive perd la mémoire, cela crée un malaise. Pourquoi, mais pourquoi donc les Archives, à Villeurbanne, ne préoccupent personne? Pourquoi cette course éperdue de la ville vers un avenir qui ignore le passé, malgré tous les discours, en dépit des promesses? Crise aigue d'existentialisme, des echos l'ont portée jusqu'au bureau du Maire. Monsieur Charles Hernu n'y était pas resté insensible. Son successeur, à la demande de Monsieur Jean-Paul Bret, Maire-adjoint, député et chargé de la Culture, pousse la réflexion, accepte que l'on s'y attarde.

Ainsi, pour une fois, l'occasion est donnée de faire croiser les destins d'une ville moderne et de ses archives, un temps pour les faire se rencontrer et peut-être, se comprendre. Car, d'où vient ce malaise sinon d'un manque d'intérêt pour les traces du passé? Est-ce une forme de honte ou plutôt un oubli? Quelle est donc la place des archives souhaitée par les acteurs politiques et culturels de Villeurbanne? Les réponses à ces interrogations contribueront à cerner le problème de l'avenir des Archives municipales.

Des études historiques sur Villeurbanne existent. Analyses sociales, études des structures urbaines, elles sont révélatrices de prises de positions affirmées par les municipalités qu'en réalité un seul défi occupe : celui de contenir la force antagoniste qu'impose sa grande voisine depuis la fin du siècle dernier. Cette préoccupation à elle seule, suffit à détourner l'attention d'une ville sur son passé, une ville qu'une course à l'avenir emporte. Et pourtant, ce clin d'oeil jeté sur les murs de ses anciennes usines, sur les archives du bureau d'hygiène et de santé, sur ses paysages industriels, clichés des années trente, ne lui ferait-elle pas recouvrir cette sérénité, garante d'un équilibre tant recherché? Lyon a son histoire : elle s'inscrit dans les façades de la cour des Voraces. Villeurbanne a aussi les moyens d'être fière de son passé. Parcourir son histoire suffit à le prouver, une histoire ouvrière, bien loin de la chronique des chefs d'Etat et de leurs victoires, mais plus proche de la France populaire.

Villeurbanne trouvera son identité dans les archives comme les grandes sociétés qui souhaitent y trouver les raisons techniques, historiques, économiques et culturelles de leurs échecs passés, de leurs succès à venir. Il suffit pour cela de poser un regard sur une mémoire riche, aujourd'hui dispersée.

**VILLEURBANNAIS!**

## **APPEL**

### **AUX VILLEURBANNAIS**

Laissez-vous disparaître la Commune sans protester énergiquement ?

Resterez-vous indifférents à l'écrasement du Fort contre le Faible.

Approuverez-vous sans indignation la maxime fameuse : « LA FORCE PRIME LE DROIT ? »

Consentirez vous, sans crier gare, à vous laisser prendre dans vos poches plus d'un million par an, sous forme d'impôts nouveaux,

**Non, n'est-ce pas ?**

Eh bien ! rendez-vous en masse à la Mairie pour protester contre l'ANNEXION.

## **Hâtez-Vous !!!**

**L'enquête sera close le 24 Mai.**

**Passé ce délai, il sera trop tard !**



### III.1.1 BREVE HISTOIRE DE VILLEURBANNE

#### III.1.1.1 industrialisation

Une ville qui voit sa population passer de 6000 habitants en 1851 à 60000 habitants en 1926 n'est pas une ville comme les autres. Nombreuses sont les cités champignons nées de la révolution industrielle du XIXème siècle; plus rare est la façon dont Villeurbanne s'est émancipée de sa grande voisine aux prétentions expansionnistes. De fait, les histoires locales lyonnaises ne mentionnent pas l'existence de Villeurbanne dont les origines se situent dans l'antiquité! Depuis vingt ans, le manque de synthèses historiques s'est peu à peu comblé; Villeurbanne retrouve son passé.

Comment rester insensible à la volonté politique des élus villeurbannais depuis la fin du siècle dernier? Seule leur force de caractère peut expliquer pourquoi Villeurbanne n'est jamais devenue un arrondissement de Lyon comme Vaise, Croix-Rousse ou Guillotière. En effet, les raisons géographiques (le Rhône), administratives (dépendance du Dauphiné pendant longtemps) ou sociologiques (population paysanne et ouvrière) ne parviennent pas à tout expliquer. L'industrialisation survenue au XIXème siècle et la permanence depuis 1892 de listes majoritaires socialistes au conseil municipal, avec comme principal objectif et outil politique l'indépendance de la cité sont bien les causes modernes de cette volonté de différenciation de Villeurbanne par rapport à Lyon(1). De fait, le crédo municipal "*...faire de Villeurbanne une cité où l'inégalité des classes sociales sera moindre qu'ailleurs*" est lié à l'apparition de forces antagonistes nées de l'opposition entre l'idéologie du mouvement ouvrier des XIXème et XXème siècle et celle des classes dominantes résidant à Lyon. A plusieurs reprises (en 1874, 1895 et 1903) la ville fut défendue contre les visées expansionnistes des Maires de Lyon.

Cependant, les destins des deux villes sont intimement liés. Les industriels lyonnais ne tardèrent pas à occuper les terres agricoles de Villeurbanne, situées au delà de la barrière d'octroi. Les villages du Cusset et de Charpenne se virent rapprochés par un réseau dense de voies urbaines, de cités ouvrières et de cheminées d'usines.

Dès 1880, avec l'industrialisation et l'augmentation de la population ouvrière, organiser la cité, déterminer une ligne d'action politique et sociale devint indispensable. A partir du mandat de Frédéric Fays en 1882, les grandes tendances de la politique villeurbannaise furent mises en place. Chaque nouvelle municipalité fut marquée par une forte politique d'action sociale : construction de logements, d'écoles, d'hospitaux; soutien aux grévistes, amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers; création d'un bureau d'hygiène sociale...Car il s'agissait de faire face, le

1. notion développée par Bernard Meuret dans : Le socialisme municipal : Villeurbanne 1880-1982, histoire d'une différenciation. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1982, 299 p.



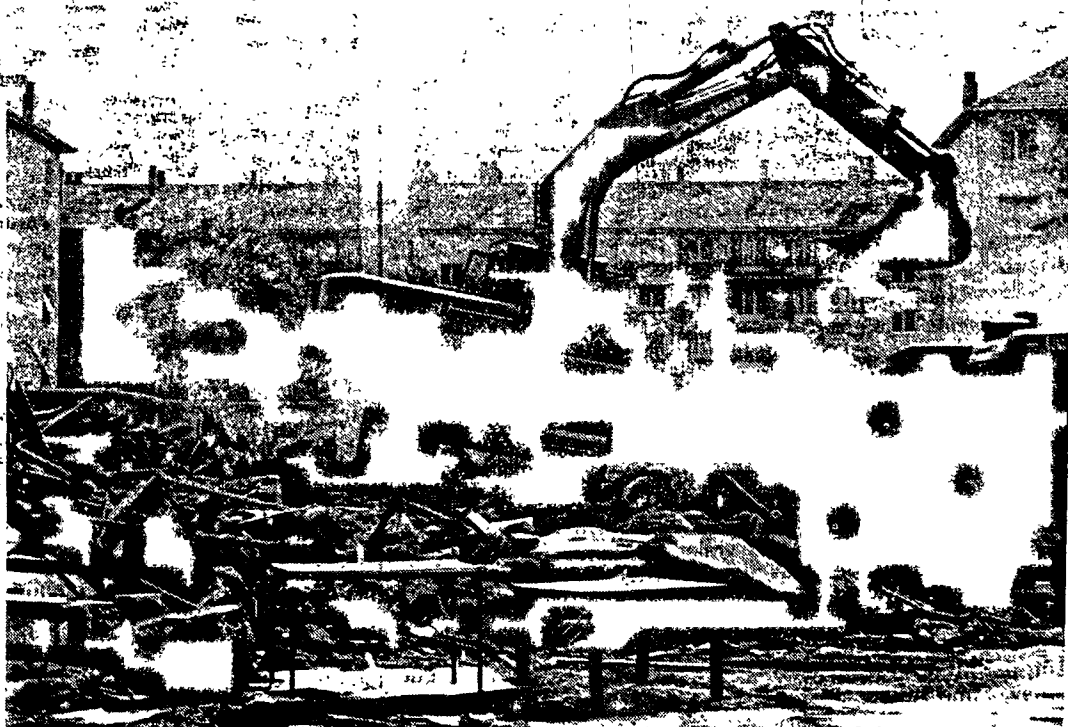
LES GRATTE-CIEL DE VILLEURBANNE VUS EN AVION (Photo 1<sup>re</sup> Lyonnaise).

SYMBOLE

LE PROGRÈS

16 JUIN 1989

## Gendron : émotion et colère



*de l'usine  
au parc  
d'activités*

L'entreprise Gendron n'est plus. Le carré Virat-Péroncel-Pressensé-Cotin n'abritera plus les murs « vieux rose » de l'entreprise villeurbannaise et le site deviendra parc d'activités. Pour le présent, les bulldozers s'en donnent à cœur joie. Pierre Granec, président du Groupe

des élus communistes, voit avec beaucoup de tristesse disparaître cet ancien fleuron villeurbannais.

« Je ne suis pas allé, dit-il, à l'explosion des locaux, j'aurais sans doute eu quelques difficultés à maîtriser émotion et colé-

re. Non pas à cause de l'exercice apparemment bien réussi par les pompiers de la Courly ni par excès de nostalgie. Mais ce haut-lieu de la résistance ouvrière à la destruction industrielle de Villeurbanne méritait mieux que ce scénario-catastrophe ».

mieux possible à l'arrivée massive d'ouvriers immigrés, venus d'Italie et d'Espagne (80% d'ouvriers en 1935 dont 15% immigrés). Il s'agissait aussi de supporter les crises économiques et les mutations industrielles.

Les industries textiles (tulle, dentelle, teinture, filature), chimiques (savons, vernis) du cuir et du bâtiment (tuiles, treillis, ciments...) présentes dès 1880 furent remplacées trente ans plus tard par d'autres industries chimiques (liées au textile), mécaniques, métallurgiques, électriques, et par l'imprimerie, très florissante à Villeurbanne. De grands établissements cotoyaient des ateliers artisanaux. La ville est encore marquée par cette implantation anarchique, révélatrice d'un essor brutal.

Les années trente, grande période villeurbannaise, sous le mandat de Lazare Goujon, sont celles d'une première affirmation de l'identité de la ville. Elle est symbolisée par la construction du Nouveau Centre (Hôtel de ville, Bourse du travail et Gratte-ciel). La ville a enfin son centre : il se voit de loin et attire les curieux. Mais ce plan d'urbanisme ambitieux coûte cher et la municipalité communiste eut du mal à résorber le déficit budgétaire dû aux réalisations du Maire sortant et à la crise économique. A la Libération, Lazare Goujon, réélu, ne put contenir les forces antagonistes dans son conseil municipal, ce qui l'empêcha de mener une politique d'urbanisme originale. Par la suite, Etienne Gagnaire ne parvint pas à percevoir, à cause de ses préoccupations gestionnaires, les nouveaux besoins dépendant des nouveaux modes de vie de la population, manifestés au moment de la désindustrialisation.

### III.1.1.2 désindustrialisation

Les années soixante-dix et quatre-vingt virent la transformation définitive du paysage villeurbannais. Faillites, fermetures d'entreprises, licenciements n'épargnèrent que les sociétés productrices de matériel performant, disposant d'un personnel qualifié. Ces entreprises surent se moderniser à temps, s'adapter à la nouvelle donne économique et maîtriser les nouvelles techniques de production, de gestion et de commercialisation. L'entrée sur le marché de l'électronique et de l'informatique fut la première étape dans la montée en puissance du tertiaire sur le sol villeurbannais. Les parcs d'activités (plus de 30 en 1990), les pépinières d'entreprises où foisonnent recherche, analyse de la valeur, qualification technique, rigueur gestionnaire, communication, imagination et travail en équipe, sont les réponses actuelles au souhait de l'ancien Maire, Charles Hernu, de maintenir l'industrie "intra-muros". Les terrains à usage industriel sont dès lors réservés aux activités économiques. La municipalité encourage l'implantation de ces activités par un soutien à la formation et par la création récente d'un bureau villeurbannais de développement industriel. Néanmoins, les anciennes usines sont détruites et les cheminées de briques, abattues. Le patrimoine industriel disparaît sans l'ombre d'une friche!

# EXTRAIT

BULLETIN MUNICIPAL DE FIGET DE LA VILLE DE VILLEURBANNE

283

VILLE DE VILLEURBANNE

## Université Prolétarienne

Le Maire de Villeurbanne porte à la connaissance de ses Concitoyens que l'**Université Prolétarienne de Villeurbanne** inaugurera, en Janvier 1936, sa première année de Cours publics.

Cette première année ne comportera que quatre mois (Janvier-Avril inclus), donc quatre leçons pour chacun des Cours.

### TABLEAU DES COURS

	Chaque Mois	
I. — Le Marxisme . . . . .	1 <sup>er</sup> Lundi	Par le D <sup>r</sup> Georges LÉYY, Conseiller général
II. — Urbanisme. — Les Eaux. — Air et Lumière.	2 <sup>e</sup> Mercredi	Par J. FLEURY, Ingénieur de la Ville
III. — Situation de la Commune en tant que cellule administrative. — Historique. — Législation . .	4 <sup>e</sup> Vendredi	Par M. DUPEUBLE, Secrétaire général de la Mairie
IV. } a) Essais de reconstructions économiques nationales : les Etats-Unis, l'Angleterre, la Russie . . .	2 <sup>e</sup> Lundi	Par A. PHILIP, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon
V. } b) Essais de reconstructions économiques nationales : l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, le Portugal . .	3 <sup>e</sup> Samedi	Par F. PERROUX, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon
VI. — La République de 1848. — Le Coup d'Etat du 2 Décembre . . . . .	3 <sup>e</sup> Vendredi	Par X..

Les Cours seront faits dans la Salle des Conférences du Pavillon de l'Hygiène, au Palais du Travail, place Albert-Thomas, à 20 h 30.

On peut, dès ce jour s'inscrire pour un ou plusieurs Cours soit verbalement, soit par correspondance, à la Bibliothèque municipale. Inscription gratuite.

La Municipalité, par l'organe de sa Commission de la Bibliothèque élargie, a assumé, pour cette première année, la direction de l'Université.

Mais, au mois d'Avril 1936, une assemblée générale des Professeurs et des Elèves élaborera, de concert avec la Municipalité, les modalités de fonctionnement de la 2<sup>e</sup> année Octobre 1936-Avril 1937; ainsi qu'un règlement intérieur.

Villeurbanne, le 15 décembre 1935

Le Maire . C. JOLY.

## BULLETIN MUNICIPAL

### ~ JANVIER 1936 ~

Le temps des ouvriers se termine. Villeurbanne a surmonté la crise en développant le tertiaire (48% des emplois en 1990) et en tirant profit du creuset scientifique que représente le Campus de la Doua. L'émergence d'un autre type d'emplois s'accompagne d'une explosion de la construction résidentielle.

Jamais autant, Villeurbanne, future ville de cadres supérieurs, n'a épousé le destin lyonnais.

### III.1.1.3 politique culturelle

*"Depuis 1930, le socialisme villeurbannais s'était fait une réputation non seulement dans la région mais dans toute la France. L'écho de ses réalisations était parvenu dans d'autres villes ouvrières : on citait particulièrement ses efforts pour mettre en oeuvre la législation sur le logement. Le socialisme municipal portait des fruits et démontrait ce que pouvait produire une détermination politique"(2).*

Après le logement, la deuxième préoccupation des Maires de Villeurbanne a (presque) toujours été l'éducation populaire. Dès 1929, fut créée une Bibliothèque dont la liste des nouvelles acquisitions était publiée dans le Bulletin municipal. Des conférences culturelles, des fêtes et des manifestations sportives étaient organisées. Le Palais du Travail, construit dans les années trente, "réservé" aux travailleurs, abritait des salles de conférence, de concerts et de cours, un cercle coopératif et une grande salle des fêtes. L'Université Populaire en prendra le relais pendant quelques années. La création du Théâtre Nationale Populaire de Roger Planchon, sur l'ancien théâtre d'opérettes, est un évènement important de la fin des années cinquante.

Mais c'est depuis le mandat de Monsieur Charles Hernu qu'une politique active et ambitieuse est menée à Villeurbanne. La création d'équipements majeurs comme la Maison du Livre de l'Image et du Son, le Nouveau Musée, l'Ecole Nationale de Musique, mais aussi le soutien aux associations culturelles de quartier, le succès remporté par le "passeport culturel" et les fêtes d'été, témoignent d'un élan et d'une vitalité.

Ces efforts, soutenus harmonieusement par la politique culturelle du gouvernement socialiste ont permis de placer l'action culturelle au centre des stratégies locales. Ainsi, le soutien à la création, à la diffusion (achat d'une salle de cinéma, mise en place d'une télévision locale...) et à la formation, sont au coeur des préoccupations municipales comme autant de façons de permettre une démocratisation de la culture.

2. MEURET, Bernard. Op.Cit.

Favoriser la diversité culturelle et la réalisation de réseaux d'échanges et de confrontations sont des terrains où la coopération, essentielle à l'Europe de demain, entre en jeu et par laquelle Villeurbanne se sent concernée.

Projeter une galerie d'art actuel de portée internationale à la MLIS, disposer des sculptures contemporaines au centre des ronds-points et dans les jardins publics, témoignent d'une volonté des élus d'affirmer la ville au futur. Aucune initiative n'a encore été prise dans le sens d'une recherche d'identité. La table rase faite sur le passé ignore donc la nécessité de créer des repères auxquels la population puisse s'accrocher. Dans le choix des artistes, la municipalité privilégie l'art monumental "descendu" dans la rue plutôt que l'art urbain issu de la rue.

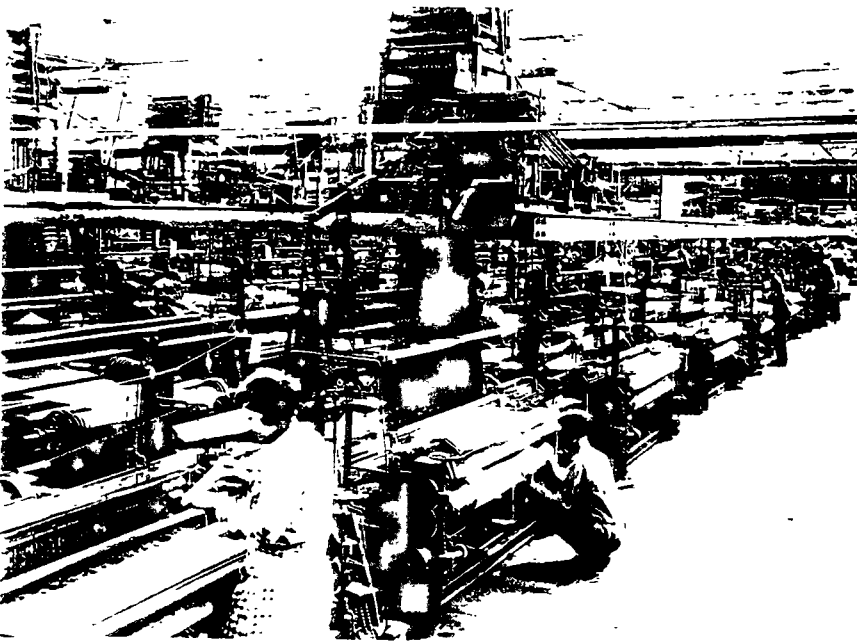
Les orientations prises par la municipalité dans le domaine culturel sont donc fortement marquées par la création contemporaine. Aux yeux des élus, les Archives ne doivent pas être soutenues car elles sont d'un autre monde! C'est à notre avis, faute de les connaître. La mauvaise image de marque du lieu hanté par la poussière et le vieux papier inutile, est ici fermement ancrée dans les esprits. Faut-il rappeler que l'archive, c'est aussi la vie? Cette distance prise par rapport à la mémoire de la ville se concrétise par un abandon des archives à leur propre sort. Ces dernières années, le service archives/documentation a perdu les trois quart de son personnel. Le centre de documentation ne fonctionne plus qu'une heure par jour; le personnel des Archives termine péniblement l'inventaire du fonds communal.

Accepter que la ville, par son architecture, son urbanisme, son patrimoine soit le premier produit culturel, c'est, à notre avis, la meilleure façon de procurer à ceux qui y vivent le sentiment d'appropriation et d'appartenance. Dans cet esprit, la valorisation du patrimoine industriel, comme support essentiel de développement culturel, a aujourd'hui toute sa raison d'être à Villeurbanne. Cette démarche tournée vers l'avenir puise ses références dans le passé industriel où se trouvent enfouies et inexploitées, les racines de la création contemporaine villeurbannaise.

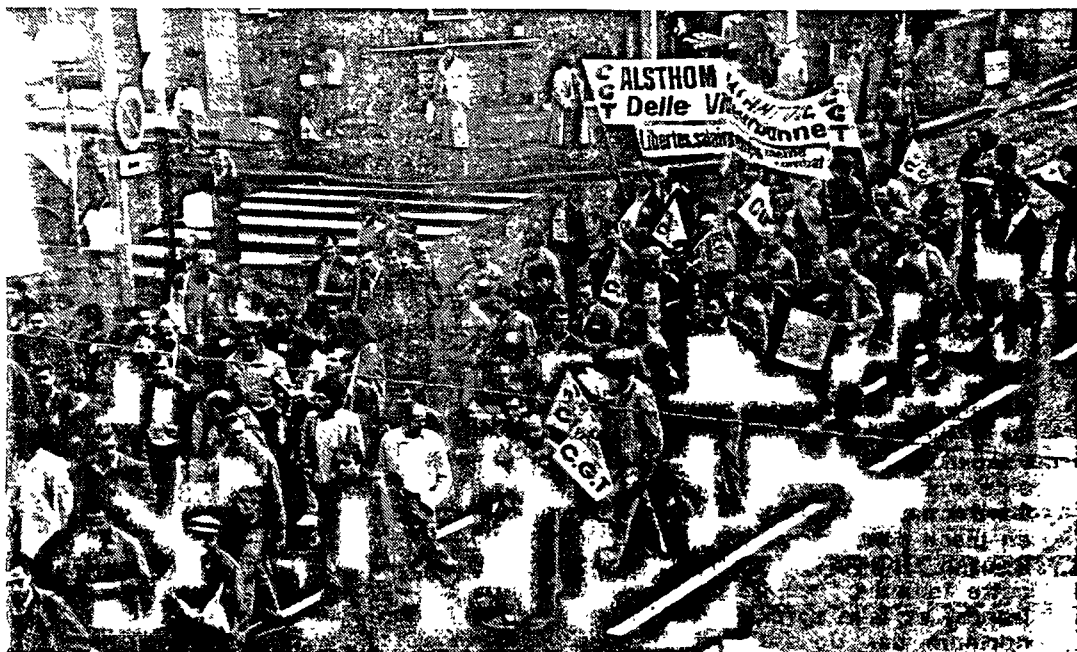




Le village de Jouxgley. Village ouvrier. 1896



Villeurbanne, 1930 :  
Ouvriers sur métiers mécaniques  
dans une soierie lyonnaise.



Mouvement ouvrier  
à Villeurbanne  
en 1989

### III.1.2 LES AXES DE L'AVANT-PROJET

Seule la reconception totale des Archives municipales de Villeurbanne est à même de leur redonner vie. Apporter à cette structure une autre dimension, plus moderne, plus attrayante est, nous semble-t-il, une façon de faire retrouver à la ville sa mémoire. L'activité industrielle et les mouvements ouvriers ont été primordiaux au cours de l'histoire de Villeurbanne. Ils ont permis son développement. Elargir, dans un centre spécialisé, la fonction purement administrative des Archives municipales à un rôle de témoin de la mémoire industrielle, peut souligner le caractère dynamique de la cité.

Au regard des expériences décrites dans le chapitre II qui visaient à mettre en valeur le patrimoine industriel, la présence d'un important réseau régional dans lequel notre nouvelle structure pourrait s'intégrer, est la condition essentielle de son existence. Pour cette raison, les fonds et activités régionales et locales, en rapport avec le monde industriel, sont recensés dans une première partie. Leur présence à elle seule justifie notre démarche. Ce sont des repères indispensables.

Un bilan du service archives/documentation est ensuite dressé à partir des rapports d'activités des années 1988 et 1989. En prenant pour exemple les services de la ville de Grenoble, les missions courantes d'un dépôt d'archives et d'un service de documentation sont rappelées en conclusion de cette seconde partie.

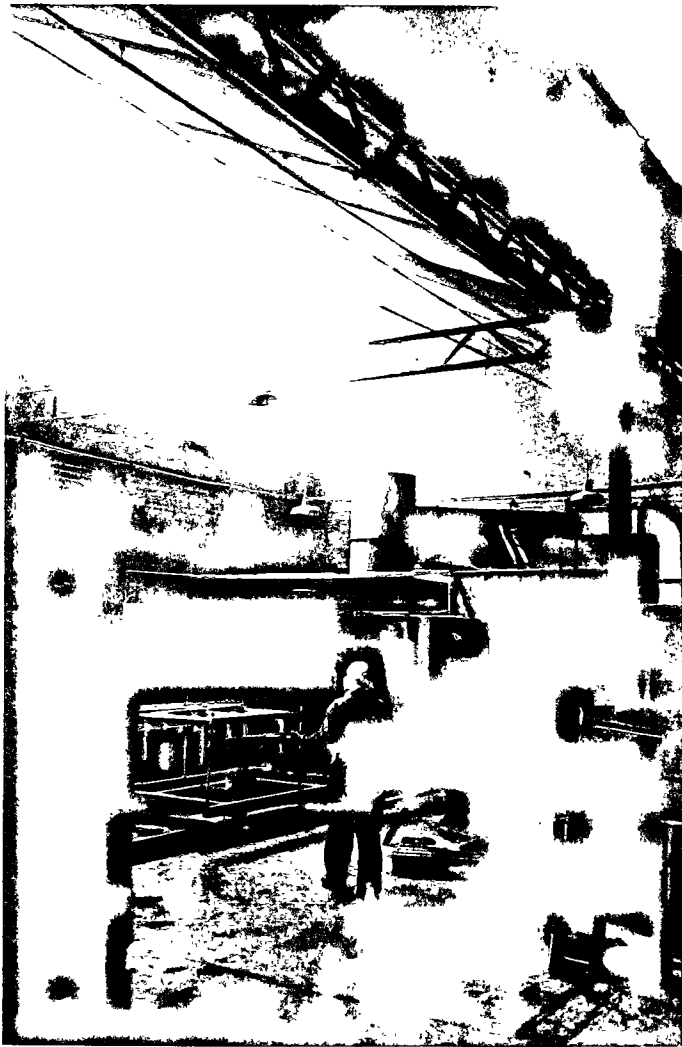
A la lumière de ces observations, des propositions seront finalement exposées. Elles visent en premier lieu à déterminer le public potentiel de la structure à venir : les généalogistes, les chercheurs et les scolaires. Seule la réorganisation des services existants permettra, un jour, d'atteindre ce public. Elle passe par la dissociation des Archives municipales et du Centre de documentation qui se retrouverait ainsi rattaché au Secrétariat Général. Le service archives, indépendant budgétairement, serait dirigé par un archiviste diplômé, entouré d'un personnel compétent et formé aux techniques archivistiques.

Ce sont des mesures fondamentales à prendre et à faire accepter à la municipalité.

Assurer de bonnes conditions de conservation des fonds d'archives (atmosphère, rangement...), mener une réflexion sur la restauration ou le microfilmage, précèdent la phase de l'exploitation des sources. Celle-ci peut-être menée à bien à condition d'informatiser le fonds et d'installer les archives dans un autre lieu.

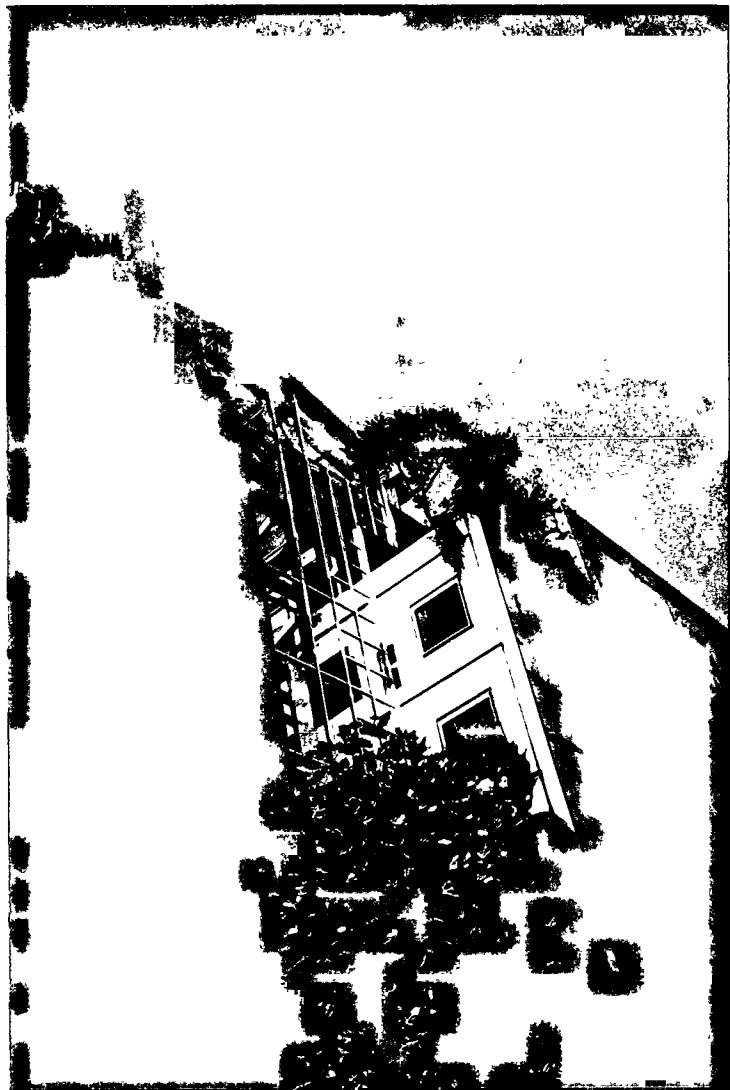
En raison de sa portée symbolique, l'usine villeurbannaise apparaît ici comme le site idéal pour la création d'un centre spécialisé.





Hier à Villeurbanne,  
l'usine à toits en sheds

Aujourd'hui,  
le "Septen", luxueux  
immeuble de  
bureaux.



Le Centre de la Mémoire industrielle, association rattachée aux Archives municipales, aurait pour mission de valoriser la culture scientifique, technique et industrielle. Profitant d'un contexte national et régional favorable, le centre pourrait développer des animations (expositions, activités pédagogiques) et enrichir son fonds de manière originale (archives sonores et audiovisuelles; archives d'urbanisme...).

Retrouver la mémoire par les murs, les traces, les textes, les voix et les images de Villeurbanne, c'est reconnaître dans le passé, sa vitalité d'aujourd'hui. C'est aussi, accepter que les villeurbannais soient fiers de leurs racines. C'est enfin, créer l'harmonie entre l'homme et son quartier, qu'il soit résidentiel ou...industriel.

### III.2 AVANT-PROJET DE REORGANISATION DES ARCHIVES MUNICIPALES DE VILLEURBANNE

Lorsque l'idée de créer un centre de la mémoire industrielle fut lancée, c'était aussi une façon originale de répondre aux problèmes actuels du service archives/documentation. Depuis, l'idée a germé dans les esprits au point d'être avancée sous la forme d'un avant-projet. A la lumière des réflexions menées sur les notions de *mémoire industrielle* et de culture scientifique et technique, la reconception des Archives municipales est envisagée dans un cadre plus large. Ceci est totalement justifié par l'existence d'une volonté de valoriser le patrimoine industriel, dans toute la France, en Rhône-Alpes et à Villeurbanne même. Cette nouvelle attitude à l'égard du monde du travail a pour conséquences un foisonnement d'initiatives soutenues par le Ministère Jack Lang. La démocratisation de la culture, l'élargissement de la notion de patrimoine trouvent un écho idéal dans la reconnaissance des lieux, des techniques, des produits et des hommes de l'industrie.

Une cellule du patrimoine industriel a été fondée en 1983 à la Direction de l'inventaire général du Ministère de la Culture. A l'occasion du colloque "Histoire et stratégie" organisé à Paris le 28 Mars 1990 par le Monde, H.E.C. et les éditions Lattès, le Ministère de l'Industrie a annoncé la création d'un Institut d'histoire industrielle.

Sans les mutations économiques des années soixante-dix et la prise de conscience de la disparition d'un monde, le Travail n'aurait pas fait l'objet d'une telle fascination. Des lieux de mémoire apparaissent lorsque "(...) la conscience de la rupture avec le passé, se confond avec le sentiment d'une mémoire déchirée; mais où le déchirement réveille encore assez de mémoire pour qu'on puisse se poser le problème de son incarnation" (Pierre Nora). Citons pour exemples les reconversions d'usines à des fins culturelles (le conservatoire de musique de Nancy, dans une manufacture de tabac), la création d'écomusées "industriels" (le musée du Chapeau de Chazelles-sur-Lyon sur le site d'une ancienne usine), la collecte des archives économiques (le Centre des archives du monde du travail dans la filature Motte-Bossut de Roubaix) et l'existence d'un festival du cinéma ouvrier. Toutes ces initiatives s'accompagnent dans les régions anciennement industrialisées du développement de Centres de culture scientifique et technique. Ils ont pour mission de promouvoir le tourisme industriel, d'animer les musées et de susciter de nouvelles activités. Les Etats Généraux de la Culture scientifique, technique et industrielle se sont tenus, l'année du bicentenaire de la révolution, en Automne, dans toutes les régions françaises. Ils étaient organisés conjointement par les Ministères chargés de la recherche, de la culture, de l'industrie, de l'éducation nationale et de la jeunesse et par la cité des Sciences et de l'Industrie. Comme tous les colloques précédents, ces Etats Généraux soulignaient la

multitude des corps de métiers intéressés par la valorisation du monde du travail : historiens, archivistes, industriels, ouvriers, ethnologues, architectes, urbanistes, sociologues, économistes, scientifiques et politiciens...

C'est de cette formidable diversité dont il faut tirer parti à Villeurbanne, une diversité synonyme de richesse.

La première partie de notre étude est donc consacrée à la description des initiatives régionales visant à mettre en valeur le patrimoine industriel. Situer les Archives municipales de Villeurbanne au sein d'un important réseau d'expériences originales, constitue le fondement de notre réflexion; c'est une condition essentielle à la viabilité du projet proposé.

Le bilan du service Archives/documentation est analysé dans une seconde partie. On fera référence, à cette occasion, au cas exemplaire des services grenoblois.

En dernier lieu seront tracées les lignes directrices de la réorganisation des Archives municipales de Villeurbanne. L'élargissement de ses fonctions purement administratives à un rôle de témoin de la mémoire industrielle, exige la prise en compte d'un nouveau public, de transformations des structures existantes et d'un enrichissement en matériel, fonds et personnel.

En partant de l'hypothèse que l'on peut expliquer les faits urbains par l'origine des villes, nous avons choisi de mettre en valeur la mémoire industrielle de Villeurbanne plutôt que sa mémoire "tout court". Nous pensons que les cités nées du commerce, du tourisme ou de l'industrie ont des histoires différentes et donc des caractères propres liés à l'originalité de leurs populations et de leurs missions premières, même si, dans le temps, leurs activités se sont totalement transformées. Voilà pourquoi, dans sa recherche d'identité, Villeurbanne doit suivre les tracés qui menaient l'ouvrier à l'usine



L'usine Gillet de St Denis déposée  
à l'inscription sur l'Inventaire général

### III.2.1 POTENTIALITES REGIONALES EN MATIERE DE MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

#### III.2.1.1 fonds et activités régionales

##### \* la DRAC

Le service de l'ethnologie a pour missions de "développer et soutenir la recherche et les études ethnologiques, plus particulièrement sur le patrimoine ethnologique régional" et d'"aider et structurer les opérations de valorisation de ce patrimoine, ainsi que la culture scientifique et technique"(1). Dans le domaine de l'anthropologie industrielle régionale, la Mission du Patrimoine ethnologique du Ministère de la Culture finance plus d'une dizaine de projets de recherche. L'un d'entre eux, lancé par l'Ecomusée du Roannais vise à la connaissance des techniques et des savoir-faire de l'industrie textile. Le programme pluriannuel en sciences humaines (2) soutient des études qui ont pour objet *L'inventaire des sites hydroélectriques en Dauphiné; L'inventaire des moulins de soie dans la Drôme ou Le recensement des archives des entreprises cinquantenaires dans le département du Rhône...* Par ailleurs, des crédits sont régulièrement votés pour encourager des opérations ponctuelles qui ont pour objet la valorisation du patrimoine industriel. L'action de l'Ecomusée Nord-Dauphiné à Pont-de-Chéry sera soutenue en 1990.

Seulement une dizaine de bâtiments témoignant de l'activité industrielle en Rhône-Alpes bénéficiaient en 1990, d'une protection de la Direction des Monuments Historiques. Mais la Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique a décidé d'entreprendre le classement de nombreux édifices. Ces derniers répondent à des critères chronologiques, esthétiques, symboliques, d'authenticité et de documentation, propres aux monuments historiques. L'usine et la cité ouvrière de Saint-Siméon-de-Bressieux et la cheminée des usines Marrel de Chateauneuf ont obtenu des avis favorables à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire et au classement.

La Conservation régionale de l'Inventaire mène une étude sur *la naissance et le développement de la sidérurgie en Rhône-Alpes du XVème au début du XXème siècle*. Un inventaire des sites régionaux de la métallurgie du fer a été effectué. Les résultats de l'enquête seront publiés en 1990 dans la collection des *Cahiers de l'Inventaire*. Ils contribueront à la connaissance des mécanismes du développement et du déclin du tissu industriel en Rhône-Alpes.

1. in Compte rendu des activités du service "ethnologie". COREPHAE du 30 Mars 1990.

2. le PPSR rassemble différents ministères, le CNRS et la région

### \* Ecoles supérieures et universités

+ Le Centre Pierre Léon, rattaché à la Maison Rhône-Alpes des Sciences Humaines, étudie l'histoire économique et sociale de la région lyonnaise. Les archives du monde du travail ont une valeur considérable aux yeux des historiens du Centre. En 1989, ils ont réagit face à leur destruction dans une période de mutation industrielle par le financement d'une recherche intitulée *Inventaire et sauvegarde des archives industrielles et commerciales Rhône-Alpines* (3). Celle-ci a encouragé la réflexion sur la mise en oeuvre d'une structure de sauvegarde des archives pour la région. En effet, le stockage d'archives récupérées auprès des chefs d'entreprises au cours de la première étude, pose aujourd'hui des problèmes d'espace et de conditions de conservation (4). Les rayonnages des archives départementales du Rhône et des Archives municipales arrivent à saturation. Une nouvelle solution doit être envisagée pour mieux gérer ces fonds dispersés.

Fédérer dans une association les entreprises cinquantenaires de la région est une action projetée pour sensibiliser les responsables des grandes sociétés. Développer un réseau de partenariat économique et politique dans la région, doit aboutir à la création d'un lieu de conservation et de recherches, dans les années à venir. La démarche du Centre Pierre Léon est complémentaire de la nôtre. Elle mérite d'être encouragée.

+ L'Institut d'Histoire de l'Art de l'Université de Lyon II contribue à la connaissance de l'esthétique industrielle, de l'architecture des XIX et XXème siècle et de l'urbanisme des villes de la région (maîtrises, DEA et thèses). Certaines publications concernent directement le patrimoine architectural et la mémoire des villes (5). La section CNRS de l'université développe des activités en liées à des demandes de la région. Anne-Sophie Clémenson, chercheur au CNRS, joue un rôle de conseil pour le projet du nouveau plan d'occupation des sols de Villeurbanne. Elle est déjà intervenue à propos des Gratte-ciel.

Ces recherches universitaires sur l'architecture et l'urbanisme éclairent indirectement l'histoire économique régionale. Elles contribuent à leur façon, à l'édification d'une mémoire industrielle.

3. ROBERT, François. Sous la direction de Jacques Magaud.

4. les archives historiques de Brac de la Perrière, Gendron, Verdol et Paris-Rhône ont pu être sauvées de leur destruction.

5. CLEMENSON, Anne-Sophie. Lyon se défait de sa mémoire monumentale. Résonnance, juillet 1989, n 42.

+ Quelques enseignants de l'Ecole d'Architecture de Lyon et de l'Ecole Nationale des Travaux Publics orientent leurs recherches sur le patrimoine industriel. Ils animent de petites cellules particulièrement actives et appréciées des étudiants qui pratiquent beaucoup le travail sur archives (plans et cartes). Les enseignants sont tout à fait prêts à recevoir des suggestions quant aux sujets des études à mener avec leurs élèves. En cela, il faut les considérer comme des partenaires privilégiés des Archives municipales.

En 1985, s'est tenu dans les locaux de l'ENTP à Vaulx-en-Velin un important colloque international organisé par le Conseil de l'Europe : *Quelles politiques pour le patrimoine industriel?*

#### \* archives et bibliothèques

+ Les archives départementales conservent dans la série M (administration générale), des documents sur le commerce et l'industrie à Villeurbanne. Il s'agit des actes des sociétés (jusqu'en 1955) déposés par le Tribunal de commerce et des registres de radiations d'inscription. Faillites, liquidations judiciaires des entreprises sont recensées entre 1889 et 1938-39.

Les archives départementales recueillent les archives d'entreprises sauvegardées par le Centre Pierre Léon. Une annexe offrant de plus larges espaces de stockage est prévue dans un local situé à Saint-Symphorien-sur-Coise.

+ Les Archives de la Chambre de commerce et d'industrie de Lyon déposent aux Archives départementales, tous les quarante ans, les articles des procès-verbaux (comptes-rendus de séances de réunions de la Chambre). Le Centre de documentation constitue des dossiers sur les entreprises de Lyon et de Villeurbanne à partir de revues de presse (Delle-Alshtom, Gendron, Martin...).

+ La salle de documentation régionale de la Bibliothèque de la Part-Dieu conserve plus de 550 images de Villeurbanne entre 1880 et 1940. 291 photographies prises autour des années 20-30 sont issues du fonds Sylvestre. En plus d'une carte topographique de 1855 repérée dans le fonds Coste, 209 cartes postales et de nombreuses affiches ont été inventoriées. Le vidéodisque *Videralp 1*, fruit d'une collaboration entre bibliothèques, archives, musées et l'Ecole Nationale Supérieure de Bibliothécaires, rassemble une quantité importante d'images de la région Rhône-Alpes.

Avec les archives de l'entreprise Delle-Alshtom, 600 photographies de l'usine villeurbannaise ont été déposées.



### \* musées, écomusées et fondations

+ La Fondation de l'automobile Marius Berliet s'est fixée comme objectifs de sauvegarder et de valoriser le patrimoine automobile de la région lyonnaise. La reconnaissance de l'industrie du camion passe par la restauration de matériels anciens, l'accroissement et le traitement du fonds archivistique et documentaire et la mise en oeuvre d'expositions et de colloques.

+ Le Musée Dauphinois, site d'expositions temporaires de grande qualité sait profiter de la diversité du pays!. Lieu de mémoire régionale, il participe à la réflexion collective sur le développement. Par la recherche, l'invention de moyens muséographiques nouveaux, l'enrichissement du patrimoine, l'échange et la communication, l'équipe du musée fait preuve d'une rare vitalité. Cent ans d'hydroélectricité en Duphiné était le thème de leur dernière exposition.

+ Le Musée d'Art et d'Industrie de Saint-Etienne a été construit en 1861 sous l'impulsion des industriels de la ville. Conservatoire des échantillons de rubans et de tissus, le musée était à l'origine, conçu comme une vitrine de la production. Fidèle à la ligne choisie au départ, il se veut toujours représentatif de l'industrie stéphanoise. Les collections d'échantillons en partie exposées, en partie ouvertes à la consultation, les métiers à tisser et leurs maquettes, les cycles et les armes s'enrichissent de créations contemporaines. Les objets dessinés par des élèves ou des enseignants de l'école des Beaux-Arts, de l'école d'architecture et de l'Institut du design pour les industriels de la région, sont achetés systématiquement. Le musée travaille en collaboration étroite avec l'Université (section d'histoire industrielle, de géographie urbaine, laboratoire de sociologie/économie rattaché au CNRS) et les archives départementales (archives d'entreprises). Un fonds photographique (usines, ateliers, machines...) se complète d'un fonds sonore (témoignages d'ouvriers); ils constituent une documentation nécessaire à toute étude approfondie. Inventaires et repérages de machines et d'usines permettent l'élaboration de typologies.

Les projets d'action éducative mis en place avec les écoles et les collèges de la ville, les démonstrations sur les machines à tisser effectuées par des artisans à la retraite font du musée un lieu particulièrement vivant.

La Direction des Musées de France finance quelques expositions, des dossiers de recherches et des circuits de tourisme industriel. Il faut dix personnes et l'équipe des gardiens pour remplir toutes les missions que se donne le musée.

Un musée de la mine et de la société industrielle verra le jour à la fin de l'année, autour du Puits Couriot. A Saint-Etienne, le visiteur "deviendra" mineur!.

+ L'Institut Louis Lumière collecte tous les documents audiovisuels, films muets et films parlants tournés dans la région. Le but est de constituer une mémoire cinématographique exploitable dans le cadre d'animations et de recherches. La société l'Avenir a déjà déposé la plupart des films qu'elle a réalisés sur d'importants chantiers. La collection débute avec le premier film de l'histoire du cinéma, *La sortie des usines Lumière*, objet précieux du patrimoine industriel.

Sur la trentaine de musées scientifiques et techniques de la région Rhône-Alpes nous pouvons encore citer quelques initiatives prises localement pour valoriser le monde de l'industrie : le Musée du Chapeau de Chazelles-sur-Lyon, l'Ecomusée Nord-Dauphiné, l'Ecomusée du Roannais, le Centre de culture scientifique et technique de Grenoble, le Musée du peigne et des matières plastiques à Oyonnax.

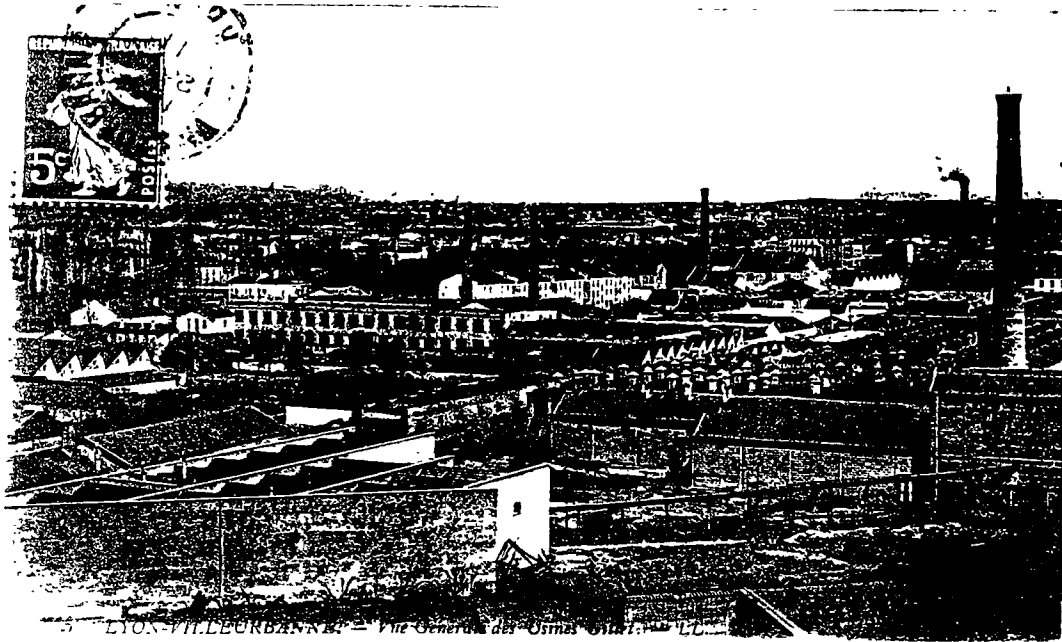
Lorsque ce ne sont pas exclusivement des lieux de mémoire (extinction d'une activité comme à Chazelles-sur-Lyon), ces musées sont mus par la volonté d'être des relais essentiels entre le passé et le futur.

### III.2.1.2 fonds et activités locales

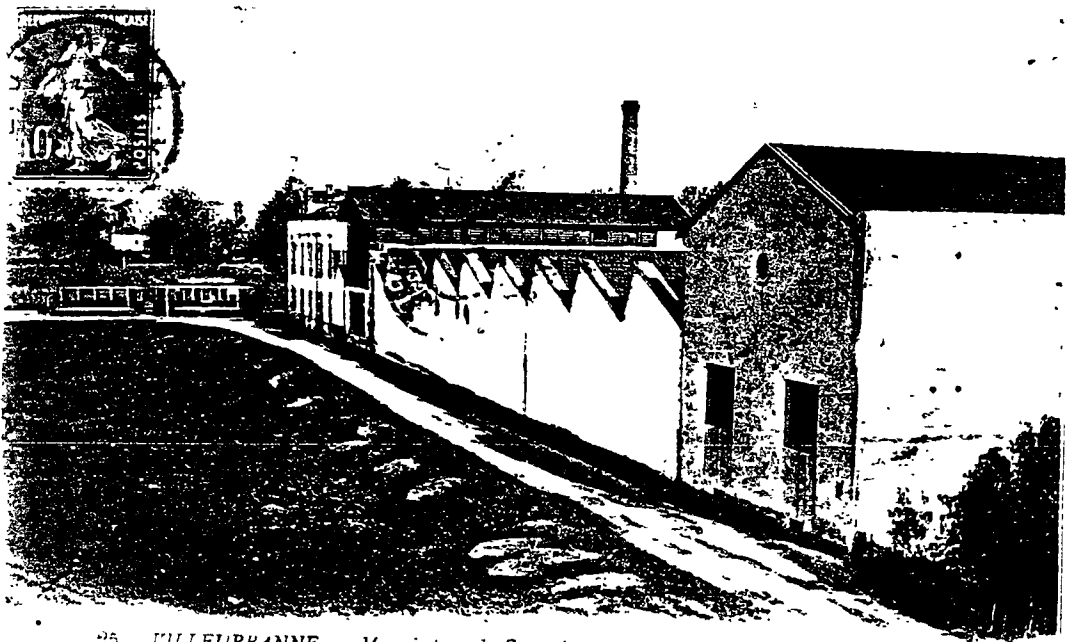
#### \* l'URDLA

En 1978, un groupe d'artistes et des amateurs d'art de la région lyonnaise ont fondé une association loi de 1901, l'Union Régionale de Développement de la Lithographie d'Art. L'atelier d'estampes se consacre à l'édition, la production et la diffusion d'oeuvres originales (lithographies, bois gravés, linogravures). De renommée internationale, c'est un des plus importants lieux de création et de recherche en Europe. L'atelier est très apprécié des artistes pour la qualité et l'originalité du travail qui y est exécuté.

La démarche de l'URDLA nous intéresse tout particulièrement. Mettre au service de l'art graphique contemporain des presses lithoplates fabriquées au début du siècle, est à notre sens une façon intelligente d'utiliser le patrimoine industriel de la France. Lorsque des machines menacées de disparition sont réparées puis mises en valeur dans un cadre symbolique - une usine de filature villeurbannaise - la démarche est patrimoniale. Lorsque ces mêmes machines sont considérées comme des supports essentiels de la recherche, la démarche est créatrice. La conjonction des deux, c'est la réussite d'un Centre, encouragé par l'Etat, la Région et la ville de Villeurbanne.

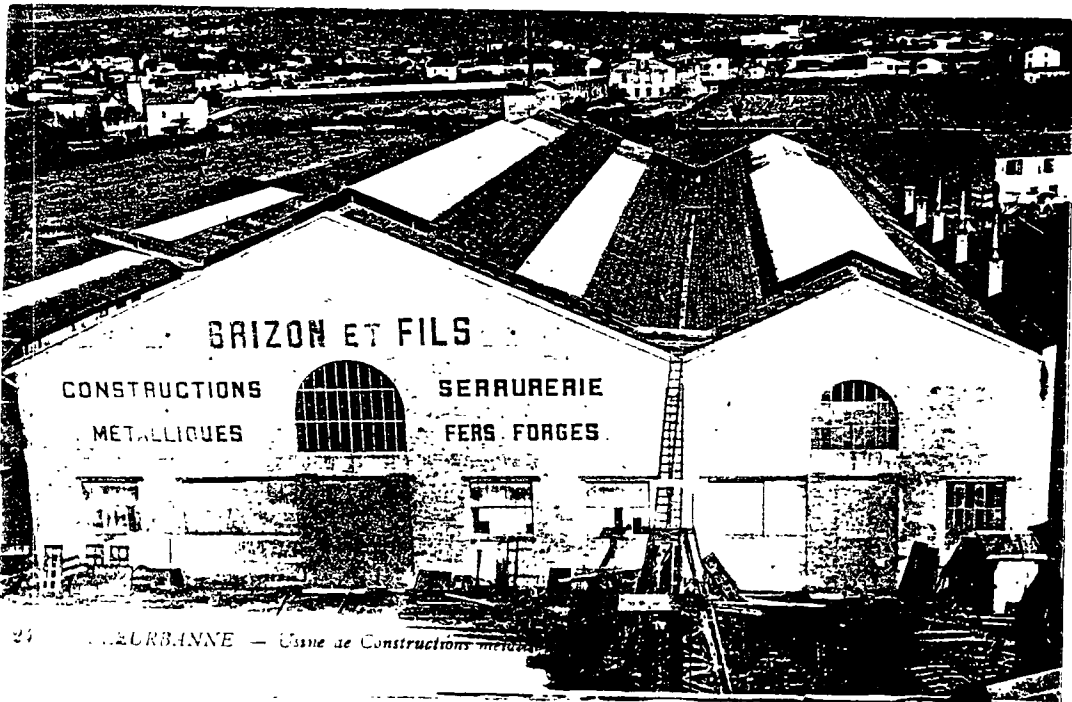


5 VILLEURBANNE — Ville Générale des Osiris — 61117 — LL



Villeurbanne  
industrielle

25 VILLEURBANNE. — Manufacture de Courroies — LL



27 VILLEURBANNE — Usine de Constructions métalliques

### \* L'OVPAR (6)

Association municipale, l'OVPAR est installée dans la Maison René Cassin. Elle a pour missions l'accueil des personnes âgées, l'animation de réunions, la réalisation d'expositions et la prise en charge de soins à domicile. Depuis 1984, le groupe *Mémoire vivante* réunit les personnes âgées autour de documents anciens concernant Villeurbanne. La démarche est ici plus thérapeutique qu'historique, néanmoins, elle favorise l'émergence du souvenir grâce à la discussion. Les cartes postales des années trente, les magazines d'époque, les articles de journaux d'avant-guerre sont prétextes à des conversations plus ou moins inspirées. Régulièrement, la commission *Mémoire vivante* tâche de faire la synthèse écrite des récits enregistrés sur cassettes, sous la forme de fascicules thématiques (*la Rize, les fêtes, les marchés, les transports*). Sous le titre *Quand les villeurbannais racontent leur ville*, la mémoire collective nous offre l'anecdote. Ces fascicules contiennent de véritables mines d'informations pour qui souhaite appréhender l'atmosphère du passé villeurbannais. Mais faute de temps et de personnel, les projets de *Mémoire vivante* restent modestes; les séances sont irrégulières. Cependant, la volonté et le plaisir de parler de Villeurbanne au passé et au présent montre l'attachement des habitants à leur ville.

Véritables piliers de la mémoire, les anciennes ouvrières, les commerçants à la retraite, par leurs témoignages, contribuent à la connaissance de l'histoire industrielle, économique et sociale de Villeurbanne.

L'OVPAR est un lieu chaleureux d'échanges et de rencontres avec lequel il faut compter dans le cadre de notre projet.

### \* La Société d'histoire de Villeurbanne

La Société d'histoire de Villeurbanne, de statut associatif, a été fondée en 1976. Son siège social est au Centre Culturel de Villeurbanne (juste au dessus des Archives municipales). Sa création répondait à la nécessité de réunir des photographies du Villeurbanne ancien et actuel, pour des expositions et de collecter des documents utiles à des recherches ponctuelles (services municipaux, étudiants, curieux...). Deux bulletins ont été rédigés en 1987 et en 1988. Ce sont les premiers clin d'oeil sur les petits faits et les grands hommes de Villeurbanne.

Aujourd'hui, la société poursuit la confection de dossiers à thème grâce au travail de Madame Janine Cloud. Une revue de presse lancée depuis 1978 est classée par grandes rubriques : politique, activités culturelles, sport, enseignement, associations, Villeurbanne en fête, jumelages, quartiers, Courly, urbanisme... Des cahiers de souvenirs ont été déposés (Roger Stouvenereau) ainsi qu'un recueil de documents

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

# BULLETIN MUNICIPAL

## OFFICIEL

### de VILLEURBANNE

Paraissant tous les Mois

ABONNEMENT  
Un an : 7 fr. 50  
Par mois : 7 fr. 00

Pour tous renseignements et communications : S'adresser au Régisseur du *Bulletin Municipal Officiel*  
à la Mairie (Secrétariat, Téléphone : VILLEURBANNE 84-85)  
Les demandes d'abonnement peuvent être adressées au Compte cheque postal n° 236-29.

ABONNEMENT  
Un an : 7 fr. 50  
Par mois : 7 fr. 00

## LA FIN DE LA GRÈVE DU TEXTILE



A l'issue du succès de leurs revendications, les ouvriers et ouvrières du textile manifestent en masse, place Albert-Thomas, sous les bannières de la C. G. T. et du Front Populaire, leur reconnaissance à la Municipalité Ouvrière

- AOUT 1936 -

sur le Front Populaire. Les photographies des usines villeurbannaises, de la construction des Gratte-ciel sont souvent consultées. Un dossier sur l'industrie comporte de nombreuses diapositives prises avant la destruction des usines.

La Société d'histoire est assez souvent sollicitée. Si elle entretient de bonnes relations avec l'OVPAR, ses rapports avec les archives municipales sont très peu développés.

#### \* la Maison du Livre de l'Image et du Son

Le fonds ancien de la Bibliothèque municipale peut se diviser en deux ensembles. La partie "culture générale" se compose de dictionnaires et d'encyclopédies de base (éditions du XIXème siècle), de nombreuses revues et des collections de livres populaires de la fin du XIXème siècle et du début du XXème siècle, de grands classiques dans leurs premières éditions... Environ 31000 volumes furent acquis et répertoriés par Louis Maynard, premier archiviste-bibliothécaire de Villeurbanne. En 1933, cet homme cultivé, curieux et très méticuleux fut appelé par le Maire socialiste Lazare Goujon, au moment de la construction du Nouveau Centre. C'est vraisemblablement le contexte social dans lequel il se trouvait à cette époque qui conduisit Louis Maynard à constituer un fonds original, marqué politiquement. En plus de dossiers thématiques réalisés à partir d'articles issus des presses locales et nationales, véritables miroirs des années trente, on trouve aujourd'hui dispersés sur les rayons du 4ème étage de la MLIS, la bibliothèque d'une mairie SFIO!

*L'Histoire Socialiste* de Jean Jaurès figure en quatre exemplaires aux côtés des *Discours de Gambetta*, des oeuvres de Michelet et de la *Révolution Française* de Louis Blanc. Le fonds d'ouvrages franc-maçons ne fut qu'en partie récupéré par la Loge de Lyon. On peut aussi découvrir de nombreux livres publiés aux *Editions Sociales*, aux *Editions Ouvrières*, chez Calman Levy et la collection *Oeuvres Libres*. *L'Encyclopédie anarchiste* est rangée non loin de *L'Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale Ouvrière* de Compère-Morel (1913). Un *Précis du Socialisme* daté de 1892, *La Législation industrielle : les lois ouvrières* de Paul Pic (1909), *Les associations professionnelles ouvrières* en 4 volumes (Justin Godart; 1904) sont complétées par un fonds important de littérature populaire.

La bibliothèque ancienne de Louis Maynard doit être informatisée dans les deux années à venir. Cette mesure en facilitera l'accès au public et permettra de déterminer une politique d'acquisition pour cette section originale de la MLIS.

Si l'on rappelle le succès connu par la rubrique dominicale du Progrès de Lyon, *Villeurbanne Autrefois* et le nombre important de collectionneurs de factures d'entreprises et de cartes postales de Villeurbanne, il n'est plus possible de nier l'existence d'un public pour les choses du passé local! On ne peut constater qu'une dispersion des activités, qui sont parfois même redondantes pour ne pas dire concurrentes.

Sur l'ensemble de la région, les initiatives sont suffisamment nombreuses pour que l'on parle de potentialités, mais insuffisamment organisées pour que l'on pense à un réseau.

Et si les Archives de Villeurbanne devenait ce lien entre les aspirations régionales, en recherchant la complémentarité et en utilisant les ressources existantes...

### III.2.2 BILAN DU SERVICE ARCHIVES/DOCUMENTATION

"Je n'hésite pas à le dire : le premier des archivistes d'une ville c'est toujours le Maire". (...) Le patrimoine de la Nation est un. Si une ville grande ou petite, perdait ses archives, ce n'est pas seulement elle, c'est la France entière qui perdrait une partie de son âme et de sa mémoire" (Jean Favier)(7).

Les Archives municipales de Villeurbanne, installées au sous-sol du Centre culturel depuis 1988, font partie d'un ensemble constitué par les pré-archives et le Centre de documentation, situés à l'Hôtel de Ville. Mademoiselle Dominique Grard en est la responsable. Il est important de rappeler que le service Archives/documentation dépend budgétairement de la Maison du Livre de l'Image et du Son. Cette situation est héritée des années trente, lorsque Louis Maynard remplissait simultanément les fonctions d'archiviste et de bibliothécaire. Elle est commune à de nombreuses villes de cette taille et peut expliquer les curiosités et les richesses des fonds.

#### III.1.2.1 les archives

##### \* le site

Dans un local repeint à neuf, peu éclairé par la lumière naturelle, les Archives de Villeurbanne disposent d'un espace de 279,60 m<sup>2</sup> dont 25 m<sup>2</sup> de bureaux, 29 m<sup>2</sup> de salle de lecture et 224 m<sup>2</sup> de magasins.

##### \* le fonds

Sur 2000 mètres linéaires de rayonnages, environ 1150 sont déjà occupés. Le plus ancien registre date de 1693. Quand aux registres d'Etat civil, aucun ne manque entre 1631 et 1789. Mais la richesse du fonds provient essentiellement de la correspondance municipale conservée depuis 1826, des archives du bureau d'hygiène (enquêtes sanitaires réalisées entre 1912 et 1983), des affiches de propagande des années 1935 à 1939 (Parti socialiste, Parti communiste, Parti populaire français, guerre d'Espagne) et de trois copies originales de films des années trente sur Villeurbanne et la construction des Gratte-ciel (offertes par la société l'Avenir). On peut aussi rappeler la présence des dossiers de gestion des salles de cinéma de la ville à cette époque, d'une trentaine de cartes et de plans (le plus ancien date de 1755) de nombreux journaux municipaux et les journaux nationaux jusqu'en 1944. Les archives du bureau de chômage sont conservées de 1931 à 1975 (fichiers de pointage).

7. discours inaugural fait à l'occasion du premier congrès des archivistes communaux, Grenoble, 1983.



En 1989, les versements réguliers des services administratifs ont fait l'objet de bordereaux détaillés et ont intégré en partie les Archives (13,5 ml d'archives éliminables à long terme; 26,5 ml de documents éliminables au bout de 10 ans, demeurant aux pré-archives). Des photographies réalisées pendant le premier mandat de Monsieur Charles Hernu (1977-1983) ont été déposées par le service communication de la Mairie.

Malgré sa démolition en Mai dernier, l'usine Gendron restera gravée vivante dans la mémoire collective. Les archives de l'entreprise (1930-1980) entrées par voie extraordinaire aux Archives de Villeurbanne en 1989, ont été classées et inventoriées par un étudiant en histoire industrielle.

#### \* restauration/conservation

En 1989, des registres d'Etat civil (6 vol de 1793 à 1812), des registres de recensement de la population (7 volumes) et des matrices de contributions mobilières (3 volumes) ont été restaurés par la Société Ardouin. Un meuble à plan permettra bientôt de conserver et de mettre à disposition du public, cartes, plans et affiches de Villeurbanne.

#### \* le personnel : 2 postes

Un poste est consacré aux tris simples, au classement, à la surveillance de la salle de lecture et aux recherches de documents d'archives sur demande des services. Dominique Grard partage son temps de travail entre les Archives et le Centre de documentation. Aux Archives, elle assure le choix des tris et des éliminations à pratiquer, la rédaction des inventaires et des séries.

#### \* les produits

Pour accéder à la mémoire de la cité, des outils de recherche ont été fabriqués. Entre 1930 et 1989 aucun inventaire des archives n'avait été réalisé, à l'exception de descriptions très détaillées des pièces anciennes. Le récolement, entamé depuis 1988 concerne des documents triés et reclassés dans leur série respective : les séries J (dispensaire, centre médico-social, bureau d'hygiène, police des lieux publics), F (commerce, agriculture, marchés forains, ambulances...) et O (voiries, eaux, assainissement, éclairage). La fabrication d'inventaires est une tâche de longue haleine. Elle procure, cependant, un outil de base aux Archives puisque, seul l'inventaire permet de communiquer facilement les documents. Le récolement des archives devrait s'achever à la fin de l'année 1990. Le classement en continu (série W) est adopté depuis 1978, au profit du classement traditionnel par séries (1820 à 1977) et cela, pour mieux gérer les problèmes de place sur les rayons.

**LECTEURS ET COMMUNICATIONS**  
A. VILLES DE PLUS DE 80 000 HABITANTS

Nom de la commune	Nombre de lecteurs total		Généalogistes	COMMUNICATIONS D'ARTICLES D'ARCHIVES			Recherches par correspondance
	1988	(1987) 1989		Services administratifs	Salle de lecture	Total	
NICE (06)	488	(471)		1 646	1 875	5 844	716
AIX-EN-PROVENCE (13)	743	(2 300)		204	2 917	3 374	191
MARSEILLE (13)	3 943	(3 733)	594	265	13 938	18 153	
CAEN (14)	380	(350)	n.p.	n.p.	n.p.	n.p.	95
DIJON (21)	2 657	(2 916)	129	409	5 049	7 619	1 064
BESANCON (25)	177	(200)	133	25	4 151	4 176	280
BREST (29)	416	(442)	240	240	10 865	11 105	467
TOULOUSE (31)	429	(223)	36	99	10 477	10 941	821
BORDEAUX (33)	2 002	(1 456)	602	458	18 220	38 898	1 200
RENNES (35)	442	(438)	179	198	2 294	2 492	355
TOURS (37)	479	(435)		766	4 228	4 994	
* ORENBOLE (38)	354	(308) 480	108 130	1 251	13 966 en 1989	40 883 en 1988	271
SAINT-ETIENNE (42)	686	(340)	246	883	10 002	13 414	
NANTES (44)	761	(679)	243	249	7 288	10 027	219
ORLEANS (45)	222	(264)	114	1 377	2 856	5 641	317
ANGERS (49)	257	(183)	126	351	3 268	4 081	2 205
REIMS (51)	221	(197)	122	358	2 039	2 541	1 233
NANCY (54)	619	(510)	213	387	16 965	17 364	469
METZ (57)	449	(504)	149			4 817	571
LILLE (59)	701	(689)	385	980	6 367	7 347	1 172
TOURCOING (59)	307	(268)				13 117	
PAU (64)	93	(84)	72	0	953	953	129
STRASBOURG (67)	816	(664)	298	426	7 000	7 426	600
LYON (69)	644		15	214	7 429	13 530	2 430
* VILLEURBANNE (69)	22		36	62	22	138	4
MULHOUSE (68)	351	(567)	135	809	770	1 579	50 en 1988
LE MANS (72)	26	(27)	3	680	225	910	5
VERSAILLES (78)	900	(858)	450	125	10 000	10 125	900
AMIENS (80)				12	1 739	1 751	9
TOULON (83)						9 200	
AVIGNON (84)	202	(143)	63	619	5 157	6 432	95
POITIERS (86)	107	(102)		130	n.p.	770	-
LIMOGES (87)	521		11	n.p.	n.p.	306 (1)	387

(1) Autres communications.

Nom de la commune	Nombre de lecteurs total		Généalogistes	COMMUNICATIONS D'ARTICLES D'ARCHIVES			Recherches par correspondance
	1988	(1987)		Services administratifs	Salle de lecture	Total	
BOULOGNE-BILLANCOURT (92)	31	(51)	12	112	93	205	173
NANTERRE (92)	175		69	1 869	1 447	3 316	-
MONTREUIL-SOUS-BOIS (93)	59	(68)	38	n.p.	n.p.	n.p.	200
SAINT-DENIS (93)	203	(155)	56	930	1 215	2 145	350
SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94)	103	(70)	20	867	720	1 608	145
VITRY-SUR-SEINE (94)	259	(209)		546	120	676	30
ARGENTEUIL (95)	54		11	65	346	411	143
FORT-DE-FRANCE (972)	40 par jour		5	n.p.	n.p.	n.p.	12
SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION (974)	n.p.		n.p.	225		225	
NOUMEA (Nouvelle Calédonie)	20		0	635	38	673	
<b>TOTAL</b>	<b>21 319</b>		<b>4 917</b>	<b>18 410</b>	<b>163 740</b>	<b>253 318</b>	<b>17 258</b>
<b>MOYENNE</b>	<b>547</b>		<b>149</b>	<b>511</b>	<b>4 816</b>	<b>6 333</b>	<b>523</b>

in Rapport annuel de la Direction des Archives de France 1988 .

La réalisation d'inventaires se complètera en 1990 d'actions diverses comme la constitution d'un fichier patrimoine et d'un fichier de noms de rues. Le premier doit recenser tous les bâtiments communaux à partir des fichiers des casiers sanitaires et des permis de construire; Le second prévoit la mise en fiches des voies dont l'histoire sera retracée grâce aux mentions retrouvées dans les registres de délibérations. Ces initiatives répondent à une demande croissante en provenance des scolaires et des curieux de la ville. Des cahiers de photocopies de délibérations sur un thème donné ont été rédigés pour faciliter le travail de recherche. Onze d'entre eux concernent les groupes scolaires villeurbannais dont l'histoire peut dès lors, être retracée entre 1850 et 1930.

En 1988, pour la première fois, un rapport d'activités des Archives municipales a été envoyé à la Direction des Archives de France permettant une reconnaissance officielle du service.

\* les services : 138 communications de documents au public

Les services administratifs ont sollicité 168 fois les Archives municipales. Les demandes émanaient en grande partie des services techniques (permis de construire et plans). 54 demandes de photocopies de textes parus au Journal Officiel, 36 consultations sur place (universitaires, curieux..), 50 recherches d'actes d'état civil en réponse aux courriers des généalogistes ont été recensés en 1989.

Le tableau comparatif ci-contre fait état du nombre de lecteurs et de communications dans les services d'archives de plus de 80 000 habitants.

\* les problèmes

L'absence de signalisation et les difficultés d'accès à un local sombre, exigü et peu accueillant n'encouragent pas le public à découvrir les archives ni à y séjourner. La localisation en sous-sol favorise l'accumulation de poussière et la présence des rats. L'étroitesse des plages d'ouvertures (du mardi au vendredi, de 8h30 à 12h30) n'améliore pas la situation. Faute de salles d'exposition et d'animation, les possibilités d'accueil et d'actions culturelles sont réduites au strict minimum.

Le manque de personnel se fait douloureusement sentir lorsqu'il s'agit d'exploiter (inventaires, fichiers..) et d'enrichir (collectes) le fonds villeurbannais. Ici, il n'est pas question de diversifier les supports, de "compléter" la mémoire par la recherche de pièces originales.

Un ou deux meubles à plans ne suffisent pas à protéger des documents plats restaurés sans prise de conscience des conditions de conservation actuelles. Aucun d'entre eux n'est supporté par des cartons sans acide, ni même à l'abri de la poussière (pas de film polyester ni papier bible sans acide, pour les recouvrir). Les registres de délibérations municipales des années 1790 à 1981, très souvent manipulés, sont dans un état critique. Les robustes cartons Cauchard n'ont jamais fait l'objet de commandes spéciales. Par ailleurs, les conditions d'éclairage, de température et d'humidité dans les réserves ne sont pas vérifiées. Les instruments de mesure font défaut de même qu'une installation de détection automatique d'incendie.

Au manque d'effectif s'ajoute un manque de qualifications du personnel. Les difficultés de communication entre les employés, aiguës par des conditions de travail insatisfaisantes se traduisent par une atmosphère négative qui est ressentie par le public extérieur.

Dans ce contexte, le service et son personnel ne peuvent pas s'épanouir. Leur dépendance budgétaire de la Maison du Livre, de l'Image et du Son qui sous-entend l'absence de relation de confiance, ne fait qu'aggraver la situation.

### III.1.2.2 le centre de documentation

#### \* le site

Situé au premier étage de l'Hôtel de Ville, le Centre de documentation n'est séparé des services administratifs que par des étagères. Une photocopieuse marque l'entrée de cet espace de 20 m<sup>2</sup>, envahi par trois bureaux. Le service documentation existe depuis 1982.

#### \* le fonds

Le Centre de documentation doit conserver et mettre à disposition des services qui en font la demande, les périodiques d'information générale intéressant les collectivités territoriales (une vingtaine dont la Gazette des communes, le Journal des Maires, le Moniteur...); le Journal Officiel et la presse locale. Il centralise tous les abonnements de la Mairie. Quelques ouvrages de référence et les jurisprudences concernant le droit administratif, les collectivités locales, le droit privé, le droit du travail, le recueil des décisions du Conseil d'Etat peuvent faire l'objet de prêts.

\* le personnel : moins d'un quart de poste

Après la mutation en Janvier 1990 d'un agent administratif alors chargé des travaux de photocopie, du classement de la presse locale, de la diffusion de la revue de presse culturelle et de la rédaction des fiches préparatives au "Flashdoc Textes officiels", l'abandon du fichier thématique a été décidé. La remplaçante de cette personne est en congé maladie depuis sa mutation, congé prolongé jusqu'à l'année prochaine. Les absences répétées du rédacteur dont la tâche consistait à préparer les "Flashdoc documentaires", et rechercher puis photocopier tout texte officiel paru au J.O. postérieur à 1982, ont freiné les activités du service. Cet agent n'exerce plus au Centre de documentation depuis le 1er Juillet 1990. Il n'y a plus de dactylo pour taper les courriers et les inventaires en provenance des Archives, les bulletins et les fiches thématiques. Dominique Gard, partagée entre les Archives et le Centre de documentation n'a plus le temps de mener des recherches de jurisprudence à la demande, ni de constituer des dossiers documentaires ou d'interroger les bases de données juridiques.

\* les produits

Conséquence directe du manque de personnel, le dépouillement de la presse locale classée par thème n'est plus assuré; les bulletins documentaires prévus autrefois mensuellement ne sont plus diffusés. "Flashdoc documentaire" était une liste de références issues des périodiques reçus; "Flashdoc Textes Officiels", un choix d'articles tirés des recueils de textes officiels : J.O., répertoire du Ministère de l'Intérieur...

\* les services : 124 demandes en 1988

Un quart des questions posées en 1988 par des services municipaux ont fait l'objet de recherches automatisées sur les bases de données juridiques de Juridial sur Minitel (service contentieux). Le service communication de la Mairie (Ovide) était très intéressé par les revues de presse locale. Il doit aujourd'hui assumer cette tâche. Les recherches thématiques sur des sujets précis, les demandes de textes officiels, proviennent principalement du Cabinet du Maire, du service contentieux et des services techniques. En 1990, l'absence d'une documentaliste à temps plein, a fait chuter le nombre des demandes d'informations.

\* les problèmes

Dans un espace aussi restreint, comment s'étonner de la rareté des consultations sur place? La capacité de rangement sur les étagères est réduite et ne permet pas d'enrichir les collections d'ouvrages et de périodiques. Qui pourrait d'ailleurs s'occuper de la gestion des prêts, s'ils venaient à se multiplier?

La responsable, documentaliste de formation était ici, particulièrement mal entourée. Les problèmes de personnalités et les conflits entre les agents ont eu des retombées néfastes sur les activités du Centre de documentation qui dorénavant ne fonctionne plus. Seuls le rangement des périodiques et la tenue des abonnements sont assurés. Dominique Grard remplit ces tâches à raison d' 1 heure par jour.

Faute de qualifications et d'effectifs suffisants, les produits se réduisent au minimum. Le service manque de crédibilité. Il en résulte une perte d'argent et d'énergie qui risquent de ne plus justifier l'existence du Centre de documentation.

Le traitement des pré-archives revient aussi au responsable du service.

### III.1.2.3 les pré-archives

Au rez-de-chaussée de la Mairie, un local spécial abrite les archives intermédiaires. Les dossiers du personnel (depuis 1907), les courriers du Secrétariat Général sont souvent consultés aux pré-archives par les services qui les ont produit. Une partie de ces archives sera éliminée au bout d'un certain temps; une autre sera déposée au dépôt d'archives municipales et fera l'objet d'un tri et d'un reclassement.

En plus de ses missions courantes, chaque employé du Centre de documentation pouvait faire des recherches aux pré-archives à la demande des services municipaux. Recueillir les versements, les classer en boîtes d'archives par grandes séries, encourager les services à remplir des bordereaux de versements sont autant de tâches supplémentaires qui visaient à faciliter l'accès aux sources d'information et à préparer l'arrivée des documents aux Archives.

Quoique ce service ait toujours fonctionné sans problème majeur, il représente toutefois une activité annexe des Archives et non du Centre de documentation. L'archiviste doit prendre le temps de former le personnel des services municipaux au tri et au classement de leurs propres archives pour que cette phase du travail ne soit pas reprise à l'entrée dans le service des Archives.

En dépit de conditions de travail difficiles, le besoin grandissant d'informations de la part des élus et des personnels municipaux s'est manifesté en 1989 par l'augmentation légère mais réelle des demandes de documents. L'état d'exploitation du centre de documentation est aujourd'hui trop déplorable pour enregistrer ne serait-ce

qu'une petite croissance du nombre des communications. La responsable du service consacre presque tout son temps aux tris et aux classements des archives municipales.

Nous souhaitons profiter de cette situation pour développer des idées qui ne soient pas uniquement des palliatifs. Aussi nous ne retiendrons des solutions proposées à la Municipalité au cours des deux dernières années que l'usage de la télécopie, l'abonnement à la base COMODOC, le microfilmage des registres de délibérations et l'informatisation des documents d'archives.

L'expérience grenobloise que nous résumons ci-dessous est riche d'enseignements. Elle influence quelques lignes de notre avant-projet.

#### III.1.2.4 l'exemple grenoblois

+ Le service des archives de Grenoble, rattaché au Secrétaire général adjoint chargé des affaires culturelles, existe depuis 1976. Situé au rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville, il occupe un espace de 870 m<sup>2</sup> (130 m<sup>2</sup> de bureaux; 50 m<sup>2</sup> de salle de lecture; 10 m<sup>2</sup> de local informatique; 680 m<sup>2</sup> magasins). Le déménagement des Archives dans un local plus vaste est en projet.

Les plus anciens documents datent du XII<sup>ème</sup> siècle. Le fonds est bien conservé; il est classé et inventorié depuis les années vingt. Aujourd'hui, 3475 mètres linéaires de rayonnages (sur 3775 ml) sont occupés. En plus des archives courantes, le service collecte des cassettes vidéo et des bandes magnétiques (enregistrements sonores des séances du conseil municipal : 1983-1989). Une bibliothèque d'ouvrages d'histoire locale est mise à jour tout au long de l'année.

La reliure administrative et la restauration des registres sont régulièrement pratiqués. des instruments de mesure de la température et de l'humidité relative sont installés dans les magasins.

Les Archives classées 1<sup>ère</sup> catégorie depuis 1976 sont dirigées par un conservateur chartiste. Dix personnes y travaillent; trois d'entre elles à temps partiel. Deux attachés (cat.A), deux sous-archivistes (cat.B), un rédacteur (cat.B), un commis (cat.C), un agent technique et deux aides (cat.C), un agent de bureau (cat.C) constituent le personnel du service. Presque tous ont suivi des stages de formation en traitement de texte et en interrogation de bases de données.

L'originalité des Archives de Grenoble tient à son action pilote, en faveur de l'informatisation. Sept personnes sont chargées de l'inventaire, de l'analyse et de l'indexation des versements. Le matériel informatique (IBM visiotexte) cumule les fonctions de traitement de texte et de gestion de fichiers pour permettre l'impression d'un inventaire. ARCANO a produit, au bout de trois ans de travail, l'inventaire des

versements pour la période 1940-1983. En 1990, ARCANÉ 1 mettra à disposition du public l'inventaire des archives versées entre 1983 et 1989. Des fichiers informatisés de la bibliothèque, des autorisations de voiries, des dossiers individuels du personnel ont déjà été réalisés. Pour mener toutes ses missions d'informatisation, les Archives seront dotées en 1991 de quatre terminaux.

Les Archives municipales ont communiqué en 1989, 5597 documents. 1396 demandes émanaient des services administratifs; 2264 provenaient d'universitaires et 1819 de généalogistes. On a recensé 480 lecteurs (354 en 1988).

En plus des expositions qu'elles organisent avec le CRDP ou la Bibliothèque d'études, les Archives accueillent des stagiaires, des scolaires (PAE) et facilitent le travail des chercheurs (une vingtaine de diplômes d'études supérieures). Le conservateur intervient lors des congrès nationaux, donne des cours d'archivistique et enseigne au titre de la formation continue (stages CNFPT). Elle entretient des relations privilégiées avec les archives départementales et les institutions culturelles et scientifiques locales.

Les Archives de Grenoble remplissent les fonctions administratives (collecte et traitement des fonds municipaux), scientifiques (conception d'instruments de recherche, exploitation du fonds, conservation des archives historiques) techniques (recherche documentaire...) et culturelles (service éducatif, expositions, stages) reconnues par la Direction des Archives de France.

Suite aux lois de décentralisation et à l'élargissement des pouvoirs d'intervention des municipalités sur le plan culturel, la volonté de mise en valeur de l'histoire locale a entraîné la multiplication des services d'archives municipales, dans toute la France. Le mouvement est donc d'envergure. Il faut en tenir compte : c'est l'image de marque de la ville qui est en jeu. Grenoble l'a bien compris.

+ Le Centre de documentation créé en 1960 est une des fiertés de la Ville de Grenoble. Etalé sur 140 m<sup>2</sup>, il est situé à quelques pas des Archives dont il est cependant tout à fait distinct budgétairement. Huit personnes dont une responsable, deux sous-archivistes (IUT de documentation et DESS informatique documentaire), une attachée (licence documentation) et quatre personnes formées aux techniques documentaires (minimum deux ans d'études) remplissent les missions de traitement et de communication de l'information nécessaire à l'activité des services municipaux. Le service fonctionne bien; il est reconnu pour son utilité et la qualité de ses prestations par les élus.



Le Centre de documentation diffuse les textes et articles intéressant le travail administratif des Services; il publie un bulletin documentaire qui recense les textes, articles, livres intéressant la gestion et l'action municipale et une revue de presse mensuelle sur les questions d'économie locale. La gestion des fonds de la Mairie (commandes de livres, abonnements, reliure) est systématique. Le service prête des livres, des revues, des dossiers, pratique des recherches et constitue des dossiers thématiques à la demande. Plusieurs bases de données sont utilisées par le Centre de documentation : *Badinage* contient les Arrêtés du Maire (à partir de 1983) et les délibérations du Conseil Municipal (depuis 1959); *Biblio* est une bibliographie analytique des livres du service; *Ramage* est un suivi de l'organigramme des services municipaux (historique, missions, localisation). *Ressources* recense les thèmes et sous-thèmes des livres, dossiers et ouvrages mis à jours; *Oredos* donne accès aux titres des dossiers d'activités réalisés par les services municipaux pour OREDIC. Le Centre de documentation est le correspondant pour Grenoble d'OREDIC, réseau d'échanges et d'informations entre collectivités de plus de 100000 habitants. Ce réseau fut créé par l'Association des Maires de France pour coordonner les activités des municipalités.

Le budget de fonctionnement du Centre s'élève à environ 800000 francs par an.

Les quatre-vingt services municipaux disposent de plans de classement des fonds documentaires. Les personnels viennent consulter sur place. Il n'y a pas de messagerie interne.

Les Jeux Olympiques de 1968 ont donné une impulsion décisive au Centre de documentation, dont la Ville de Grenoble ne peut plus se passer aujourd'hui.

Les Centres de documentation municipaux se développent en France au même rythme que les services d'archives. L'ère de la communication et les nouvelles formes de gestion des communes placent l'information au plus haut rang. On comprend de cette façon pourquoi les grandes sociétés, pionnières en matière de marketing et de techniques d'évaluation ont été les premières à créer des services spécialisés d'archives et de documentation.

Sans vouloir imiter l'expérience grenobloise, nous pouvons cependant en tirer une leçon. Une bonne gestion des sources archivistiques et documentaires ne peut se faire qu'à l'aide d'un personnel qualifié et d'outils de recherches performants. La plus fine information recherchée est alors obtenue dans des délais défiant toute concurrence. C'est l'efficacité au service de la commune.

### III.2.3 PROPOSITIONS POUR LA REVALORISATION DES ARCHIVES MUNICIPALES

#### III.2.3.1 Le public visé

Le projet tel que nous l'imaginons s'adresse à trois publics : les généalogistes, les chercheurs et les scolaires.

##### \* les généalogistes

Ils sont déjà un certain nombre à fréquenter les Archives municipales de Villeurbanne et d'une manière générale tous les services d'archives français. Pour les personnes âgées, se plonger dans l'histoire familiale, retrouver ses racines est une nouvelle façon de bien vivre sa vieillesse. La curiosité est leur principale qualité. Aussi, les recherches s'accompagnent souvent de lectures d'ouvrages historiques. Situer l'arbre généalogique par rapport au contexte économique et social demande d'avoir accès à des documents variés dont les photographies et les cartes postales...D'où leur goût prononcé pour les expositions. Les passionnés d'histoire locale, les plus érudits ou ceux qui ont la plume facile, rédigent des souvenirs, constituent des dossiers ou collectionnent des pièces rares. Ils sont présents aux réunions des associations villeurbannaises, à l'OVPAR ou à la Société d'histoire. Ils aiment participer aux visites guidées organisées par l'Office du tourisme villeurbannais.

Leur proposer un accès facile aux documents, dans un cadre agréable et des sources d'information supplémentaires présentées sous la forme d'expositions à la réalisation desquelles ils pourraient s'associer, est une manière d'attirer un public parfois difficile mais toujours passionné.

N'oublions pas que les personnes âgées sont des relais essentiels de la mémoire collective.

##### \* les chercheurs

Ils constituent le public potentiel des Archives : un public qu'il s'agit d'intéresser. La Région Rhône-Alpes dispose d'un formidable parc d'établissements d'enseignement supérieur. Pourquoi ne pas en profiter? Les universitaires ont cependant des exigences. La qualité des outils de recherche mis à leur disposition et la connaissance parfaite des richesses du

fonds sont des facteurs qui déterminent la profondeur d'une étude dans le cadre des Archives. Ils apprécient l'existence d'une bibliothèque d'histoire locale, de fonds iconographiques bien conservés (plans, cartes, gravures, photos), de fonds sonores (témoignages oraux) et de sources audiovisuelles (films documentaires ou de fiction sur un thème précis). Le regroupement de fonds d'archives publiques et privées en un même lieu est un gain de temps non négligé au cours d'une recherche.

Les élèves et les enseignants de l' Ecole d'architecture et de l'Ecole Nationale des Travaux Publics ne demandent qu'à être sollicités pour des études sur les bâtiments industriels. L'Institut d'Art de Lyon II peut trouver son bonheur entre les fonds d'architecture, les plans d'urbanisme et les permis de construire. Complétés de témoignages d'ouvriers retraités, les archives du bureau de chômage des années 30-40 intéressent la section d'histoire industrielle de la faculté aussi bien que les cellules de sociologie et d'urbanisme de l'INSA ou de l'IUT.

Un fonds d'archives bien inventorié est un fonds riche car exploitable aisément. Les chercheurs le savent. Lorsque Villeurbanne se dotera d'un véritable service d'archives, il n'y aura pas besoin de fournir un gros effort de promotion pour attirer ce public spécialisé. De bons contacts et une volonté commune d'enrichir la connaissance humaine devraient suffire.

#### \* les scolaires

Depuis quelques années l'enseignement de l'histoire et des techniques est illustré par la présentation de sources primaires. L'utilisation de documents d'époque concrétise l'histoire aux yeux des élèves et permet de forger leur regard critique. Cette nouvelle approche est ressentie au niveau des dépôts d'archives. Plusieurs services départementaux et communaux organisent des animations destinées aux écoliers et aux collégiens. Travaux pratiques, projets d'action éducative (PAE) et petites recherches historiques sont dirigées conjointement par l'archiviste et l'enseignant.

Villeurbanne est un terrain privilégié pour ce type d'activités en raison de ses nombreux établissements d'enseignements primaire et secondaire. L'origine industrielle de la ville offre de multiples perspectives de travail pédagogique : les thèmes qui empruntent aux techniques (l'industrie textile) ou à l'histoire sociale (les mouvements ouvriers) sont exploitables dans le cadre des programmes officiels. Le Rectorat et le Centre Régionale de Documentation Pédagogique soutiennent ces nouvelles formes d'activités scolaires.

### III.2.3 les propositions

#### \* réorganisation des fonds et des services

Dissocier les services Archives et documentation et les rattacher respectivement au Maire adjoint chargé des Affaires culturelles et au Secrétaire Général sont les premières mesures à prendre. Elles sous-entendent une gestion autonome des deux services et une totale indépendance de la MLIS. Les préarchives restent sous la responsabilité de l'archiviste. Si les pratiques des archivistes s'inspirent de plus en plus de celles des documentalistes ou des bibliothécaires, leurs missions et leurs publics sont fondamentalement différents. Le rôle de gardien de la mémoire locale n'est pas partagé avec le Centre de documentation qui doit délivrer quotidiennement des informations nécessaires à la conduite des services municipaux. De même, une bibliothèque municipale n'a pas de fonction patrimoniale majeure à assurer.

Il faudra cependant réfléchir au problème de la presse nationale et de la presse locale, centralisées par le Centre de documentation mais aussi consultées à la salle d'actualité de la MLIS. Par ailleurs, une partie du fonds Louis Maynard de la Bibliothèque (dossiers et ouvrages marqués historiquement) pourrait être mieux exploitée dans le cadre d'un Centre de la Mémoire industrielle. Association loi de 1901 rattachée au service des Archives municipales, le centre aurait pour mission de mettre en valeur la culture scientifique, technique et industrielle. Son fonds et ses activités seraient conçus pour être complémentaires des structures régionales intéressées par la valorisation du patrimoine industriel.

L'indépendance des services et la création d'une structure spécialisée ne sont envisageables qu'à la seule condition de recruter un personnel qualifié.

#### \* qualification du personnel

La Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Mulhouse forme par l'intermédiaire de la filière MECADOCTE (8) les archivistes des collectivités territoriales. Depuis le début des années quatre-vingt, cette formation unique en France, offre aux étudiants la possibilité d'obtenir un DESS Techniques d'Archives et de Documentation ou un DEA Sciences et Techniques : histoire, gestion, enjeux (cf Annexe IV).

En raison de leur richesse, les Archives de Villeurbanne méritent d'avoir pour responsable un professionnel des archives sensibilisé au monde du patrimoine industriel. En prenant pour base le nombre de quatre agents pour 100000 habitants et deux à trois agents par tranche supplémentaire de 50000 habitants (9) pour gérer un service d'archives seul, on peut penser qu'une équipe de six personnes serait à même de remplir les missions de deux structures (Archives/Centre de la Mémoire industrielle). Les fonctions de chacun devraient être définies dans un organigramme suffisamment précis pour déterminer leur profil idéal. De formations spécialisées (type DESS, license MECADOCTE ou université de Lyon, DUT documentation, informatique, audiovisuel; animation pédagogique) tout le personnel devrait avoir un niveau minimum de deux années d'études supérieures. Pour mener des recherches dans un fonds spécialisé et pour le développer, il nous semble important que le/la documentaliste ait reçu une formation supplémentaire en histoire industrielle. La prise en charge de stagiaires en cours d'études devrait être envisagée.

Le minimum de quatre documentalistes est exigé pour le bon fonctionnement de tout Centre de documentation. Un responsable (DESS informatique documentaire) et trois documentalistes (minimum DUT) sauront dynamiser et rendre indispensable une structure déjà reconnue pour son utilité.

Cet effort demandé à la Municipalité est justifié par la nécessité de développer des structures de qualité. Recruter une équipe responsable, c'est mettre efficacité et compétence au service de la conservation, l'exploitation et le développement du fonds.

#### \* conservation du fonds

La fonction patrimoniale des Archives exige en premier lieu le respect des normes de conservation. Elles sont très bien évoquées dans une étude intitulée : *Les moyens de conservation les plus économiques dans les bâtiments d'archives des pays industrialisés et tropicaux* (10) qui s'inspire elle-même des directives des Archives de France : *Les bâtiments d'archives, construction et équipements* (11). Nous en rappelons les grandes lignes.

Des protections contre le vol, le feu, les variations de température et d'humidité, la pollution, la lumière, les champignons, les insectes et les rongeurs doivent être envisagées dès la programmation de la construction d'un bâtiment d'archives. Les conditions climatiques souhaitées dépendent de la nature des documents. L'isolation dans des

9. in *L'archiviste dans la cité* : actes du premier congrès des archivistes communaux, Grenoble 1983. Paris : Archives Nationales : 1984.

10. Etude du RAMP. Paris : UNESCO, 1987.

11. par Michel DUCHEIN. Paris : Archives Nationales. 1985.

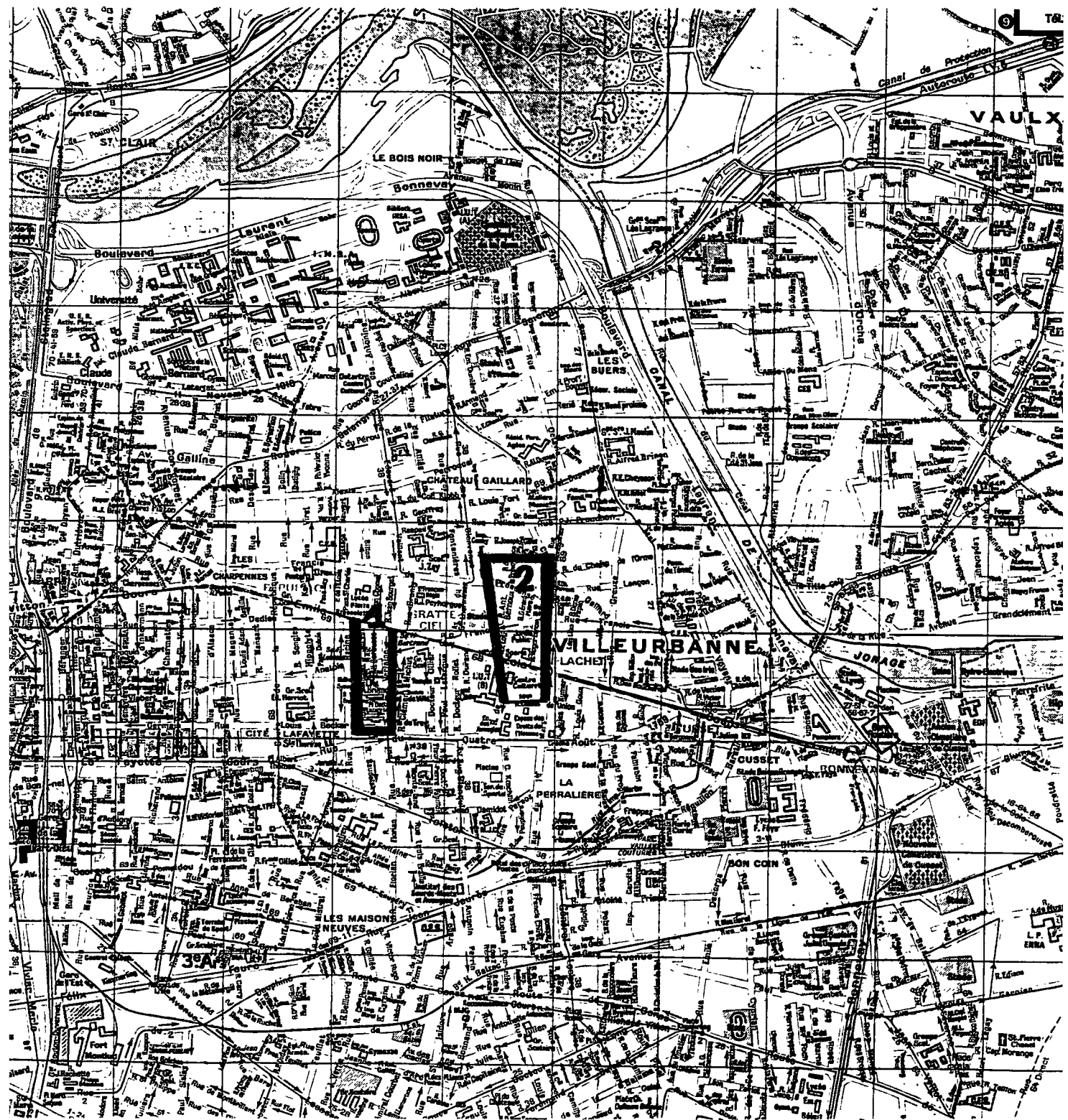
locaux spéciaux (armoires frigorifiques, espaces climatisés) des bandes magnétiques, microfilms, supports photographiques et du papier doit toujours s'accompagner de l'installation d'instruments de contrôle de la température et de l'humidité relative (thermohygrographes enregistreurs). La climatisation est un système coûteux que l'on peut concevoir uniquement pour les magasins abritant des archives historiques. Déshumidificateurs et humidificateurs devraient compenser les variations climatiques enregistrées au cours d'une année. La ventilation des locaux et la filtration de l'air évitent la prolifération des champignons et des bactéries dans les réserves. Par ailleurs, on a remarqué le pouvoir germicide des rayons solaires et l'effet néfaste de l'absence de lumière naturelle sur le moral du personnel. De cette double constatation, le Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques a conclu à la nécessité de conserver un dixième de surfaces vitrées dans les magasins. La lumière artificielle est assurée par des tubes fluorescents comportant des filtres anti UV, de 50 à 150 lux. Enfin, ces quelques règles de sécurité doivent être suivies de l'installation d'un système de détection automatique d'incendie et d'extincteurs manuels à poudre sèche (l'extinction automatique par le gaz Halon reste onéreuse).

Le conditionnement des documents eux-mêmes est à considérer comme une mesure préventive. Quelques établissements se sont lancés dans la fabrication de boîtes d'archives tous formats, en carton sans acide, d'une très grande solidité. Ils ont la propriété de protéger les liasses et les registres pendant de longues années. Cette mesure d'un coût moyen retarde ou même évite les coûts souvent démesurés pour un petit service engendrés par les restaurations. Cependant, restaurer des plans et des affiches, désacidifier et relier des registres souvent manipulés s'avèrent parfois indispensables. Ces travaux devront être réalisés par des spécialistes conscients des conditions de conservation dans les magasins et des conditions d'utilisation dans la salle de lecture. Un plan d'architecture doit pouvoir être manipulé par l'intermédiaire d'un support en carton traité et lu au travers d'un film protecteur en polyester transparent.

Microfilmer les registres de délibérations municipales souvent consultés, épargnerait aux Archives de Villeurbanne des frais fixes de restauration et de reliure.

Un atelier de restauration, de microfilmage et de désinfection des documents d'archives est en cours d'aménagement à Roanne. Il répondra aux demandes des services d'archives régionaux qui ne disposent pas de matériel spécialisé. La création de cet atelier est un atout de plus pour les Archives municipales de Villeurbanne.

Dans le traitement des fonds d'archives, les mesures de conservation sont prioritaires. Elles doivent faire l'objet d'une programmation détaillée, soutenue par le conseil technique des Archives de France. Le choix des systèmes de protection des archives est lié aux caractéristiques techniques



- 1 *Axe historique*
- 2 *Axe culturel*

et spatiales du bâtiment dans lequel les fonds seront conservés et exploités.

\* exploitation du fonds

+ Le site actuel des Archives, malgré toutes les modifications qu'on lui apportera, ne pourra jamais devenir le lieu de mémoire que nous imaginons. Il faut l'envisager dans un autre cadre, plus spacieux, plus accueillant et plus conforme aux normes de sécurité.

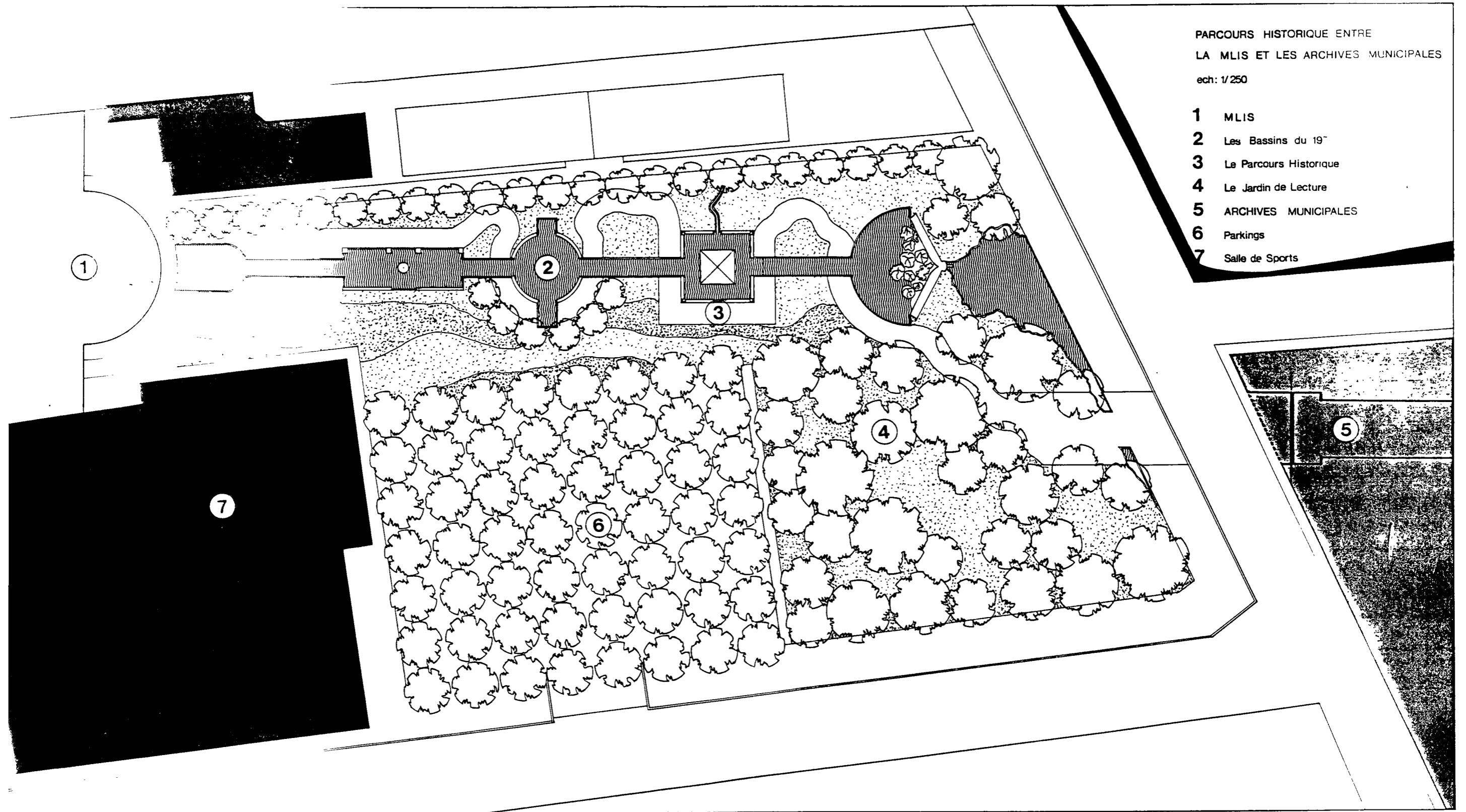
L'aménagement d'un dépôt d'archives dans un bâtiment ancien n'entraîne pas nécessairement des coûts supérieurs à la construction d'un édifice neuf. Les usines villeurbannaises offrent des caractéristiques proches de celles évoquées dans les normes de construction des bâtiments d'archives. Leurs murs épais permettent une certaine inertie thermique et induisent l'économie de systèmes sophistiqués de climatisation. La charge au sol est largement suffisante : de lourdes machines entreposées pendant des années l'ont prouvé! Ce sont des bâtiments peu vitrés en façade; leurs toits en sheds donnent un éclairage zénithal fort agréable dans une salle de lecture (à éviter dans les magasins en raison des risques d'infiltrations d'eau de pluie). Leurs grands espaces ouverts offrent des solutions originales d'aménagement intérieur. Enfin, leur hauteur sous plafond permet de projeter à long terme le doublement des surfaces. Pour l'instant, une superficie de 2500 m<sup>2</sup> devrait suffire à l'installation de magasins, de bureaux, de salles de lecture, d'animations, d'expositions et de conférences.

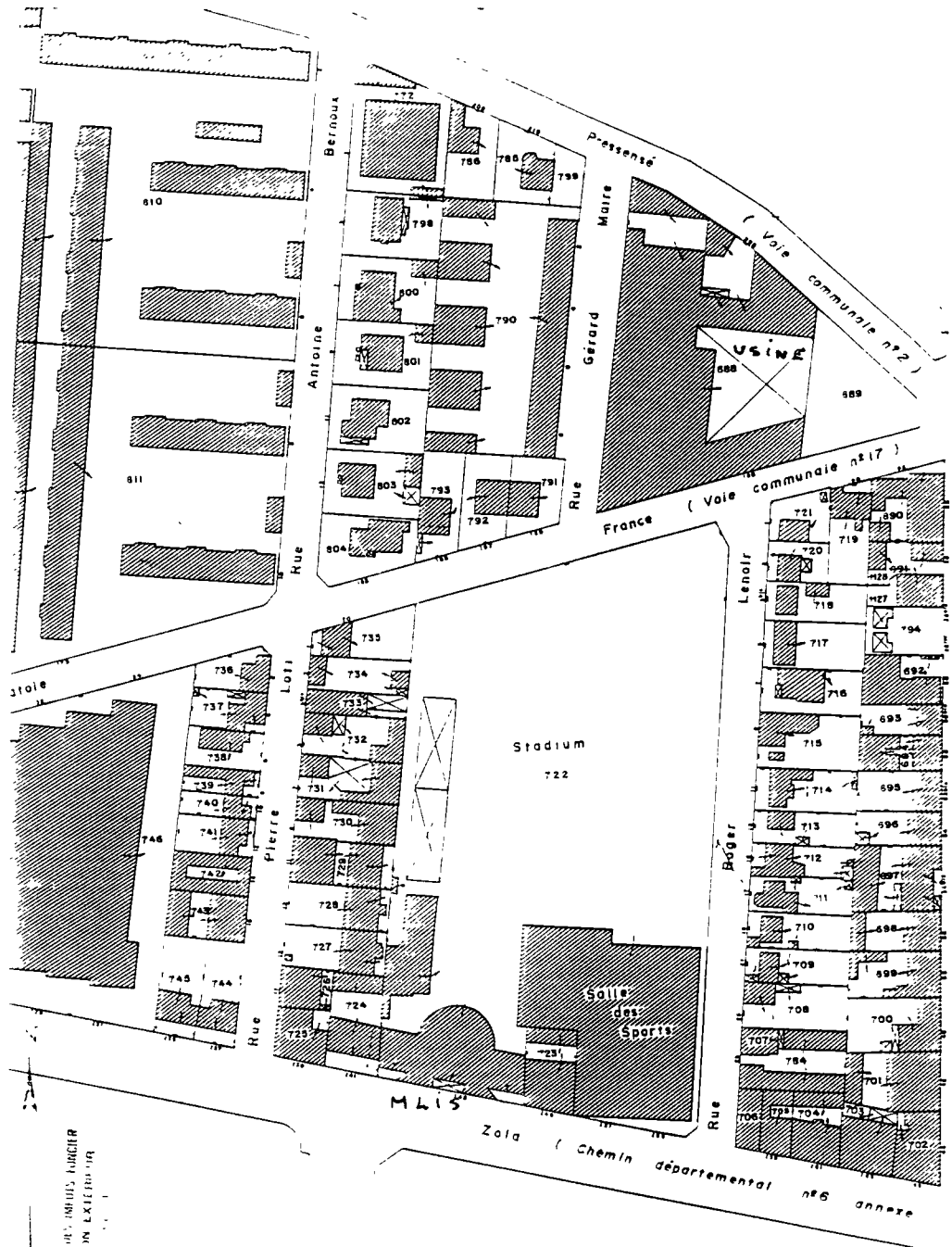
Pour illustrer ce chapitre, nous avons eu l'idée de nous pencher sur le plan d'occupation des sols de la ville de Villeurbanne. Nous avons d'abord remarqué la colonne vertébrale représentée par le Cours Emile Zola et puis...deux axes. Ils sont soulignés d'un trait noir sur le schéma ci-contre. L'axe historique, le plus connu, est constitué par le Théâtre National Populaire, l'Hôtel de Ville et les Gratte-ciel. Quelques centaines de mètres plus loin, son pendant au Nord du Cours Emile Zola, c'est ce que nous appellerons, l'axe culturel. Il est formé par la Maison René Cassin, le Centre culturel, la Maison du livre, de l'image et du son et l'URDLA. Entre ces deux derniers établissements, véritables monuments culturels pour leur architecture ou leur symbolisme, il y a un espace public (jardin et parking) et une ancienne filature, aujourd'hui usine de métallisation. C'est en observant cette usine du cinquième étage de la MLIS que nous avons imaginé la possibilité d'y créer les Archives municipales et le Centre de la Mémoire industrielle (voir pages suivantes). Un parcours historique et des îlots de lecture sépareront un monument érigé en l'honneur de la culture du XXème siècle d'un édifice symbolisant la culture ouvrière et industrielle de la fin du XIXème. Le jardin de la mémoire de Villeurbanne.

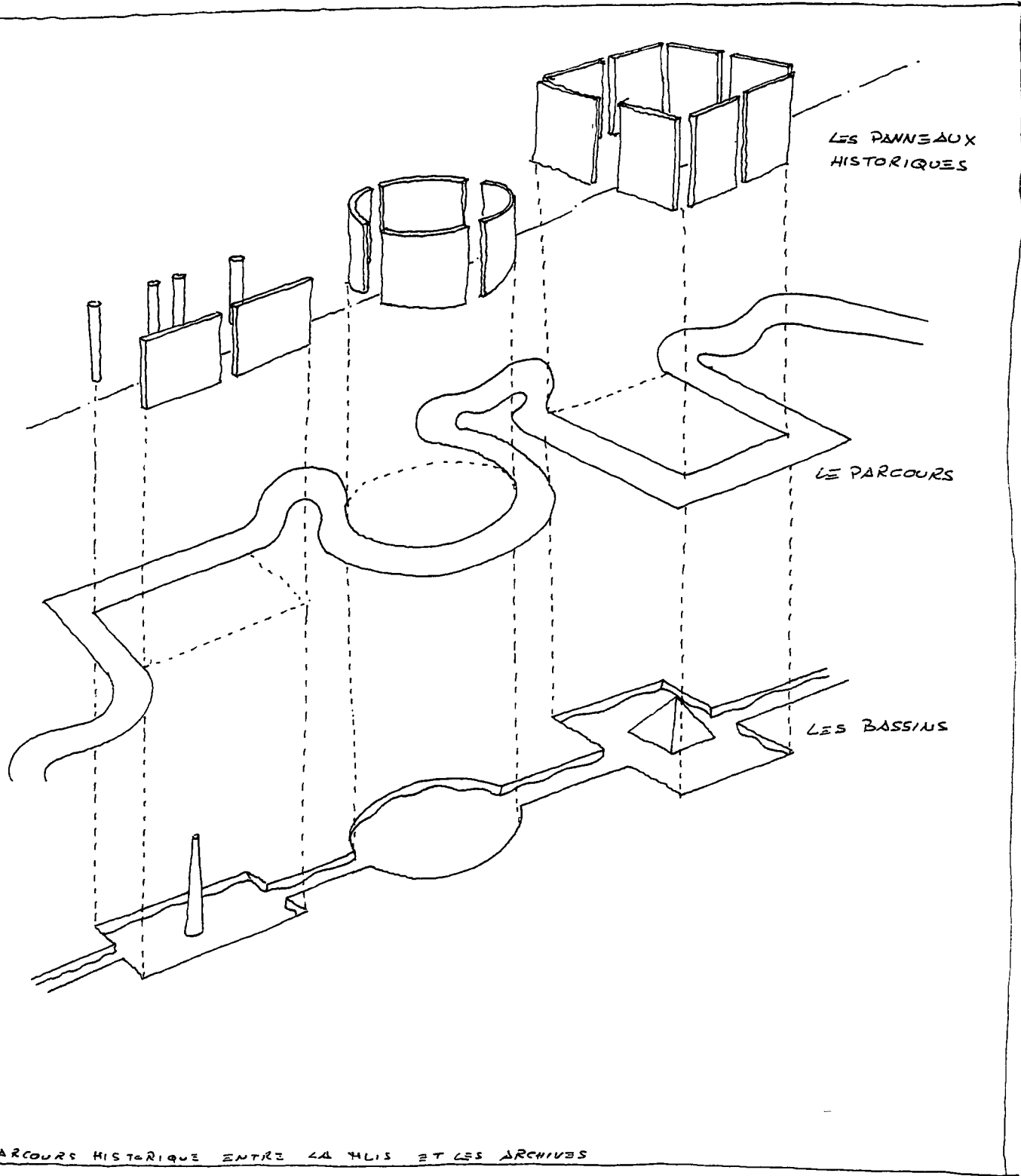


PARCOURS HISTORIQUE ENTRE  
LA MLIS ET LES ARCHIVES MUNICIPALES  
ech: 1/250

- 1 MLIS
- 2 Les Bassins du 19<sup>e</sup>
- 3 Le Parcours Historique
- 4 Le Jardin de Lecture
- 5 ARCHIVES MUNICIPALES
- 6 Parkings
- 7 Salle de Sports







dessiné par Pascal Goujon, architecte

En-têtes de papiers à lettres d'entreprises villeurbanaises

# D. MARCHAND

Rue Charles Montaland

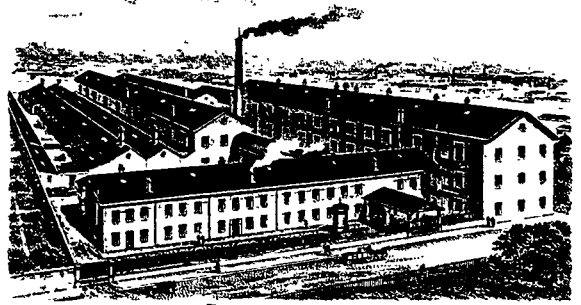
VILLEURBANNE (Rhône)

APPRÊTS de TULLES

Tous genres sans exception  
et IMPERMÉABLES  
divers procédés.....

SPÉCIALITÉS de.....

BLANCS INALTÉRABLES  
Par traitement T. S.  
Breveté S. G. D. G.



Apprêts de Tulles et Dentelles  
E. MARCHAND

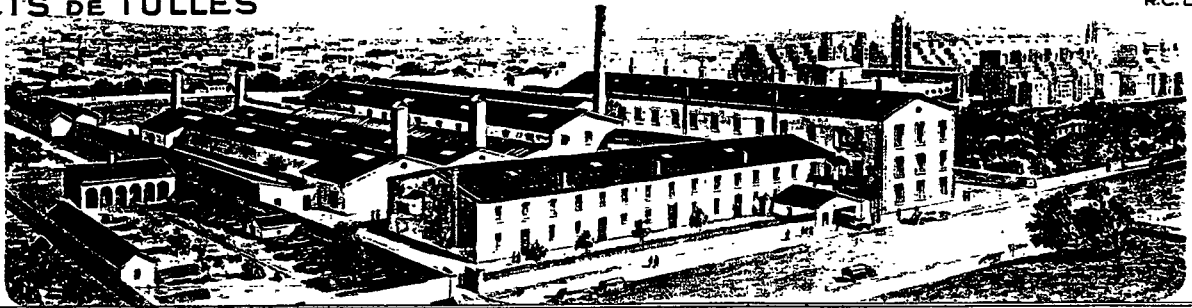
Société à Responsabilité Limitée Capital 420.000 Frs  
16 à 22, Rue Charles-Montaland, VILLEURBANNE  
R. C. LYON B 6998

*Le 11 juin 1926.*

de 36 à 47....

APPRÊTS DE TULLES

R.C. LYON B 6998



## ETABLISSEMENTS D. MARCHAND

TÉL.: VILLEURBANNE 99-18  
CH. P. LYON 671-91

16 à 22, RUE CHARLES-MONTALAND  
LYON - VILLEURBANNE

Société à Responsabilité Limitée  
Capital : 97.500 Francs

*Le 16 Décembre 1926.*

## TANNERIE & CORROIERIE

SPÉCIALITÉ

DE VEAUX BLANCS ET CIRÉS  
POUR L'EXPORTATION



MARQUE DE FABRIQUE

MÉDAILLE D'OR



EXPOSITION UNIVERSELLE  
LYON 1894

SEULE MÉDAILLE D'OR ACCORDÉE  
à cette Spécialité

Adresse Télégraphique  
GOIFFON - VILLEURBANNE

*J. Goiffon & Co*

VILLEURBANNE PRÈS LYON

*Le 4 Octobre 1895*

*Messieurs J. Gely & Gieordon*

+ La modernisation du Centre de documentation et des Archives municipales de Villeurbanne implique l'informatisation des fonds.

Le groupe informatique de l'Association des Archivistes français fut créé en 1983. Depuis quelques années, l'arrivée en masse de documents contemporains sur tous supports, les réflexions menées sur l'accessibilité des fonds et parallèlement, la présence de l'ordinateur dans tous les secteurs de la société, ont encouragé les archivistes à remettre en cause et à approfondir leurs méthodes traditionnelles. Les facultés propres à l'ordinateur d'effectuer des tris et des corrélations, de communiquer des informations à distance et de disposer d'un langage commun ont ouvert de nouvelles perspectives au monde des archives. Des thésaurus, des plans de classement, des index s'élaborent; une réflexion s'engage pour combiner les méthodes classiques et les atouts de l'informatique.

Villeurbanne doit profiter de l'expérience des Archives du Sud-Est en matière d'informatisation, pour programmer la mise en oeuvre d'un formidable outil de recherche et de valorisation du travail archivistique. L'analyse et l'indexation des registres de délibérations et d'une partie des fonds contemporains offriront la possibilité d'éditer des inventaires et de pratiquer la recherche automatisée. L'informatisation facilitera aussi le développement du fonds.

#### \* développement du fonds

Si la mémoire industrielle est ce qu'il reste d'une activité industrielle dans le souvenir des hommes et dans le tracé des rues, alors, ne perdons pas de temps! Le témoignage des ouvriers disparaît avec eux; les murs des usines s'écroulent avant d'être photographiés. Le Centre de la Mémoire industrielle, installé dans les mêmes locaux que les Archives et les pré-archives (12), aurait pour missions de réunir des documents en rapport avec l'histoire locale et l'activité industrielle et d'assurer l'animation culturelle et pédagogique. Villeurbanne, capable de s'adapter à toutes les mutations économiques puise ses forces dans un riche passé industriel. C'est au temps des ouvriers et des patrons, à celui de la fabrication du textile et des machines-outils, enfin au temps des cheminées que nous voulons rendre hommage. Parce que "l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé" (Marc Bloch), les villeurbannais ont le droit de savoir pourquoi le paysage de leur ville change.

Ils trouveront des réponses en écoutant les témoignages d'ouvriers retraités. Pour la constitution d'un fonds d'histoire orale, l'OVPAR nous sera d'un grand aide.

12. nous pensons que réunir les archives intermédiaires et les archives historiques éviterait une dispersion des services et des surcoûts de fonctionnement, à condition de les équiper d'un télécopieur.



*les temps modernes*



*A nous la liberté*



*Norma Rae*

Les archives d'architecture donneront des explications au développement de la ville. Monsieur Raymond Jacquet, Président de la Société l'Avenir a d'ores et déjà admis le principe de déposer les archives historiques de la plus importante entreprise coopérative de construction régionale dans le futur centre d'archives. D'autres fonds de cabinets d'architecture et d'urbanisme pourront être collectés.

Disposer d'un fonds thématique de documents audiovisuels intéresse les historiens aussi bien que les animateurs pédagogiques. Les trois films sur Villeurbanne et la construction des Gratte-ciel peuvent être complétés par les reportages réalisés par la télévision locale : Cité TV. Celle-ci est tout à fait d'accord pour déposer aux archives les cassettes vidéo qui ont trait aux petits et aux grands événements villeurbannais. Les "Eclanova", l'enterrement de Charles Hernu et le portrait historique de Villeurbanne (reportage en cours) font partie de la mémoire locale.

En l'absence de films documentaires sur l'industrie villeurbannaise, nous pensons que la constitution d'un fonds de films de fiction sur le monde du travail en usine, serait un atout supplémentaire pour le Centre de Villeurbanne : les films de fiction comme les témoignages oraux sont des sources de plus en plus appréciées des chercheurs. Ce fonds unique en France pourrait être réalisé en collaboration avec le Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix qui est très intéressé par le projet. En Annexe V figurent les bases d'une filmographie.

Sur le modèle de *Mémoire de la Drôme*, le Centre de la Mémoire industrielle gagnerait à constituer une photothèque. Elle s'appuierait sur la reproduction de cartes postales et sur la création d'un fonds photographique contemporain, après avoir réglé les problèmes liés aux droits des auteurs et des propriétaires.

Enfin, en complément des sources d'archives, une bibliothèque spécialisée devrait être mise à la disposition du public. Des ouvrages sur l'histoire locale et régionale, sur l'industrie et les techniques complèteraient la bibliothèque historique de Louis Maynard.

Ces propositions de développement perdraient toute leur valeur si elles n'étaient fondées sur une politique de diffusion et de mise en valeur du fonds. La forme associative du Centre de la Mémoire industrielle se prête aux activités culturelles (expositions) et pédagogiques (PAE) qui demandent un soutien ponctuel qu'une commune seule ne peut pas toujours assumer. Ces actions pourraient être organisées avec les partenaires culturels et intellectuels concernés par la valorisation du patrimoine industriel, à l'échelon régional ou national (Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette).

L'accueil d'expositions temporaires et de colloques devrait être possible pour que le Centre bénéficie d'un rayonnement international.

## SYNTHESE DES PROPOSITIONS

### I. REORGANISATION DES FONDS ET DES SERVICES

- \* dissociation des services archives/documentation
- \* rattachement du centre de documentation au Secrétariat général
- \* indépendance des services vis à vis de la MLIS
- \* création d'une structure associative : Le Centre de la Mémoire industrielle

### II. RECRUTEMENT D'UN PERSONNEL QUALIFIE

### III. CONSERVATION DU FONDS

- \* prise en compte des normes de conservation
- \* réflexion sur le microfilmage et la restauration

### IV. EXPLOITATION DU FONDS

- \* installation des Archives et du Centre de la Mémoire industrielle dans une usine désaffectée
- \* informatisation des registres de délibération et des versements contemporains

### V. DEVELOPPEMENT DU FONDS

- \* création d'archives : enregistrement de témoignages; photographies
- \* collecte de fonds privés : archives d'urbanisme et d'architecture; reproductions de cartes postales et de photographies anciennes
- \* réalisation d'un fonds thématique de films documentaires et de fiction
- \* enrichissement de la bibliothèque d'histoire locale
- \* expositions; animations pédagogiques (PAE, classes "patrimoine"); ouvertures sur le réseau intellectuel et culturel régional; colloques internationaux...



## CONCLUSION

Finalement, la démocratisation de la culture tant souhaitée a quelques chances de se développer dans un lieu d'échanges situé au croisement de la recherche érudite et de l'héritage d'une culture ouvrière. La mémoire collective ne connaît pas de barrière.

Peut-être manque-t-il à ces villes, dites anciennement industrialisées, des repères qui ne renient pas le passé - "Usines-monuments" fières du travail des hommes comme autant de traces d'un vécu difficile mais d'un vécu tout de même - La beauté peut alors apparaître sur les murs de briques et les toits en sheds avec plus de profondeur que sur un traditionnel monument classé. Elle peut souligner la vitalité d'une cité et surprendre un tracé, un quartier, une fête, un marché. Reconnaisant ainsi leur passé industriel, les villes gagneraient en prestige.

Un certain plaisir peut naître de la mémoire retrouvée; c'est aussi le devoir des archives de la restituer.

Et si Villeurbanne, une fois de plus, relevait le défi...

A l'issue d'un mois et demi d'enquêtes orales, de réflexions menées sur le patrimoine industriel et de rencontres avec Villeurbanne, c'est un autre regard qui est posé sur la ville, une ville palimpseste en cours de déchiffrement.

La première pierre d'un projet est posée. Le Centre de la Mémoire "retrouvée" a plus d'une raison de vivre. Que les pistes ouvertes, les directions suggérées puissent servir aux spécialistes qui prendront le relais de cette étude! Bilans détaillés, étude des besoins, budgets prévisionnels, programmation doivent être envisagés dans la phase suivante.

Si, comme l'écrit Pierre Nora, "*Le patrimoine, c'est ce qui est encore visible d'un monde qui nous est devenu invisible*"...alors, il y a urgence. Lorsque la ville perd son identité, le gardien de la mémoire est le premier concerné. C'est à l'archiviste que revient de retrouver ou même de créer l'identité du lieu.

Villeurbanne, "ville au futur" dispose d'atouts essentiels : jeunesse, vitalité, imagination, modernité,...renommée! Autour d'elle, gravite un monde intellectuel, culturel et scientifique. Il ne lui manque plus qu'une chose : la conscience d'avoir vécu, la fierté de son passé...et de son présent.

# BIBLIOGRAPHIE

## PLAN DE LA BIBLIOGRAPHIE

---

---

- . LES ARCHIVES
- . LA POLITIQUE CULTURELLE
- . URBANISME, HISTOIRE DES VILLES ET REVOLUTION INDUSTRIELLE
  
- \* LA MEMOIRE DES LIEUX
- \* PORTRAITS DE VILLEURBANNE
- \* PASSE, PRESENT ET AVENIR DU PATRIMOINE INDUSTRIEL
  - ° Archéologie et patrimoine industriel
  - ° Politique culturelle et patrimoine industriel
  - ° Retrouver la mémoire industrielle
    - la mémoire par les murs
    - la mémoire par les traces matérielles
    - la mémoire par les textes
      - + gestion d'archives industrielles
      - + archives d'architecture
    - la mémoire par les images
    - la mémoire par les voix
  
  - ° La mémoire retrouvée
    - conservation
    - mise en exposition
    - action culturelle et éducative

## OUVRAGES GENERAUX

### LES ARCHIVES

DUBOSQ, Guy. *Organisation du préarchivage*. Paris: UNESCO, 1974, 77 p. Documentation, bibliothèques et archives: études et recherches n 5.

DURAND-EVRARD, Françoise et DURAND, Claude. *Guide pratique à l'usage de l'archiviste-documentaliste: un exemple concret, les communes*. Paris: Technique et Documentation, 1985, 338 p.

FARGE, Arlette. *Le goût de l'archive*. Paris: Editions du Seuil, 1989, 152 p. La Librairie du XX<sup>ème</sup> siècle.

FAVIER, Jean. *Les archives*. Paris: Presses Universitaires de France, 1985, 127 p. Que sais-je? n 805.

*Gérer, organiser vos archives, mémoriser l'information interne*. Paris: Chambre de Commerce et d'Industrie, 1988, 94 p.

HILDESHEIMER, Françoise. *Les archives: Pourquoi? Comment? La recherche aujourd'hui dans les archives de France*. Paris: Editions de l'érudit, 1984, 188 p. Patrimoines.

HILDESHEIMER, Françoise. *Les archives privées : le traitement des archives personnelles, familiales, associatives*. Paris : Editions Christian, 1990.

*L'archive*. Paris: Editions du Centre Georges Pompidou, Centre de Création Industrielle, 1986, 152 p. Traverses; n 36.

*L'archiviste dans la cité: Actes du premier congrès des archivistes communaux, Grenoble 18-19 Mai 1983*. Paris: Archives Nationales, 1984, 93 p.

*La fonction archives dans les services administratifs publics et privés*. Paris: Ministère de l'Economie et des Finances, Direction du budget, Service Central d'Organisation et des Méthodes, 1982, 116 p.

*Les nouvelles archives, formation et collecte : actes du XXVIII<sup>ème</sup> Congrès national des archivistes français*. Paris, 29 Septembre-1<sup>er</sup> Octobre 1986. Paris : Archives Nationales, 1987, 337 p.

*Manuel d'archivistique, théorie et pratique des archives publiques en France*. Paris: Archives Nationales, 1982, 806 p.

*Nouveaux textes relatifs aux archives*. Paris: La Documentation française, 1982, 54 p.

## LA POLITIQUE CULTURELLE

Conseil de l'Europe. *La politique culturelle de la France: programme européen d'évaluation*. Paris: La Documentation française, 1988, 394 p.

QUERRIEN, Max. *Pour une nouvelle politique du patrimoine: rapport au Ministre de la Culture*. Paris: La Documentation française, 1982, 139 p.

RENARD, Jacques. *L'élan culturel: la France en mouvement*. Paris: Presses Universitaires de France, 1987, 227 p.

Traité de Science Politique: *Les politiques publiques*. Vol. 4. Sous la direction de Madeleine Grawitz et Jean Leca. Paris: Presses Universitaires de France, 1985, 584 p.

## URBANISME, HISTOIRE DES VILLES ET REVOLUTION INDUSTRIELLE

BENEVOLO, Leonardo. *Histoire de l'architecture moderne: la révolution industrielle*. Tome 1. Paris: Dunod, 1987, 282 p.

*Construire la ville: XVIII<sup>ème</sup>-XIX<sup>ème</sup> siècles*. Actes de la table ronde du Centre Pierre Léon, Université de Lyon II. Lyon: Presses Universitaires de Lyon, 1983, 186 p.

FREY, J.P. *La ville industrielle et ses urbanités*. Bruxelles: Mardaga, 1986, 386 p.

GAUDIN, J.P. *L'avenir en plan: technique et politique dans la prévision urbaine 1900-1930*. Seyssel: Editions du Champ-Vallon, 1985, 192 p. Collection Milieux.

*Histoire de la France urbaine: la ville de l'âge industriel*. Tome 4. Sous la direction de Maurice Agulhon. Paris: Editions du Seuil, 1983, 665 p. L'Univers Historique.

LYNCH, Kevin. *L'image de la cité*. Paris: Dunod, 1971, 222 p.

MUMFORD, Lewis. *La cité à travers l'histoire*. Paris: Editions du Seuil, 1964, 781 p.

PANERAI, Philippe, et al. *Elements d'analyse urbaine*. Bruxelles: Edition des Archives d'Architecture Moderne, 1980, 194 p.

#### LA MEMOIRE DES LIEUX

CALVINO, Italo. *Les villes invisibles*. Paris: Editions du Seuil, 1974, 189 p.

GRUMBACH, Antoine. A challenge to architecture. In *Roma Interrota*. Rome: Jennnifer Franchina, 1979, p. 65-81.

HALBWACHS, Maurice. *La mémoire collective*. Paris: Presses Universitaires de France, 1968, 201 p. Bibliothèque de sociologie.

*Les Lieux de mémoire*. Sous la direction de Pierre Nora. 4 tomes. Paris: Gallimard, 1984-1986.

ROSSI, Aldo. *L'architecture de la ville*. Paris: L'Equerre, 1981, 295 p.

SAZNSOT, Pierre. *Poétique de la ville*. Paris: Editions Klincksieck, 1973, 139 p.

*Théâtres de la mémoire*. Paris: Editions du Centre Georges Pompidou, Centre de Création Industrielle, 1987, 200 p. Traverses; n 40.

#### PORTRAITS de VILLEURBANNE

BELLETO, René. *Le Revenant*. Paris: Hachette, 1982, 476 p.

BONNEVILLE, Marc. *Villeurbanne: Naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière*. Lyon: Presses Universitaires de Lyon, 1978, 287 p.

DEVINAZ, Danielle et JADOT, Bernard. *Villeurbanne, autrefois*. Le Coteau: Howarth, 1988, 160 p.

DEVINAZ, Danielle et JADOT, Bernard. *Villeurbanne, entre le Dauphin et le Lion*. Lyon: Editions Xavier Lejeune, 1988, 141 p.

*Dictionnaire biographique du monde ouvrier français*. Sous la direction de Jean Maitron. 4ème partie : 1914-1939. Paris, Editions ouvrières, 1987.

GOUJON, Lazare. *Villeurbanne 1924-1934: dix ans d'administration*. Lyon: Association des typographes lyonnais, 1934, 438 p.

HERNU, Charles. *Villeurbanne, cité bimillénaire*. Villeurbanne: GAEV, 1977, 118 p.

LEQUIN, Yves. *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*. Tome 1. Lyon: Presses Universitaires de Lyon, 1977, 573 p.

MEURET, Bernard. *Le socialisme municipal: Villeurbanne, 1880-1892: histoire d'une différenciation*. Préface de Charles Hernu. Lyon: Presses Universitaires de Lyon, 1982, 301 p.

PERRIER, J. *Villeurbanne historique et biographique*. Lyon: 1928, 157 p.

STOUVENEREAU, Roger. *Mémoires d'un écolier villeurbannais de 1929 à 1939*. Lyon: Lesfargues, 1984, 137 p.

Une culture au quotidien, une culture de communication, une culture vivante. *Vivre à Villeurbanne*, 1983, supplément au n 25, 32 p.

PASSE, PRESENT ET AVENIR DU PATRIMOINE  
INDUSTRIEL

ARCHEOLOGIE ET PATRIMOINE INDUSTRIELLE

Actes du VIIIème colloque national sur le patrimoine industriel, Lille 7, 8, 9 Mai 1987. *L'archéologie industrielle en France*, 1989, n 17-18, 153 p.

Archéologie industrielle. *Monuments historiques*, numéro spécial, 1977, n 3, 100 p.

CHASLIN, François. L'archéologie industrielle in *Encyclopédie Universalis*, p.550.

COURSON, J (de) et LELONG, C. *L'usine dans la ville*. Paris: Ministère de l'environnement et du cadre de vie, Direction de l'urbanisme, 1979, 28 p.

DAUMAS, Maurice. *L'archéologie industrielle en France*. Paris: Laffont, 1980, 464 p.

DREYFUS, Michel. *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France, XIXème et XXème siècles*. Paris: Editions ouvrières, 1987, 298 p. Mouvement Social.

KENNETH, Hudson. *Industrial archeology: a new introduction*. London: John Baker, 1976, 390 p.

*L'Archéologie industrielle en France*, juin 1986, n 13, 120 p.

*L'usine dans la ville*. Journées de la commission industrielle de Lyon et Saint-Etienne, 23-24 Octobre 1981. Lyon: 1982, 125 p.

*Le guide du patrimoine industriel, scientifique et technique*. Sous la direction de G.M. De Ficquelmont, O. Blin, C. Fontanon. Paris : La manufacture, 1990, 530 p.



MARAIS, Alain et LAUMON, Annette. Dimensions ethnologiques du patrimoine industriel. *Monuments historiques*, 1985, n 141, p. 62-65.

Patrimoine industriel: stratégies pour un avenir. Actes du colloque. Lille: Office culturel régional Nord-Pas de Calais, Octobre 1979.

VARINE, Hugues (de). Le patrimoine industriel et les travailleurs. *Les Cahiers de l'animation*, 1<sup>er</sup> trim. 1980, n 27, p. 25-34.

### POLITIQUE CULTURELLE ET PATRIMOINE INDUSTRIEL

Bilan résumé de la politique de culture scientifique, technique et industrielle menée par le Ministère de la Culture en 1985. Paris: Ministère de la Culture, 1986, 44 p.

GEROME, Noëlle, et al. *Hommes, techniques et sociétés industrielles: traces et identités*. Paris: Dalloz, 1983, 113 p.

Quelles politiques pour le patrimoine industriel?. Strasbourg: Conseil de l'Europe, 1987, 123 p. Patrimoine architectural: Rapport et Etudes; n 6.

La vieille dame et l'arbre fruitier. *La Lettre de la Région Nord-Pas de Calais*, Mars 1980, n 24.

Les élus et les collectivités territoriales face au patrimoine du XX<sup>ème</sup> siècle: note de synthèse. Paris: Ministère de la Culture, Service études et recherches, 1986, 13 p.

Les Etats Généraux de la culture scientifique, technique et industrielle. Paris: Ministères chargés de la recherche, de la culture, de l'industrie, de l'éducation nationale et de la jeunesse, Cité des Sciences et de l'Industrie, 1989, 313 p.

Les inventaires du patrimoine industriel: objectifs et méthodes. Paris: Ministère de la Culture, Direction du Patrimoine, Sous-direction de l'Inventaire Général, 1986, 213 p.

LODGE, David. *Jeu de société*. Paris: Editions Rivages, 1990, 364 p.

Manifeste pour le développement de la culture technique. Préface de André Leroi-Gourhan. Paris: Centre de recherche sur la culture technique, 1981, 99 p.

## RETROUVER LA MEMOIRE INDUSTRIELLE

### LA MEMOIRE PAR LES MURS. RECONVERSIONS DE SITES ET DE BATIMENTS INDUSTRIELS

**Bâtiments anciens...usages nouveaux: images du possible.** Paris: Centre Georges Pompidou, Centre de Création Industrielle, 1978, 62 p. Culture au quotidien.

**Bâtiments anciens; usages nouveaux: regards sur la reconversion.** Paris: Ministère de l'environnement et du cadre de vie, Direction de l'urbanisme et des paysages, 1980, 62 p.

**DE COURSON, J. et LELONG, C. L'usine dans la ville.** Paris : Ministère de l'Environnement et du cadre de vie, Direction de l'urbanisme et des paysages, Service Technique de l'urbanisme, 1979, 25 p.

**DUBOR, Bernard. La reconversion des bâtiments industriels et commerciaux en édifices publics en France.** Etude réalisée pour la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques, Octobre 1979, 51 p.

**Du château de l'industrie au temple de la communication.** *Le Moniteur*, numéro spécial, Juin 1988, p. 113-115.

**Elbeuf : nouvelle vie pour un quartier. H,** *Revue de l'habitat social*, Mars 1984, n 94, p.26-29.

**ERNECQ, J.M. et al. La ville industrielle, le cas de Roubaix.** Paris: Ministère de l'Environnement et du cadre de vie. Direction de l'Urbanisme et des paysages, 1979, 111 p.

**Friches? ou jachères?. Métropolis,** 4<sup>ème</sup> trim. 1986, n 75-76, 148 p.

**LACOUR, Claude. La réinsertion urbaine des friches industrielles: la ville redécouverte.** *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 1987, n 5, p. 769-783.

**REICHEN, Bernard et ROBERT, Philippe. La reconversion dix ans après.** *Technique et Architecture*, Janvier 1989, n 381, p. 64-67.

**REICHEN, Bernard et ROBERT, Philippe. Une seconde vie pour les usines.** *La Pierre d'angle*, juin 1986, n 5, p. 16-21.

**ROBERT, Philippe. Réhabilitation, reconversion: l'architecture comme palimpseste.** *AMC*, Février 1988, n 19, p. 24-27.

LA MEMOIRE PAR LES TRACES MATERIELLES. ECOMUSEES-MUSEES:  
REFLEXIONS, ORIENTATIONS

**BARBE**, Jean-Michel. Présence et avenir du passé. *Les Cahiers de l'animation*, 1<sup>er</sup> trim. 1980, n 27, p.83-89.

**BARBLAN**, Marc.A. La maison du patrimoine industriel: une initiative originale à Genève. *Museum*, 1984, n 142, p. 64-70.

**Ecomusées en France: recherche, conservation et mise en valeur du patrimoine ethnologique.** L'Isle d'Abeau: Agence régionale d'ethnologie Rhône-Alpes, 1986.

**EVARD**, Marcel. Le Creusot-Montceau-les-Mines: la vie d'un écomusée, bilan d'une décennie. *Museum*, 1980, vol.32, n 4, p. 226-234.

**Images de l'écomusée.** *Museum*, 1985, n 148, p. 181-244.

**JENKINS**, Jennifer. Iron in the soul . *The Architects's journal*, august 1979, n 32, p. 282-293.

**JEUDY**, Henri Pierre. Vers un temps muséal. *Temps libre*, printemps 1985, n 12, p. 25-30.

**Muséologie et information: nouvelles technologies, nouvelles pratiques, nouveaux lieux.** *Brises*, numéro spécial, 1987, n 10.

**NEGRI**, Massimo. Un museo dell'archeologia industriale pavese. *Bolletino per biblioteche*, giugno 1983, n 29, p. 46-49.

**POULOT**, Dominique. L'avenir du passé: les musées en mouvement. *Le Débat*, Mai 1981, n 12, p. 105-115.

**Quels musées, pour quelles fins aujourd'hui?** Séminaire de l'école du Louvre. Paris: La Documentation française, 1983, 305 p.

**QUERRIEN**, Max. Ecomusées. *Milieux*, fév.mai 1983, n 13, p. 25-26.

LA MEMOIRE PAR LES TEXTES.

**\*GESTION D'ARCHIVES INDUSTRIELLES**

**GUERIN-BROT**, Isabelle. *Les archives des entreprises: conseils pratiques d'organisation.* Paris: Archives Nationales, 1989, 87 p.

**HAMON**, Maurice. Les entreprises et leurs archives: le temps des mutations. *La Gazette des archives*, n spécial, 2<sup>ème</sup> trim. 1988, n 141, p. 171-175.

**KREBS, Catherine.** *La gestion des archives d'entreprises: en enjeu économique et patrimonial: l'expérience du Centre Rhénan d'Archives et de Recherches Economiques.* Mémoire de l'Ecole Nationale Supérieure de Bibliothécaires. Sous la direction de Florence Ott. Lyon: ENSB, photocopié, 1989, 91 p.

**LEBRIGAND, Yvette.** Les archives du monde du travail. *L'archéologie industrielle en France*, 1989, n 17-18, p. 85-89.

**LEBRIGAND, Yvette.** Un grand projet d'Etat: le Centre des archives du monde du travail à Roubaix. *La Gazette des archives*, numéro spécial, 2<sup>ème</sup> trim. 1988, n 141, p. 85-89.

**ROBERT, François.** *Inventaire et sauvegarde des archives industrielles et commerciales Rhône-Alpines: étude de faisabilité.* Sous la direction de Jacques Magaud. Lyon: Centre Pierre Léon, Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'Homme, photocopié, 1989, 74 p.

#### **\*LES ARCHIVES D'ARCHITECTURE**

**BARBELON, Jean-Pierre.** Les archives d'architecture et d'urbanisme, *La gazette des archives*, n spécial, 2<sup>ème</sup> trim. 1988, n 141, p.181-197.

**HILDESHEIMER, Françoise.** *Le traitement des archives des architectes : une étude de cas, La France.* Paris : UNESCO, 1986, 85 p. (étude du RAMP)

#### **LA MEMOIRE PAR LES IMAGES**

**Audiovisuel et mouvement ouvrier : les rencontres de Nantes 26-27-28 Janvier 1984.** Paris : Centre Georges Pompidou, Centre de Création Industrielle, Centre de docuemntation du mouvement ouvrier et du travail, 1985, 86 p. Culture au quotidien.

**Ecoutez-voir...: la communication du patrimoine audiovisuel.** *Dossiers de l'Audiovisuel*, Mars-Avril 1990, n 30, 75 p.

**Les archives audiovisuelles : actes du XXVIIème Congrès national des archivistes français.** Limoges, 27 Septembre 1985. Paris : Archives Nationales, 1986, 112 p.

**Les archives dans le monde de la communication : actes de la journée d'études de l'association des archivistes français.** *La gazette des archives*, 1er trim. 1988, n 140, p.8-50.

## LA MEMOIRE PAR LES VOIX

JOUTARD, Philippe. *Ces voix qui nous viennent du passé*. Paris : Hachette, 1983, 266p.

L'HUILLIER, Hervé. Archives, témoignages oraux et histoire des entreprises. *La Gazette des archives*, 4<sup>ème</sup> trim. 1987, n 139, p. 256-260.

MOSS, William W. et MAZIKANA, Peter C. *Archives, histoire orale et tradition orale: une étude du RAMP*. Paris: UNESCO, 1986, 84 p.

## LA MEMOIRE RETROUVEE.

### CONSERVATION

BENOIT, G. et NEIRINCK, D.. *Les moyens de conservation les plus économiques dans les bâtiments d'archives des pays industriels et tropicaux*. Paris : UNESCO, 1987. (étude du RAMP)

DUCHEIN, Michel. *Les bâtiments d'archives: construction et équipements*. Paris: Archives Nationales, 1985, 256 p.

FLIEDER, Françoise et DUCHEIN, Michel. *Livres et documents d'archives: sauvegarde et conservation*. Paris: UNESCO, 1986, 89 p.

*La conservation des archives: bâtiments et sécurité*. Colloque international de Vienne. Paris: La Documentation française, 1988.

### MISE EN EXPOSITION

*Claquemurer pour ainsi dire tout l'univers; la mise en exposition*. Sous la direction de Jean Davallon. Paris: Centre Georges Pompidou, Centre de Création Industrielle, 1986, 302 p.

LEVY, Jean Claude. *L'objet expose le lieu: La place de l'exposition dans le développement culturel, scientifique technique et industriel*. *Cahiers expo média*, 1986, n 2, p 137-167.

ACTION CULTURELLE ET EDUCATIVE

**Archives and education : a Ramp study with guidelines.** Paris : UNESCO, 1986, 59 p.

**DELSALLES, Paul.** Les activités culturelles des archives municipales. *La Gazette des archives*, 2<sup>ème</sup> trim. 1986, n 133, p. 143-156.

**GAUTIER-DESVAUX, Yvette.** L'action culturelle aux archives. *La Gazette des archives*, n spécial, 2<sup>ème</sup> trim. 1988, n 141, p. 218-236.

**L'action culturelle aux archives: actes du congrès de Nice, 4-6 Octobre 1982.** Paris: Archives nationales, 1984, 109 p.

**SOUBERVIE, Edmonde.** Champs d'activité nouveaux des archives communales: un service éducatif et culturel en direction du jeune public. *La Gazette des archives*, 1<sup>er</sup> trim. 1989, n 144, p.44-52.

# ANNEXES

ABREGE DES  
RECOMMANDATIONS A L'INTENTION DU COMITE DIRECTEUR  
POUR LES POLITIQUES URBAINES ET DU PATRIMOINE ARCHITECTURAL  
ET DU COMITE DES MINISTRES DU CONSEIL DE L'EUROPE

---

Le Colloque de Vaulx-en-Velin a marqué une première étape dans les travaux du Conseil de l'Europe visant la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine industriel. Cette action se développera avec le Colloque de Madrid (1986) sur les ouvrages d'art et de génie civil, puis avec une série d'autres rencontres et recherches spécialisées.

Dès à présent les participants au Colloque de Vaulx-en-Velin appellent l'attention des instances du Conseil de l'Europe sur un certain nombre de priorités destinées à s'intégrer aux recommandations qui devront être adressées aux gouvernements en vue du renforcement des politiques du patrimoine industriel en Europe.

LES POLITIQUES A METTRE EN OEUVRE DANS LES PAYS EUROPEENS DEVRAIENT A CET EGARD :

A. se fonder sur le concept multidisciplinaire élargi de patrimoine industriel.

Il ne s'agit pas de prendre en compte seulement un héritage architectural, des sites, ou encore des objets. La discipline recouvre à la fois un environnement physique, un ensemble de savoir, de techniques et de modes de vie.

B. mettre en place des stratégies d'incitation et de sensibilisation en :

- a. prévenant la destruction des composantes du patrimoine technique et industriel. Il importe d'adapter les législations fiscales et financières afin d'éviter qu'elles favorisent et permettent la disparition du patrimoine ;
- b. insistant sur la conservation sélective des archives économiques qui retracent la mémoire collective de l'entreprise ;
- c. favorisant le mécénat d'entreprise par la sensibilisation des responsables et par des incitations fiscales en vue de la conservation des éléments significatifs du patrimoine ;
- d. utilisant mieux les ressources humaines avec en particulier un appel, dans le cadre de l'entreprise ou à l'extérieur, et notamment pour l'inventaire, l'analyse et la conservation des archives, à des professionnels pré-retraités ou retraités ;
- e. favorisant la connaissance du patrimoine industriel dans les cercles professionnels mais aussi auprès des élus, du public en général et des jeunes en milieu scolaire ou extra-scolaire.



C. promouvoir à l'échelon européen la connaissance scientifique du patrimoine dans la perspective d'initiatives communes

- a. en encourageant le développement de la recherche dans une vision européenne avec, par exemple, le développement de programmes auprès d'institutions multinationales comme l'Institut universitaire européen de Florence, et auprès des universités nationales.
- b. en invitant le Conseil de l'Europe à lancer un inventaire général, léger et étendu, selon une typologie commune à l'ensemble de l'Europe, qui pourrait localiser des zones et secteurs sensibles en Europe. Ce travail pourrait être suivi de l'établissement d'inventaires thématiques approfondis ;
- c. en étudiant, compte tenu de l'inventaire préalable et avec le concours des organisations européennes :
  - . une répartition éventuelle entre les divers pays de la charge de la conservation d'ensembles industriels lourds (chaînes de montage automobile, barrages hydrauliques, raffineries de pétrole et centrales nucléaires ?...)
  - . la possibilité d'opérations européennes communes ponctuelles pour des ensembles exceptionnels.

o

o

o

ASPECTS DE L'ACTION DU CONSEIL DE L'EUROPE

C. DELAUNAY

J'ai l'honneur de représenter ici le Comité Directeur pour les politiques urbaines et le Patrimoine Architectural du Conseil de l'Europe (C.D.U.P.). Cet organisme est constitué par les délégués de 21 pays européens, et j'y sié debate en tant que Délégué Français.

Permettez-moi de rappeler quelques dates marquantes :

- en 1975, l'année européenne du Patrimoine Architectural
- en octobre 1985, signature par les Ministres de la Convention Européenne sur le Patrimoine Architectural
- en 1980-82, les diverses manifestations de la Campagne Européenne pour la Renaissance de la Cité.

C'est à cette époque (1982) qu'a été créé le C.D.U.P., regroupant l'urbanisme et le Patrimoine, car de nombreux liens sont apparus entre les politiques urbaines d'une part, la conservation et la mise en valeur du Patrimoine Architectural d'autre part. Ceci est vrai par exemple dans l'aménagement des centres-ville anciens ; mais aussi, et j'y reviendrai plus loin, dans les villes et banlieues de tradition industrielle.

Le C.D.U.P. s'est intéressé à toutes les catégories de patrimoine : bien sûr à celui des monuments historiques traditionnels, mais aussi au patrimoine architectural rural, au patrimoine archéologique. Aujourd'hui, son programme de travail s'étend au patrimoine industriel, suivant en cela de nombreuses initiatives qui se sont développées au cours des dernières années. Le patrimoine industriel est maintenant reconnu comme une composante importante de notre histoire, de notre culture, qu'il s'agisse de culture technique ou de sciences humaines.

- L'importance du sujet nous a amenés à le scinder en deux :
  - le patrimoine industriel proprement dit, celui des usines, qui fait l'objet du présent colloque,
  - et le patrimoine que j'appellerai technique (entendez par là les ouvrages d'infrastructure et de génie civil tels que ponts, routes, ports, canaux ...) qui sera le thème du Colloque de MADRID au printemps prochain.

Notre Colloque actuel est axé plus spécialement sur le patrimoine industriel récent (celui des 19e et 20e siècles, qui disparaît tous les jours sous nos yeux sous l'effet de mutations technologiques rapides). Le proto-industriel (18e siècle et antérieurs), du moins ce qu'il en reste, est relativement mieux étudié et protégé.

Je voudrais axer mon propos, qui vient en complément du message de M. OREJA, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, sur trois points :

- les liens avec l'urbanisme
- le champ d'action qui s'ouvre
- les développements possibles au niveau européen.

#### Le parallélisme avec l'Urbanisme -

En 1985, un des événements majeurs du programme de travail du C.D.U.P. a été la Conférence de DORTMUND, dans la Ruhr, le mois dernier. Cette conférence, dont vous pouvez vous procurer les conclusions à l'entrée de la salle, faisait suite à celle de LILLE en 1983 ; elle a étudié les moyens de revitalisation, de donner confiance en l'avenir, aux villes de tradition industrielle.

Ces villes, qui ont généralement connu un développement important au 19e siècle, à partir de grandes industries (mines, textile, sidérurgie), peu diversifiées, ont été frappées de plein fouet depuis une dizaine d'années par ce qu'il est convenu d'appeler la "crise économique" due entre autres à l'obsolescence de certaines industries et à la mutation de certaines technologies.

Cette revitalisation passe par une diversification des activités, à partir du potentiel humain existant sur place, du savoir-faire, de l'armature urbaine existante.

Elle passe aussi par la promotion d'un environnement de qualité (naturel ou bâti) rompant avec le paysage ancien quelquefois triste : places, espaces verts, équipements, services sociaux, architecture des bâtiments ; cet environnement ayant un lien fort avec l'implantation d'activités et donnant confiance à la population. C'est le cas à DORTMUND où un effort considérable a été entrepris dans ce domaine, comme nous l'avons constaté.

Elle passe enfin par la réutilisation à d'autres fins des sites et immeubles abandonnés par l'Industrie (la ville de SWANSEA au Royaume-Uni nous en donne un exemple remarquable) ; ainsi que par l'amélioration des bâtiments existants ; et aussi par la préservation du patrimoine historique bâti, qu'il s'agisse de bâtiments publics ou industriels.

Le patrimoine industriel comprend non seulement des usines (bâtiments et machines) mais aussi ce qui s'y raccroche : techniques, savoir-faire, archives, et aussi de l'habitat ouvrier et des bâtiments publics construits par les Industriels.

Qu'il s'agisse de conservation, de réutilisation intelligente à d'autres fins, voire de maintiens en activité, l'action en faveur du patrimoine industriel peut largement contribuer, notamment dans les cités ou banlieues qui se sont créées autour d'une ou plusieurs industries, à créer l'identité de la ville, le symbolisme indispensable, car il s'agit d'éléments à caractère souvent affectif de l'histoire locale ; il s'agit des racines ou de l'identité des habitants.

Le champ d'action qui s'ouvre est très vaste, tant pour des initiatives locales des citoyens, que pour des actions communautaires entraînant la participation des habitants, leur donnant en retour le sentiment d'appartenir à une communauté vivante, génératrice de valeurs culturelles.

Une piste à étudier serait par exemple de susciter le concours de retraités, avec parallèlement une formation convenable dans le cadre d'une université de 3e âge ; ces personnes ou leurs parents ont d'ailleurs souvent connu les machines, les bâtiments, les techniques, dont il s'agit d'organiser l'inventaire, et, s'il y a lieu, la conservation ou la réutilisation.

#### Les développements possibles au niveau européen

En dehors des recommandations d'ordre juridique, administratif, financier ou pratique, à mettre au point à l'intention des pouvoirs publics ou des partenaires sociaux, il serait souhaitable, à mon avis, que le Colloque réfléchisse à une possible répartition des tâches entre les pays européens, notamment pour les grandes industries. Le champ d'action du Patrimoine Industriel est tellement vaste qu'il excède les possibilités de chaque pays ; certains pourraient peut-être prendre en charge plus spécialement les domaines industriels où ils ont une compétence particulière.

o

o o

**LES ETATS GENERAUX :  
VERS L'EVEIL SCIENTIFIQUE DES FRANCAIS**

Choisir le sexe de son enfant, oui mais... ?  
Ozone, attention danger, il faut protéger notre planète, oui mais comment ?  
Microprocesseurs, télématique, électronique, oui mais pourquoi ?  
Aujourd'hui, ces débats sont à l'école, dans les médias. Ces questions ne sont plus isolées, soumises à la réflexion des seuls scientifiques : des éléments de réponse sont attendus qui doivent sortir des laboratoires scientifiques et se prêter au débat avec le grand public.

Les Etats généraux de la Culture Scientifique et Technique, qui ont pour objet de catalyser l'intérêt du public pour la chose scientifique et d'instaurer la communication scientifique, révèlent cette réalité, organisent le débat, l'enrichissent et le mettent au grand jour.

**Leur objectifs :**

- Constater la place de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI) dans la culture du XXème siècle.
- Démythifier la recherche scientifique et favoriser le partage du savoir.
- Montrer la place qu'occupe la CSTI dans le domaine industriel, comment elle pénètre ce milieu.
- Témoigner de son importance dans le domaine de l'éducation.

L'idée se concrétise durant les mois d'automne, par l'organisation, dans les 26 régions françaises, de semaines d'animation scientifique de grande ampleur :

- . expositions, colloques régionaux, spectacles associant Culture et Science, ateliers de découverte, démonstrations scientifiques pour le grand public, exposciences au cours desquelles les enfants peuvent se prêter au jeu des expériences scientifiques ;
- . visites guidées axées sur la faune, la flore, la géologie, journées portes ouvertes dans les entreprises et les laboratoires ;
- . édition de guides de "tourisme industriel" ;
- . projection de films scientifiques dans les écoles ;
- . couverture des opérations par les radios locales et la télévisions régionales...

**LES ETATS GENERAUX :  
PROVOQUER LA RENCONTRE D'UNIVERS CLOISONNES**

La volonté des ministères initiateurs des Etats généraux tend à renforcer le nécessaire dialogue entre le monde scientifique et le grand public en provoquant la rencontre d'univers professionnels cloisonnés : la Culture, la Recherche, l'Industrie, l'Education.

C'est ainsi que dans les 26 régions Françaises, des chefs d'entreprises, des décideurs, des universitaires, des scientifiques, des journalistes participent activement depuis le début de l'année à des colloques ou manifestations aussi nombreux que diversifiés :

- Les créateurs et les industriels se sont rencontrés en Aquitaine, "Design et matériaux" présente les travaux de jeunes designers à partir de la Fibre imprégnée Thermoplastique (FIT), mise au point par le service Etudes et Méthodologie Atochem-Mont ; (Mourenx du 20 au 25 novembre).
- 1000 jeunes venus de 43 pays se sont rencontrés en Bretagne, (Brest du 16 au 23 juillet) dans le cadre d'une exposcience internationale pour monter un programme d'échanges sur la base d'initiatives locales de développement de loisirs scientifiques.
- 20 000 enfants ont rencontrés 1000 chercheurs en Ile de France. Sur le thème "Une classe, un chercheur" 1000 chercheurs répondent à toutes les questions que se posent les enfants, parlent de leur métier, de ce qu'ils savent, de ce qu'ils cherchent, (d'octobre à décembre).
- L'art et l'industrie se sont rencontrés en Rhône-Alpes L'exposition "Objet industriel, objet d'art" à Annecy (22 nov / 2 déc.) sera l'occasion de montrer que le design industriel peut contribuer à l'éveil de l'émotion artistique, ce qui valorise la production industrielle de technologies avancées.
- La Science et la Philosophie se sont rencontrées en Pays de Loire. La réunion de "grands esprits" devant le public dans le cadre du colloque qui s'est tenu au Mans les 2, 3 et 4 novembre a permis de dégager ce que peuvent attendre ceux qui, par leur formation et leur métier, ne sont ni scientifiques, ni philosophes.

Le colloque national des 4, 5 et 6 décembre à la Cité des Sciences et de l'Industrie fera le bilan des initiatives régionales et des expériences conduites ces dernières années. Son objectif est de mieux cerner la place de la science et de la technologie dans la culture et la société et de progresser avec les scientifiques, les industriels, les artistes, les enseignants, les élus, sur l'aménagement d'échanges féconds et permanents avec le public et les médias.

## LES PARTENAIRES DES ETATS GENERAUX

- Le Ministère de la Recherche et de la Technologie.
- Le Ministère de la Culture, de la Communication, des Grands Travaux et du Bicentenaire.
- Le Ministère de l'Education Nationale, de la Jeunesse et des Sports.
- Le Ministère de l'Industrie et de l'Aménagement du Territoire.
- Le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.
- La Cité des Sciences et de l'Industrie.
- Le Palais de la Découverte.
- L'Association des Musées et Centres pour le développement de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle.
- L'Association Sciences, Musées, Médias.
- L'Association des Musées de l'Homme et Société.

### Avec le soutien de :

- La Caisse Nationale d'Epargne de Paris.
- L'Admitech.
- La Caisse Nationale de Prévoyance.
- La Mairie de Mulhouse.

Les progrès des connaissances scientifiques, l'évolution des techniques, l'industrialisation, sont à l'origine de profonds bouleversements dans nos sociétés modernes.

L'homme de cette fin de XX<sup>e</sup> siècle manipule dans sa vie quotidienne des objets d'une technologie sophistiquée. Il prend désormais conscience que la civilisation qu'il a bâtie peut remettre en cause l'équilibre de sa planète, la Terre ; enfin, il agit désormais sur le patrimoine génétique de l'homme même.

La science, la technologie, font partie de sa culture et il ne peut plus l'ignorer car elles déterminent sa capacité à choisir, à construire le monde dans lequel il vivra demain. La vitalité de notre économie en dépend notamment.

Pour que les français aillent à la découverte du progrès et en comprennent les enjeux, cinq ministères se sont associés. Ils réunissent, en fin d'année de célébration du Bicentenaire de la Révolution Française, les Etats généraux de la culture scientifique, technique et industrielle.

Durant les trois mois d'automne, se sont tenues dans toute la France des semaines d'animation scientifique : expositions, spectacles, colloques, ateliers de découverte, projections de films scientifiques dans les écoles, journées portes ouvertes dans les entreprises et les laboratoires. Chercheurs, industriels, enseignants, artistes, élus, se mobilisent dans 26 régions françaises pour familiariser le grand public au monde de la recherche.

**Le colloque national clôture les Etats généraux les 4, 5 et 6 décembre à Paris** (Cité des Sciences et de l'Industrie de la Villette). Il réunit tous ceux qui contribuent déjà, ou pourront contribuer dans l'avenir, à la diffusion de la culture scientifique et technique. Ensemble, ils tireront le bilan des initiatives régionales et des expériences conduites ces dernières années, afin de cerner les conditions de l'émergence croissante de la science et de la technique dans la culture et la société française et de définir des propositions pour l'avenir.



## DEBOUCHES

- Concours de l'Ecole du Patrimoine
- CAPES de Documentation
- Archiviste de collectivité territoriale  
(collectivité locale : archiviste 2e catégorie,  
collectivité départementale : archiviste  
départemental)
- Archiviste de Chambre de Commerce et  
d'Industrie
- Animateurs de Centres de Culture Scientifique  
Technique et Industrielle
- Animation et montage d'expositions
- Personnels de Musées Techniques

\* L'ADELITAD (Association des Anciens  
Diplômés d'Archivistique) assure la diffusion des  
postes à ses membres, organise des rencontres et  
diffuse un bulletin trimestriel.

\* L'ADIM (Association des Diplômés de  
Muséologie : Culture Scientifique et Technique)  
assure la diffusion des postes et aide ses  
membres à l'entrée dans la profession.

## POURSUITE D'ETUDES

- DESS "Techniques d'Archives et de  
Documentation" : admission sur dossier des  
titulaires d'une Maîtrise d'Histoire ou  
MECADOCTE.

Programme :

- \* archivistique
- \* problèmes culturels
- \* documentation et informatique
- \* droit public, administratif et  
financier
- \* paléographie

- DEA "Sciences et Techniques : Histoire,  
Gestion, Enjeux" (habilitation conjointe avec les  
Universités de Strasbourg I et Strasbourg II)

**Pour toute information complémentaire,  
s'adresser à :**

**Faculté des Lettres et Sciences  
Humaines  
31, Grand' Rue  
68 090 MULHOUSE CEDEX  
Tél. : 89 46 18 47**

**ou**

**Service Commun Universitaire  
d'Information et d'Orientation  
61, rue Albert Camus  
68 093 MULHOUSE CEDEX  
Tél. : 89 42 48 46**

UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE

**FACULTE DES LETTRES ET DES  
SCIENCES HUMAINES**

**METIERS DE LA CULTURE,**

**DES ARCHIVES,**

**ET DE LA DOCUMENTATION**

**POUR LES COLLECTIVITES**

**TERRITORIALES**

**(MECADOCTE)**

## LICENCE

### LICENCE ET MAITRISE MECADOCTE

- diplômes professionnels pour les organismes assurant la gestion du patrimoine archivistique, documentaire ou technique

- formation interdisciplinaire unique en France

#### Objectifs :

- former des cadres pour mettre en place et gérer des services patrimoniaux  
- offrir deux spécialisations en option :

**1. Culture scientifique et technique et Muséologie**

**2. Techniques d'Archives et de Documentation**

#### Contexte :

La filière s'appuie sur la spécificité mulhousienne en matière de documentation (particulièrement en culture scientifique et technique par le réseau de Bibliothèques Universitaires et de la Société Industrielle de Mulhouse), d'archives et de musées scientifiques et techniques.

#### Conditions d'admission

- **option 1** : DEUG littéraire ou scientifique, DUT ou diplôme équivalent
- **option 2** : DEUG histoire

**Admission sur dossier**: les dossiers de candidature peuvent être retirés dès le mois de juin au secrétariat de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines.

#### ENSEIGNEMENTS

- une année d'octobre à octobre (stages été); possibilité pour les salariés de fractionner le cursus
- 20h de cours et TD par semaine
- déplacements d'études en cours d'année (dans les services d'archives, les musées, etc....)
- stage dans les organismes de gestion du patrimoine
- préparation d'une exposition

#### Tronc commun :

- \* Pratique administrative, gestion, droit
- \* Histoire et histoire générale de l'art
- \* Archives, documentation, informatique
- \* Une langue vivante
  
- \* **Option 1** : culture scientifique et technique, épistémologie + 2 mois de stage
  
- \* **Option 2** : archivistique, paléographie + 2 mois de stage

## MAITRISE

#### Conditions d'admission :

- **option 1** : toute licence
- **option 2** : licence d'histoire avec séminaire de mise à niveau en archivistique, licence MECADOCTE ou LITAD de Lyon III

#### ENSEIGNEMENTS

- une année d'octobre à octobre, possibilité pour les salariés de fractionner le cursus
- déplacements d'études en cours d'année (dans les services d'archives, les musées, etc ....)

#### Tronc commun :

- \* Méthodologie et informatique documentaire
- \* Techniques audiovisuelles
- \* Histoire
- \* une langue vivante

#### Option 1 : Muséologie

- \* Muséologie générale
- \* Muséologie des sciences et techniques
- \* Histoire des sciences et techniques
- \* Mémoire de recherche dans un organisme de gestion du patrimoine (expérience de 2 mois minimum)

#### Option 2 : Techniques d'Archives et de Documentation

- \* Archivistique théorique
- \* Mémoire de recherche dans un service d'archives (expérience de 2 mois minimum)
- \* Paléographie

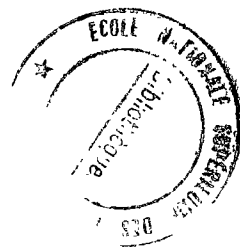
## F I L M O G R A P H I E

- 1895 - La sortie des usines Lumière - Louis et Auguste Lumière  
NB. Documentaire reconstitué - F -
- 1919 - Travail - Henri Pouctal - NB. Serial - Fiction - F -
- 1924 - Gosse de riche - Charles Burguet - NB - Fiction - F -
- 1925 - La Grève - (Statchka) - S.M. Eisenstein - NB. - Fiction - URSS -
- 1926 - La Mère (Mat) - Poudovkine - NB. - Fiction d'ap. Gorki - URSS -
- 1926 - Metropolis - Fritz Lang - NB. - 2 h. - Fiction - All. -
- 1927 - Le Mécano de la "Général" - (The General) - Buster Keaton - NB - 1 h.15  
Fiction - USA -
- 1927 - Octobre - (Oktiabr) - S.M. Eisenstein & G. Alexandrov - NB - Fiction - URSS -
- 1929 - L'homme à la caméra - Dziga Vertov - NB - muet - URSS - Doc.
- 1929 - Solitude - (Lonesome) - Paul Fejos - NB - muet - USA -
- 1929 - La nuit est à nous - Carl Frölich:Henry Roussell - NB - Fiction - F/All.
- 1930 - Enthousiasme - Symphonie du Donbass - Dziga Vertov - NB - URSS -
- 1931 - Vouloir - A. Jaeger-Schmidt - NB - Fiction - F
- 1931 - A nous la liberté - René Clair - NB - Fiction - F
- 1932 - Cognasse - Louis Mercantour - NB - Fiction - F -
- 1933 - Borinage - Joris Ivens & H. Storck - NB - Doc. - Bel.
- 1933 - La Fusée - J. Natanson - NB - Fiction - F
- 1933 - Le Maître des Forges - F. Rivers & A. Gance - NB - Fiction - F
- 1934 - l'Aventurier - Marcel l'Herbier - NB - Fiction - F
- 1935 - Construction - Henri Storck - NB - Doc. - Bel.
- 1936 - Le Crime de Monsieur Lange - Jean Renoir - NB - Fiction - F
- 1936 - Grèves d'occupation de Juin 36 - Collectif - NB - Fiction - F.

- 1936 - La vie est à nous - Jean Renoir + Collectif de cinéastes - NB - Doc - F
- 1936 - Les temps modernes - (Modern times) - Charlie Chaplin - NB - Fiction - F
- 1937 - Le temps des cerises - J.P. Le Chanois - NB - Fiction - F
- 1937 - Choc en retour - Maurice Keroul et Geroge Monca - NB - Fiction - F
- 1938 - Les nouveaux riches - André Berthomieu - NB - Fiction - F
- 1938 - La vie d'un homme - J.P. le Chanois - NB - Fiction - F
- 1938 - Les maisons de la misère - H. Storck - NB - Doc - Bel.
- 1938 - Grisou - Maurice de Canonge - NB - Fiction - F
- 1938 - La bête humaine - Jean Renoir - NB - Fiction - F
- 1939 - Le jour se lève - Marcel Carné - NB - Fiction - F
- 1939 - Il' embuscade - Fernand Rivers - NB - Fiction - F
- 40' ——— 1942 - Lumière d'été - Jean Grémillon - NB - Fiction - F
- 1944 - Le merle blanc - Jacques Houssin - NB - Fiction - F
- 1945 - Pilotes du rail - S.N.C.F. - NB - Doc - F
- 1946 - Au service de la France - S.N.C.F. - NB - Doc -
- 1947 - Antoine et Antoinette - Jacques Becker - Fiction - F
- 1947 - La renaissance du rail - S.N.C.F. - Doc -
- 1947 - Le Maître des forges - Fernand Rivers - NB - Fiction - F
- 1947 - Les grèves de 1947 - Louis Daquin - NB - Doc - F
- 1948 - Le point du jour - Louis Daquin - NB - Fiction - F
- 50' ——— 1950 - La vie au pays noir - H.B.N.P.C. - NB - Doc - F
- 1950 - Sous le ciel de Paris - Julien Duvivier - NB - Fiction - F
- 1951 - Onze heures sonnaient - G. de Santis - Fiction - It.
- 1952 - Europe 51 - R. Rossellini - NB - Fiction - It.
- 1952 - Jour de peine - Victor Vicas - Doc - F
- 1952 - L'âge des machines - W. Novik - Doc - F
- 1953 - Jean Coton - Marc Allégret - Doc - F
- 1953 - Le film de Jean - Marc Allégret - Doc - F
- 1953 - Le rendez-vous des quais - Paul Carpita - NB - Fiction F

- 1954 - Travail à la chaîne - W. Klimovicy - Doc - F
- 1955 - La meilleure part - Y. Allégret - NB - Fiction - F
- 1956 - Gervaise - René Clément - NB - Fiction - F
- 1958 - Mon Oncle - Jacques Tati - Coul - Fiction - F
- 1959 - Pacific 231 - Jean Mitry - NB - Fiction - Expérimental - IO mn - F
- 1961 - La belle américaine - Robert Dhéry & Pierre Tchernia - Coul - Fiction - F
- 1963 - Germinal - Yves Allégret - NB - Fiction - F
- 1963 - Une lettre - Philippe Condroyer - Coul - Fiction - F
- 1970 - Elise ou la vraie vie - Michel Drach - Coul - Fiction - F
- 1971 - Smic, smac, smoc - Claude Lelouch - Coul - Fiction - F
- 1971 - La classe ouvrière va au paradis - E. Petri - Couleur - Fiction - It.
- 1971 - Derniers mineurs en Aveyron - Maurice Failevic - NB - Doc - F
- 1971 - Coup pour coup - Marin Karmitz - Fiction F-RFA
- 1971 - Tout va bien - J.L. Godard & J.P. Gorin - Fiction - F-Ital.
- 1972 - Beau masque - Bernard Paul - Fiction - F
- 1972 - Humain, trop humain - Louis Malle - Fiction - F
- 1973 - R.A.S. on est fier - S.N.C.F. - Coul - Doc - F
- 1973 - Au pays des cloutiers - Gérard Vial - Couleur - Doc - F
- 1974 - La moutarde me monte au nez - Claude Zidi - Coul - Fiction - F
- 1974 - Laissez-moi le temps de me souvenir - J.M. Meurice - NB - Doc - F
- 1975 - La terre de la grande promesse - A. Wajda - Coul - Fiction - Pologne
- 1975 - Un linceuil n'a pas de pôches - J.P. Mocky - Coul - Fiction - F
- 1975 - Avec le sang des autres - Bruno Muel - Coul - Doc - F
- 1975 - La coupe à dix francs - P. Condroyer - Fiction - F
- 1976 - Etirage d'une lame de faux au martinet hydraulique - Maison de la Culture de Firminy - NB - Doc - F - IOmn
- 1977 - Qui sont ces hommes ? - S.N.C.F. - Coul - Doc - F
- 1977 - Et le décor industriel - F. Vincent - Coul - Doc - F

- 1977 - Quand les femmes ont pris la colère - R. Vautier & S. Chapdelaine - Coul - Fiction - F
- 1978 - Histoires de vie - Bornibus - Evrard - Ferriot - Coul - Doc - INA Le Cr
- 1978 - Paris insolite - Y. Gerault - Coul - Doc - F
- 1978 - L'âge d'or du fer - J. Krier - Coul - Doc - F
- 1978 - Les Bienfaiteurs - J.C. Durmeyer - Coul - Doc - F
- 1978 - Blue Collar - P. Schrader - Coul - Fiction - USA
- 1979 - Norma Rae - M. Ritt - Coul - Fiction - USA
- 1979 - La Forge - Lucienne Lanaz - Coul - Doc - F
- 1979 - Archéologie industrielle à Venise - H. Wieser-Benedetti - Coul - Doc -
- 1979 - Sauve qui peut (La vie) - J.L. Godard - Coul - Fiction - F + Suisse
- 80' \_\_\_\_\_ 1981 - Prends ta Rolls et va pointer - R. Balducci - Coul - Fiction - F
- 1982 - Passion - J.L. Godard - Coul - Fiction - F + Suisse
- 1982 - Le mariage de Madame Citroën et de Monsieur CGT - J.P. Lebel - vidéo co  
Doc - F
- 1983 - Le voyage de Rose - P. Barbéris - Doc - F
- 1983 - L'anniversaire de Thomas - J.P. Menichetti - NB - Doc - F
- 1985 - Le voyage à Paimpol - J. Berry - Coul - Fiction - F
- 1986 - Mémoires d'en France 1936-1939 - Association Images de mémoire ouvrière  
Doc - F
- 1989 - Roger et moi (Roger and me) - M. Moore - Coul - Doc - USA
- 90' \_\_\_\_\_ 1990 - Je t'ai dans la peau - J.P. Thorn - Coul - Fiction - F
- 1990 - Nouvelle vague - J.L. Godard - Coul - Fiction - F + Suisse



\* 9 5 4 3 2 2 A \*